SÉNAT

Session ordinaire de 1920.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 19^e SÉANCE

Séance du vendredi 12 mars.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.
2. — Excuse.
3. — Résultat du 2^e tour de scrutin, dans les bureaux, pour la nomination de six membres de la commission chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion.
4. — Dépôt, par M. Paul Jourdain, ministre du travail, au nom de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, et au sien, d'un projet de loi rectifiant les articles 5, 6 et 10 de la loi du 27 mars 1907, concernant les conseils de prud'hommes, modifiée par la loi du 3 juillet 1919. — Renvoi à la commission, nommée le 19 mars 1901, relative aux conseils de prud'hommes. — N^o 79.
Dépôt, par M. J.-L. Breton, ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, au nom de M. le ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant l'application de mesures exceptionnelles, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties. — Renvoi à la commission des finances. — N^o 80.
5. — Dépôt, par M. J.-L. Breton, ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, au nom de M. le ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1919, au ministre des travaux publics, des transports et de la marine marchande, d'un crédit supplémentaire au titre de la 2^e section : transports maritimes et marine marchande.
Lecture de l'exposé des motifs.
Déclaration de l'urgence.
Renvoi à la commission des finances. — N^o 81.
Dépôt et lecture, par M. Paul Doumer, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1919, au ministère des travaux publics, des transports et de la marine marchande, d'un crédit supplémentaire au titre de la 2^e section : transports maritimes et marine marchande. — N^o 82.
Discussion immédiate prononcée.
Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi.
7. — Dépôt, par M. Henry Chéron, d'un rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à proroger les locations contractées après la déclaration de guerre. — N^o 83.
Dépôt, par M. Reynald, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de deux nouvelles traversées des Vosges : lignes de Saint-Dié à Saales et de Saint-Maurice à Wesserling. — N^o 84.
8. — Motion d'ordre. — Renvoi à la commission, nommée le 12 novembre 1912, relative aux habitations à bon marché et aux petites exploitations rurales, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1918, relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et les victimes civiles de la guerre, et d'élever à 20,000 fr. le maximum de la valeur des immeubles à acquérir à l'aide des prêts consentis en exécution de ladite loi, précédemment renvoyée à la commission chargée de l'examen d'une proposition de loi tendant à autoriser les départements et les

communes à acquérir des terrains et domaines ruraux, à les lotir et à les revendre, en vue de faciliter l'accession à la petite propriété des travailleurs et des personnes peu fortunées.

9. — Fixation au 26 mars de l'interpellation de M. de Lubersac sur les entraves apportées à l'exercice du contrôle parlementaire dans les régions libérées.
 10. — Scrutin pour la nomination d'un membre de la commission de répartition des subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie.
 11. — 1^{re} délibération sur le projet de loi modifiant la loi du 7 mai 1917, ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation :
Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.
Observation de M. Henry Chéron, rapporteur.
Déclaration de l'urgence.
Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi.
 12. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modifications à la législation des pensions civiles et militaires :
Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.
Déclaration de l'urgence.
Observation de M. Henry Chéron, rapporteur.
Art. 1^{er} à 9. — Adoption.
Art. 10 (de la Chambre des députés). — Rejet.
Art. 10 : MM. Mulac et Henry Chéron, rapporteur. — Adoption.
Art. 11 à 20. — Adoption.
Adoption de l'ensemble du projet de loi.
 13. — Suite de la discussion de l'interpellation de M. Paul Strauss sur les intentions du Gouvernement et son programme en matière d'habitations à bon marché :
MM. Hugues Le Roux, François-Saint-Maur, Poltevin, Ribot, André Berthelot, Gourju, Grosjean, Charles Deloncle, Jules-Louis Breton, ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, et Paul Strauss.
Ordre du jour de MM. Paul Strauss, Ribot, Henry Chéron et un certain nombre de leurs collègues.
Observations de MM. Mauger, Henry Chéron, Grosjean et le ministre de l'hygiène et de la prévoyance sociales.
Adoption de l'ordre du jour.
 14. — Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la commission de répartition des subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie : M. Magny, élu.
 15. — Ajournement de la discussion de l'interpellation de M. Albert Peyronnet sur l'application de la loi sur les retraites ouvrières, précédemment fixée au jeudi 18 mars.
 16. — Règlement de l'ordre du jour : M. Paul Doumer.
Fixation de la prochaine séance au jeudi matin 18 mars.
- PRÉSIDENCE DE M. BOUDENOOT,
VICE-PRÉSIDENT
- La séance est ouverte à quatorze heures trois quarts.
1. — PROCÈS-VERBAL
- M. Lemarié, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du lundi 8 mars.
Le procès-verbal est adopté.
2. — EXCUSE
- M. le président. M. Dausset s'excuse, pour raison de santé, de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

3. — RÉSULTAT DU SCRUTIN POUR LA NOMINATION DE SIX MEMBRES DE LA COMMISSION DES DÉPARTEMENTS LIBÉRÉS

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du 2^e tour de scrutin auquel le Sénat a procédé mercredi, dans ses bureaux, pour la nomination de six membres de la commission chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion :

Nombre de votants..... 112
Suffrages exprimés... 112
Majorité absolue..... 57

Ont obtenu :

MM. Bachelet..... 112 voix.
de Rougé..... 112 —
Jeanneney..... 112 —
Lucien Hubert..... 112 —
Thuillier-Buridard..... 112 —
Lebrun..... 112 —

En conséquence, MM. Bachelet, de Rougé, Jeanneney, Lucien Hubert, Thuillier-Buridard et Lebrun sont proclamés membres de la commission chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion.

4. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail.

M. Jourdain, ministre du travail. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le garde des sceaux, ministre de la justice et au sien, un projet de loi rectifiant les articles 5, 6 et 10 de la loi du 27 mars 1907, concernant les conseils de prud'hommes, modifiée par la loi du 3 juillet 1919.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, le projet de loi est renvoyé à la commission, nommée le 19 mars 1901, relative aux conseils de prud'hommes. (Assentiment.)

Il sera imprimé et distribué.

La parole est à M. le ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales.

M. Jules-Louis Breton, ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant l'application de mesures exceptionnelles, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

5. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI OUVRANT UN CRÉDIT SUPPLÉMENTAIRE AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales.

M. Jules-Louis Breton, ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1919, au ministre des travaux publics, des transports et de la marine marchande, d'un crédit supplémentaire au titre de la 2^e section : transports maritimes et marine marchande.

Le Gouvernement demande l'urgence et la discussion immédiate du projet.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de l'exposé des motifs.

M. le ministre. Messieurs, le Gouvernement a déposé, le 18 décembre dernier, sur le bureau de la Chambre des députés, un projet de loi collectif (n° 2), portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1919. Ce projet, adopté par le Sénat et par la Chambre des députés et devenu la loi du 29 décembre 1919, contenait, au titre des chapitres 9, 10 et 11 de la 2^e section du ministère des travaux publics, des transports et de la marine marchande, des propositions d'ouverture s'élevant au total à 500,640 fr. et qui ont été disjointes, en vue d'une étude ultérieure.

Les crédits demandés avaient pour objet de permettre le relèvement des traitements des personnels de l'inspection de la navigation, des pêches et de la domanialité maritimes, des syndics des gens de mer, gardes maritimes et agents de gardiennage, les dotations allouées par la loi du 6 octobre 1919 étant insuffisantes pour faire bénéficier ces personnels du traitement minimum de 3,800 fr. Ils comprenaient également une somme de 30,000 fr. (chap. 10), destinée à permettre l'augmentation du personnel affecté à la surveillance de la pêche côtière.

La commission des finances de la Chambre des députés ayant, sur la demande du Gouvernement, repris l'étude des chapitres ci-dessus mentionnés, a déposé un rapport (n° 437, inséré au *Journal officiel* du 4 mars 1920, page 3584) concluant au vote des crédits sollicités.

La Chambre des députés, dans sa séance du 5 mars 1920, a ratifié les décisions de sa commission des finances.

Nous avons l'honneur, en conséquence, de soumettre à vos délibérations le projet de loi voté par la Chambre.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence, qui est demandée par le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'urgence est déclarée.

Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances, pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat d'ordonner la discussion immédiate.

M. Paul Doumer, rapporteur général de la commission des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1919, au ministre des travaux publics, des transports et de la marine marchande, d'un crédit supplémentaire au titre de la 2^e section : transports maritimes et marine marchande.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur général. Messieurs, la Chambre des députés a voté, le 5 mars courant, un projet de loi portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1919, s'élevant à 500,640 fr., au titre de la 2^e section (transports maritimes et marine marchande) des dépenses du ministère des travaux publics, des transports et de la marine marchande.

Ces crédits avaient été demandés par le Gouvernement dans un projet de loi collectif, déposé, le 18 décembre 1919, à la Cham-

bre des députés, mais en avaient été disjointes par la commission des crédits de cette Assemblée, en vue d'un examen plus approfondi.

Ils s'appliquaient pour 470,640 fr. (chap. 9 : 1,286 fr.; chap. 10 : 84,300 fr.; chap. 11 : 385,054 fr.) au relèvement des soldes des personnels de la police de la navigation maritime et de la surveillance des pêches. Ils étaient destinés pour le surplus, soit 30,000 fr. (chap. 10), à renforcer l'effectif du personnel chargé de la surveillance de la pêche côtière, en raison, était-il dit dans l'exposé des motifs du projet de loi, de l'augmentation du nombre des bateaux affectés à ce service.

L'administration de la marine marchande a insisté auprès de la commission des finances de la Chambre des députés pour l'adoption des crédits destinés au relèvement des soldes des personnels visés. Il s'agit, en effet, de réparer, à l'égard de ces personnels, une erreur commise dans la coordination des traitements qui a reçu la consécration de la loi.

Les décisions prises, en ce qui les concerne, ont été basées, en effet, sur des demandes faites avant que n'ait été prise la résolution de fixer à 3,800 fr. le salaire minimum de tous les agents permanents de l'Etat. Les traitements attribués aux personnels de la marine, qui font l'objet du présent projet, se trouvent, par suite, inférieurs à ceux des personnels similaires. C'est une situation à laquelle commandent de remédier l'équité aussi bien que l'intérêt du service. Le maintien de l'état de choses actuel risque de conduire, en effet, au découragement les personnels en question, dont le recrutement deviendrait, au surplus, fort difficile.

Répondant à la demande de l'administration de la marine marchande, la commission des finances de la Chambre des députés a conclu à l'adoption des relèvements de traitements proposés; mais, par suite d'une confusion, les crédits qu'elle a soumis au vote de l'Assemblée ne correspondent pas uniquement à ceux qui ont cet objet, mais ils comprennent la somme de 30,000 fr., qui s'appliquait au renforcement de l'effectif du personnel chargé de la surveillance de la pêche côtière, qui n'a pas été réalisé en 1919. Les crédits que, sur la proposition de la commission des finances, la Chambre a adoptés sont, par suite, supérieurs de 30,000 fr. à la somme nécessaire pour appliquer rétroactivement les augmentations de soldes demandées.

Votre commission des finances, qui n'a aucune objection à soulever contre cette mesure, vous propose d'accorder les crédits votés par la Chambre des députés, sous réserve de la réduction, sur le chapitre 10, de la somme de 30,000 fr. excédant les besoins.

Elle a, en conséquence, l'honneur de soumettre à votre approbation le projet de loi voté par la Chambre des députés.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Henri Michel, Ordinaire, Brager de La Ville-Moysan, Chabert, Catalogne, Hervey, Peyronnet, Deloncle, Savary, Bony-Cisternes, Cordelet, Hubert, Marcel Régnier, de La Batut, Courrégelongue, Vilar, Cosnier, plus trois signatures illisibles.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale ?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — Il est ouvert au ministre des travaux publics, des transports et de la marine marchande, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 12 août 1919 et par des lois spéciales, un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de 470,640 fr. et applicable aux chapitres ci-après de la 2^e section :

« Chap. 9. — Personnel de l'inspection de la navigation, 1,286 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 10. — Personnel des pêches et de la domanialité maritime, 84,300 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Syndics des gens de mer, gardes maritimes et agents de gardiennage, 385,054 fr. » — (Adopté.)

« Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919. »

Je mets aux voix l'article unique.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants. 242

Majorité absolue..... 122

Pour..... 242

Le Sénat a adopté.

7. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Chéron.

M. Henry Chéron. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à proroger les locations contractées après la déclaration de guerre.

M. le président. La parole est à M. Reynald.

M. Reynald. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de deux nouvelles traversées des Vosges : lignes de Saint-Dié à Saales et de Saint-Maurice à Wesseling.

M. le président. Les rapports seront imprimés et distribués.

8. — RENVOI D'UNE PROPOSITION DE LOI A LA COMMISSION DES HABITATIONS A BON MARCHÉ

M. le président. Messieurs, le Sénat a été saisi, dans sa séance du 19 octobre dernier, d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1918, relative à l'acquisition de petites propriétés rurales pour les pensionnés militaires et les victimes civiles de la guerre et d'élever à 20,000 fr. le maximum de la valeur des immeubles à acquérir à l'aide des prêts consentis en exécution de ladite loi.

Le Sénat a prononcé le renvoi de cette proposition à la commission, nommée le 18 septembre 1919, dont M. Dehove est président, et chargée de l'examen d'une proposition de loi tendant à autoriser les départements et les communes à acquérir des terrains et des domaines ruraux, à les lotir et à les revendre, en vue de faciliter l'accession à la petite propriété des travailleurs et des personnes peu fortunées.

M. Ribot m'a fait connaître qu'il deman-

daît au Sénat de prononcer aujourd'hui le renvoi de la proposition précitée à la commission, nommée le 12 novembre 1912, relative aux habitations à bon marché et aux petites exploitations rurales, commission qu'il préside, et qui a examiné la loi du 9 avril 1918, dont on demande précisément une modification.

Les présidents des deux commissions étant d'accord, je consulte le Sénat sur la proposition de renvoi que j'ai indiquée.

Il n'y a pas d'opposition?...

Le renvoi à la commission relative aux habitations à bon marché est ordonné.

9. — FIXATION DE LA DATE D'UNE INTERPELLATION

M. le président. Je rappelle au Sénat que M. de Lubersac avait précédemment déposé une demande d'interpellation sur les entraves apportées à l'exercice du contrôle parlementaire dans les régions libérées.

Quel jour le Gouvernement propose-t-il pour la discussion de cette interpellation?

M. Ogier, ministre des régions libérées. Le Gouvernement est à la disposition du Sénat. Je crois qu'il pourrait choisir la date du vendredi 26 mars.

M. Henry Chéron. Permettez-moi de défendre mon droit. Le Sénat, d'accord avec le Gouvernement, a fixé au 26 mars la discussion de mon interpellation sur l'organisation de la propagande bolcheviste. Je me suis prêté deux fois déjà à un ajournement.

En outre, le Sénat a fixé au 25 mars une interpellation de M. de Monzie. Il est bien entendu que si elle débordait sur le 26, la mienne garderait sa place.

M. le ministre. Alors, je demande la fixation au vendredi suivant, 2 avril.

M. de Lubersac. Le 2 avril est le vendredi saint; peut-être le Sénat ne siègera-t-il plus ce jour.

M. le président. M. le ministre et M. de Lubersac pourraient peut-être accepter que cette interpellation soit inscrite à la suite de celle de M. Chéron, qui est fixée au 25 mars?

M. le ministre et M. de Lubersac. Très volontiers, monsieur le président.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition?...
Il en est ainsi décidé.

10. — SCRUTIN POUR LA NOMINATION D'UN MEMBRE DE LA COMMISSION DES SUBVENTIONS AUX COMMUNES POUR LES SAPEURS-POMPIERS

M. le président. L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination d'un membre de la commission de répartition des subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie.

Il va être procédé par la voie du sort à la désignation de 13 scrutateurs et de 6 scrutateurs suppléants.

(Sont désignés comme scrutateurs : MM. Fernand Merin, Ermant, Louis David, Artaud, Albert Peyronnet, Chênebenoit, René Besnard, Cosnier, Bollet, Pierre Berger, Dausset, Héry, Foulhy, Réveillaud, François-Saint-Maur, de Kéranlec'h, Maurice Guesnier et Philip; comme scrutateurs suppléants : MM. Noël, Paul Dupuy, Jénouvrier, Lémery, Helmer, Imbart de la Tour.)

M. le président. Conformément à la résolution votée par le Sénat, le 25 mai 1905, le scrutin aura lieu dans un salon voisin de la salle des séances.

M. Simonet, secrétaire, voudra bien présider le bureau de vote.

Le scrutin est ouvert. Il sera clos dans une demi-heure.

11. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI SUR LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi modifiant la loi du 7 mai 1917, ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation.

J'ai à donner connaissance au Sénat du décret suivant :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre du travail, « Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Arthur Fontaine, conseiller d'Etat, directeur du travail, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre du travail, au Sénat, dans la discussion du projet de loi modifiant la loi du 7 mai 1917, ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation.

« Art. 2. — Le ministre du travail est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 9 mars 1920.

« P. DESCHANEL.

« Par le Président de la République :

« Le ministre du travail,
« JOURDAIN. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Henry Chéron, rapporteur. Messieurs, quelques mots d'explication seulement pour que le Sénat sache de quel projet il est saisi. La loi du 7 mai 1917, due à l'initiative de cette Assemblée, a réglé, vous le savez, le statut des sociétés coopératives de consommation et a institué un système d'avances en leur faveur.

Ces sociétés ont pris, depuis la guerre, une extension considérable. Elles n'ont pas seulement facilité à leurs membres l'acquisition à des prix raisonnables de denrées et d'objets de première nécessité; elles ont aussi amélioré la situation d'un grand nombre de consommateurs en rapport avec elles. Enfin, elles ont pratiqué une concurrence salutaire, et exercé une fonction régulatrice dans la répartition des marchandises et dans la fixation des prix. La loi du 17 mai 1917 a donc déjà rendu de très grands services.

Cependant, l'expérience a révélé quelques lacunes dans son mécanisme. Ces lacunes, il s'agit aujourd'hui de les combler. Les modifications, qui sont demandées à la loi et qui vous sont proposées par le projet du Gouvernement, ont reçu successivement l'agrément du comité de législation commerciale placé auprès du ministère du commerce du conseil supérieur de la coopération, enfin de M. le garde des sceaux. On peut les résumer très brièvement ainsi :

Il s'agit, en premier lieu, de laisser toute liberté aux coopératives pour la fixation de leur capital initial et pour son accroissement; en second lieu, de fixer le minimum de la part que devra acquérir un consommateur pour devenir membre de la coopérative; en troisième lieu, de limiter au chiffre uniforme de 25 fr. le minimum auquel sera fixé le premier versement, quelle que soit la valeur des actions, et de permettre, pour la libération des parts, à côté

de l'imputation sur les bénéficiaires, qui était prévue jusqu'alors par la loi du 7 mai 1917, l'obligation statutaire de versements en espèces dans la limite d'un maximum déterminé. Il s'agit, enfin, de prévoir des mesures transitoires en faveur des sociétés coopératives de consommation qui avaient été fondées antérieurement à la loi du 7 mai 1917.

Comme vous le voyez, messieurs, les quelques modifications qui vous sont proposées ont uniquement pour objet de faciliter le fonctionnement de la loi. Ce n'est point le Sénat, ami de l'initiative privée, qui refusera aux coopératives le moyen de lutter contre la cherté de la vie et d'atténuer, par leur action féconde, trop en retard encore sur celle des nations voisines, la crise si redoutable que nous traversons.

C'est pourquoi nous prions le Sénat de vouloir bien adopter le projet du Gouvernement dans les termes mêmes où il a été présenté. (*Très bien! très bien!*)

J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} de la loi du 7 mai 1917 est complété par le paragraphe suivant :

« Le capital desdites sociétés, ainsi que des unions prévues à l'article 5 peut être fixé, lors de la fondation, à une somme supérieure à 200,000 fr. ou augmenté en une année de plus de 200,000 fr., par dérogation à l'article 49 de la loi du 21 juillet 1867. »

Le texte de l'article 12 est modifié comme suit :

« Pour que les sociétés coopératives puissent bénéficier des avances ainsi prévues, leurs statuts devront satisfaire aux dispositions suivantes :

« L'action ou part sociale que devra acquérir un consommateur pour devenir membre de la société, ne pourra dépasser 100 fr. Par dérogation à l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1867, les actions pourront être d'un minimum de 25 fr. quel que soit le capital de la société.

« Tout consommateur admis par la société deviendra de plein droit membre de ladite société lorsqu'il aura versé une fraction de part ou d'action qui ne pourra être fixée au-dessus de 25 fr. quel que soit le taux des actions. Le surplus de sa part ou action sera acquitté par imputation sur les sommes lui revenant dans la répartition des bénéficiaires; s'il est imposé, en outre, des versements en espèces, lesdits versements ne pourront être exigés par fractions supérieures, annuellement, au quart du montant de la part ou de l'action.

« Dans tous les cas, les statuts stipuleront que les sommes restant dues sur les actions deviendront immédiatement exigibles en cas de liquidation ou de faillite de la société. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Il est inséré, à la suite de l'article 16, un nouvel article, formant l'article 17, ainsi conçu :

« Art. 17. — Les sociétés constituées avant la loi du 7 mai 1917 et qui répondront aux buts définis par l'article 1^{er} de ladite loi auront, pour adapter leurs statuts à ses dispositions, un délai de deux ans à dater du décret fixant la cessation des hostilités.

« Les formalités à remplir pour la validité des réunions où sera discutée cette adaptation seront celles fixées par les statuts pour les assemblées générales ordinaires de la société.

« Pendant le délai de deux ans prévu ci-dessus, les sociétés précitées pourront obtenir les avances instituées par la loi, sur délibération motivée de la commission de répartition prévue à l'article 10. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

12. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI MODIFIANT LA LÉGISLATION DES PENSIONS

M. le président. L'ordre du jour appelle, sous réserve qu'il n'y aura pas de débat, la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modifications à la législation des pensions civiles et militaires.

J'ai à donner connaissance au Sénat du décret suivant :

« Le Président de la République française,
« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — MM. Pion, directeur de la dette inscrite, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre des finances, au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant modification à la législation des pensions civiles et militaires.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 7 mars 1920.

« P. DESCHANEL.

• Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,

« F. FRANÇOIS-MARSAL. »

M. Henry Chéron, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence, qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Messieurs, en attendant que la refonte de la législation des pensions civiles et militaires ait pu être opérée, sur l'avis de la commission que préside notre éminent collègue M. Doumer, nous nous trouvons dans la nécessité de régler certaines situations spéciales. Le projet déposé par le Gouvernement, et dont vous êtes saisis aujourd'hui, après son adoption par la Chambre des députés, répond à cette nécessité.

Tout à tour, il protège les militaires et les marins de carrière contre l'abus des mises à la retraite d'office; il permet au

militaire blessé, admis à rester au service, de cumuler sa solde d'activité avec une pension d'un taux égal à celle allouée aux simples soldats atteints de la même invalidité; il règle diverses questions relatives au cumul et relève de la déchéance du droit à pension les militaires non commissionnés qui ont fait du service pendant la guerre; il résoud certaines situations concernant la marine; il règle, en tenant compte de vos votes précédents, la situation des titulaires de pensions civiles et militaires qui ont accompli de nouveaux services pendant la guerre.

J'ajoute que, depuis la distribution du rapport que vous avez entre les mains, nous avons été amenés, à la demande du Gouvernement, à vous proposer certaines modifications dont vous allez être saisis. Il y a lieu, tout d'abord, de supprimer l'article 10, qui n'a plus sa raison d'être depuis la promulgation de la loi du 21 octobre 1919, sur l'unification du régime des retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat.

Le Gouvernement a, d'autre part, justement réclamé l'introduction d'une disposition en faveur des veuves d'officiers des équipages de la flotte, d'ancienne formation, dont les maris ont été tués ou sont morts de maladie à la guerre, avant la promulgation de la loi du 16 juin 1917.

Enfin, M. le ministre des colonies a sollicité, de son côté, le vote d'un texte nouveau lui permettant de résoudre les difficultés que soulève l'application de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions aux familles des militaires polygames, originaires des quatre communes de plein exercice du Sénégal.

C'est dans ces conditions que se présente le projet dont vous êtes saisis. Il s'agit de régler des situations intéressantes et urgentes. Nous demandons au Sénat, en l'adoptant, de témoigner une fois de plus l'intérêt qu'il porte aux bons serviteurs de la patrie. (Applaudissements.)

M. le président. Messieurs, le projet de loi ayant été inscrit sous réserve qu'il n'y aurait pas débat et un orateur venant de se faire inscrire sur l'article 10 du projet de loi, il y aurait lieu de renvoyer la discussion à une prochaine séance, à moins que le Sénat n'en décide autrement.

M. le rapporteur. Il ne s'agit que d'une simple question, et non d'une discussion. Tout le monde est d'accord. M. Mulac sollicite une précision qui va lui être immédiatement donnée.

Il n'y a pas lieu de renvoyer à plus tard la suite du débat. Ce serait déjà terminé si M. Mulac avait eu la parole.

M. Mulac. Si l'on devait renvoyer la discussion, je renoncerais à la parole.

M. le président. M. Mulac renonce-t-il à la parole?

M. Mulac. Non. Je ne demande qu'une simple précision, d'accord avec M. le rapporteur.

M. le président. Le Sénat va être appelé à statuer. Dans les conditions qui viennent d'être indiquées par M. Mulac, le Sénat s'oppose-t-il à la discussion du projet de loi? (Non! non!)

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — La mise à la retraite pour infirmités incurables ne pourra être prononcée d'office à l'égard des officiers, des

sous-officiers rengagés ou commissionnés et des officiers marinières du cadre de maintenance, ainsi que des marins rengagés ou réadmis, qu'autant que lesdites infirmités emporteront impossibilité de demeurer au service.

« La constatation de l'inaptitude sera faite par une commission spéciale, constituée dans les conditions qui seront fixées par un règlement d'administration publique. Cette commission n'aura toutefois qu'un rôle consultatif. Sur le vu de son avis, le ministre prendra la décision. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Tout militaire ou marin atteint d'une invalidité ouvrant droit à pension et qui est néanmoins admis à rester au service, a le droit de cumuler sa solde d'activité avec une pension uniforme pour tous les grades dont le taux est égal à celui de la pension allouée aux simples soldats atteints de la même invalidité. Ladite pension est également cumulable avec celle qui pourrait être éventuellement concédée au titulaire en raison de la durée de ses services. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Les articles 37 et 40 de la loi du 30 décembre 1913 sont applicables aux officiers en réserve spéciale. » — (Adopté.)

« Art. 4. — L'article 65, sixième alinéa, de la loi du 21 mars 1905 est complété ainsi qu'il suit : « Si l'emploi obtenu est militaire, l'article 4 de la loi du 28 fructidor an VII est applicable. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Les dispositions de l'article 65, paragraphe 7, de la loi du 21 mars 1905 ne s'appliqueront pas : 1^o aux commissionnés qui, ayant servi en cette qualité au cours de la guerre, quitteraient l'armée avant d'avoir rempli les conditions prescrites par la loi susvisée; 2^o aux militaires qui, n'ayant pu obtenir une pension par suite des dispositions légales susrappelées, auront contracté un engagement au cours de la guerre. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Lorsque des pensions concédées avant la loi du 30 décembre 1913 feront l'objet d'une révision, en raison des nouveaux services accomplis pendant la guerre, le total des services effectifs et des campagnes compris dans la liquidation primitive ne sera pas modifié. Il ne sera fait application des dispositions de l'article 14 de cette loi que pour le décompte des nouveaux services. » — (Adopté.)

« Art. 7. — La loi du 11 avril 1831 n'est pas applicable aux officiers et assimilés de la réserve ou de l'armée territoriale admis avec leur grade dans l'armée active, par application des dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 21 décembre 1916, dans des conditions telles que la durée de leurs services, à cinquante-deux ans, ne soit pas suffisante pour leur donner droit à la pension de retraite pour ancienneté.

« Des versements, comprenant, d'une part, les retenues de 5 p. 100 sur la solde et, d'autre part, une subvention égale à la charge de l'Etat sont effectués au nom de ces officiers par l'administration de la guerre à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, en vue de la constitution d'une rente viagère au plus tôt à l'âge de cinquante-deux ans, et dans les conditions prévues par les lois du 20 juillet 1886 et du 27 mars 1911.

« Au moment de leur admission dans l'armée active, les intéressés indiquent s'ils entendent effectuer leurs versements personnels à capital aliéné ou à capital réservé. Ils souscrivent et remettent en même temps une déclaration faisant connaître leur état civil. S'ils sont mariés, la moitié des retenues effectuées sur la solde est versée à leur nom, l'autre moitié au nom de la femme; s'ils sont célibataires, veufs ou di-

vorcés, ils s'engagent à aviser l'administration, en cas de mariage ultérieur, de leur changement d'état civil, le partage des versements n'ayant lieu qu'à dater de la notification du mariage à la caisse nationale des retraites; il cesse, en outre, en cas de divorce ou de séparation de corps ou de biens.

« Les versements de l'Etat sont toujours effectués à capital aliéné, au profit exclusif de l'officier. Les rentes provenant des sommes représentant cette part contributive sont incessibles et insaisissables. » — (Adopté.)

« Art. 8. — La loi du 18 avril 1831 n'est pas applicable aux officiers de la réserve de l'armée de mer admis dans le cadre actif, par application des dispositions de l'article 30 de la loi du 10 juin 1896 et de l'article 7 de la loi du 7 décembre 1918, lorsque la durée de leurs services, au moment de leur admission dans la marine de l'Etat, ne leur permet pas d'acquiescer à l'âge de cinquante ans le droit à la pension de retraite pour ancienneté.

« Des versements, comprenant d'une part les retenues de 5 p. 100 sur la solde et, d'autre part, une subvention égale à la charge de l'Etat, sont effectués au nom de ces officiers par l'administration de la marine à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, en vue de la constitution d'une rente viagère au plus tôt à l'âge de cinquante ans et dans les conditions prévues par les lois du 20 juillet 1886 et du 27 mars 1911.

« Au moment de leur admission dans le cadre d'activité, les intéressés indiquent s'ils entendent effectuer leurs versements personnels à capital aliéné ou à capital réservé.

« Ils souscrivent et remettent en même temps une déclaration faisant connaître leur état civil. S'ils sont mariés, la moitié des retenues effectuées sur la solde est versée à leur nom, l'autre moitié au nom de la femme; s'ils sont célibataires, veufs ou divorcés, ils s'engagent à aviser l'administration, en cas de mariage ultérieur, de leur changement d'état civil, le partage des versements n'ayant lieu qu'à dater de la notification du mariage à la caisse nationale des retraites; il cesse, en outre, en cas de divorce ou de séparation de corps ou de biens. Les versements de l'Etat sont toujours effectués à capital aliéné, au profit exclusif de l'officier. Les rentes provenant des sommes représentant cette part contributive sont incessibles et insaisissables.

« Pour les officiers de la marine marchande admis et maintenus dans le cadre d'activité à l'expiration des hostilités, un complément de pension à la charge de la caisse des invalides leur sera attribué pour rémunérer le temps de service qu'ils auront passé à l'Etat et au commerce dans les conditions déterminées par l'article ci-après. » — (Adopté.)

« Art. 9. — Les officiers de la marine marchande, admis dans le cadre actif des officiers de l'armée de mer, bénéficieront lors de la liquidation de leur pension sur la caisse des retraites de la vieillesse, d'une pension proportionnelle sur la caisse des invalides, à la condition de justifier de trois cents mois au moins de services, tant au commerce qu'à l'Etat (y compris le temps passé dans le cadre d'activité); dans le cas d'invalidité physique dûment constatée, ce minimum sera ramené à cent quatre-vingts mois.

« Cette pension proportionnelle sera liquidée dans les conditions prévues par l'article 11, paragraphe 1^{er} de la loi du 14 juillet 1908. Elle rémunérera les services, quelle qu'en soit la durée, rendus par les intéressés à l'Etat et au commerce, avant leur admission dans le cadre actif des officiers de l'armée de mer. Elle sera basée sur

le dernier grade possédé par les ayants cause, ou le dernier emploi, occupé par eux, avant cette admission.

« Cette pension proportionnelle sera réversible sur les veuves ou orphelins des intéressés dans les conditions déterminées par l'article 11 de la loi du 14 juillet 1908. » — (Adopté.)

La Chambre des députés a adopté ici un article 10 ainsi conçu :

« Il est institué, en faveur des ouvriers immatriculés et chefs ouvriers de la marine qui, retraités après la promulgation de la présente loi, seront âgés de cinquante-cinq ans au moins lors de la radiation des contrôles, une majoration de pension fixée à 60 fr. et indépendante de l'accroissement prévu par le tarif annexé à la loi du 8 août 1883 pour la prolongation des services.

« Les ouvriers immatriculés et chefs ouvriers retraités d'office pour invalidité entre cinquante et cinquante-cinq ans, bénéficient d'une majoration de 12 fr. pour chaque année d'âge en sus de cinquante ans, sous la condition que leur invalidité soit constatée dans les formes prescrites pour la concession des pensions au titre des blessures ou infirmités.

« Les ouvriers retraités qui ont été rappelés au service par application des dispositions de l'article 4 de la loi du 8 août 1883, seront admis à bénéficier des dispositions qui précèdent lors de la révision de leur pension. »

La commission propose le rejet de cet article.

Je le mets aux voix.

(L'article 10 de la Chambre des députés n'est pas adopté.)

M. le président. La commission présente sous le n° 10 l'ancien article 11 en le modifiant comme suit :

« Art. 10 (ancien art. 11). — Les services accomplis sans interruption en qualité d'ouvrier temporaire, stagiaire, provisoire, en régie, ou à la tâche, au laboratoire central de la marine, à la fonderie de Ruelle ou à l'arsenal de Sidi-Abdallah, immédiatement avant l'admission définitive et antérieure à la promulgation de la présente loi, dans un personnel ayant droit aux pensions de retraite régies par les lois des 18 avril 1831, 9 juin 1853 et 21 octobre 1919 sont valables pour la constitution du droit à pension dans les conditions des lois susvisées et entrent en compte dans la liquidation.

« N'est pas considéré comme interruption de services l'accomplissement du service militaire obligatoire, pourvu que la réadmission dans les établissements précités ait eu lieu dans les trois mois qui ont suivi la libération.

« Les ouvriers retraités pourront demander la révision de leurs pensions en vue de faire comprendre dans la liquidation les services définis au paragraphe 1^{er}.

« Les ouvriers qui ont cessé leurs services à la marine sans avoir obtenu de pension pour un motif autre que le congédiement par mesure disciplinaire, et qui, en comptant les services définis au paragraphe 1^{er}, réunissaient, lors de leur départ, la durée de services exigée pour avoir droit à pension, pourront demander la concession d'une pension. Sous les mêmes conditions les veuves et orphelins desdits ouvriers pourront prétendre à pension.

« Les pensions concédées ou revisées par application des dispositions qui précèdent ne comporteront jouissance qu'à compter de la date de la promulgation de la présente loi. »

M. le président. La parole est à M. Mulac.

M. Mulac. Je n'ai pas besoin de dire que j'approuve les dispositions contenues dans

l'article 10. Il y a quelque quinze ans que je les soutiens et j'ai fait des propositions dans le même sens au Palais-Bourbon. Je suis heureux de les voir aboutir aujourd'hui.

Mieux vaudrait que jamais, encore que des intérêts aient été lésés par le retard apporté à la solution de la question.

M. Ermant. Alors, on ouvre un débat.

M. le président. Le Sénat vient de décider de passer à la discussion des articles, sur la demande du rapporteur.

M. Mulac. Le point sur lequel je demande une explication, une précision, est le suivant : le projet dit :

« Les services accomplis sans interruption en qualité d'ouvrier temporaire, etc., sont valables pour la constitution du droit à pension... »

Et, dans le paragraphe suivant :

« N'est pas considéré comme interruption de services l'accomplissement du service militaire obligatoire. »

Je comprends très bien qu'un homme ayant accompli son service militaire, puis contracté des rengagements successifs, ne puisse pas venir, après cinq ou dix ans, demander sa réadmission dans l'établissement de la marine et bénéficier des dispositions de la loi en discussion. Mais voici un point sur lequel je demande à M. le rapporteur de répéter devant le Sénat ce qu'il m'a déjà dit, à savoir que l'exception ne s'applique pas le moins du monde à l'ouvrier ayant contracté un engagement volontaire et accompli la durée de service réglementaire; il ne faut pas qu'on puisse dire qu'il n'a pas accompli un service obligatoire, puisque rien ne l'obligeait à contracter un engagement volontaire. Du moment qu'il n'a pas, par un acte de sa volonté, prolongé sa présence sous les drapeaux, il doit, comme les appelés, bénéficier des dispositions de la loi. (Très bien! très bien!)

M. le rapporteur. Quand nous disons accomplissement du service militaire obligatoire, c'est selon la durée déterminée par la loi. Nous sommes donc tout à fait d'accord.

M. Mulac. Je vous remercie, monsieur le rapporteur.

M. Ermant. Vous avez beau être d'accord, c'est un débat.

M. Mulac. Puisque le Sénat a relevé M. le président des dispositions réglementaires qui m'auraient interdit de prendre la parole, je ne vois pas pourquoi vous vous montrez plus royaliste que l'Assemblée.

M. le président. Si personne ne demande plus la parole sur l'article 10 nouveau, je le mets aux voix.

(Cet article est adopté.)

M. le président. « Art. 11 (ancien 12). — Les syndics des gens de mer qui ne se trouvent pas, lors de leur nomination, dans les conditions voulues pour obtenir, à l'âge de soixante-cinq ans, une pension au titre de la loi du 18 avril 1831, sont affiliés à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Des versements, comprenant, d'une part, les retenues de 5 p. 100 et du premier douzième, d'autre part, des subventions égales à la charge de l'Etat, sont effectués à cette caisse au nom de ces agents, par l'administration de la marine, en vue de la constitution d'une rente viagère à l'âge de soixante-cinq ans, dans les conditions prévues par les lois du 20 juillet 1886 et du 27 mars 1911.

« Au moment de leur nomination, les intéressés indiquent s'ils entendent effectuer leurs versements personnels à capital aliéné ou à capital réservé. Ils souscrivent

et remettent en même temps une déclaration faisant connaître leur état civil. S'ils sont mariés, la moitié des retenues effectuées sur le traitement est versée à leur nom, l'autre moitié au nom de la femme; s'ils sont célibataires, veufs ou divorcés, ils s'engagent à aviser l'administration, au cas de mariage ultérieur, de leur changement d'état civil, le partage des versements n'ayant lieu qu'à dater de la notification du mariage à la caisse nationale des retraites; ils cessent, en outre, en cas de divorce ou de séparation de corps ou de biens.

« Les versements de l'Etat sont toujours effectués à capital aliéné au profit exclusif de l'agent. Les rentes provenant des sommes représentant cette part contributive sont incessibles et insaisissables. » — (Adopté.)

« Art. 12 (ancien 13). — Les titulaires de pensions civiles, ayant servi au titre militaire pendant la guerre, peuvent cumuler leur pension avec la solde militaire, même mensuelle, afférente à leur grade dans les armées de terre ou de mer. Le cumul n'est autorisé, toutefois, que jusqu'à concurrence de 6,000 fr., ou du dernier traitement d'activité dont les intéressés jouissaient lors de leur admission à la retraite comme fonctionnaires civils, si ce traitement est supérieur à 6,000 fr.

« Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables aux fonctionnaires civils placés, pour la retraite, sous le régime de la loi du 18 avril 1831, qui servent au titre militaire avec un grade inférieur à celui sur la base duquel leur pension a été liquidée.

« Pour les fonctionnaires en retraite actuellement sous les drapeaux, et pour ceux qui, ayant servi dans les armées de terre ou de mer depuis le 2 août 1914, seraient déjà rayés des contrôles, les effets du présent article remonteront au jour où se sont ouverts les droits à la solde. » — (Adopté.)

« Art. 13 (ancien 14). — Les marins des divers corps indigènes ont droit à une pension proportionnelle lorsqu'ils remplissent les conditions d'âge et de service définies par l'article 7 de la loi du 8 août 1913 sur les engagements et les rengagements dans l'armée de mer.

« Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'obtention et les tarifs des pensions proportionnelles et pour ancienneté de service des marins indigènes des colonies et pays de protectorat autres que l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, ainsi que les droits de leurs veuves, orphelins et ascendants. » — (Adopté.)

« Art. 14 (ancien 15). — La pension révisée des titulaires de pensions militaires qui auront accompli de nouveaux services pendant la guerre avec un grade inférieur à celui ayant servi de base à la pension primitive, sera basée sur ce dernier grade. » — (Adopté.)

« Art. 15 (ancien 16). — La loi du 9 juin 1853 n'est point applicable aux militaires réformés pour blessures reçues et infirmités contractées au cours de la guerre actuelle, qui seraient admis dans les administrations de l'Etat après l'âge de trente ans.

« Des versements comprenant, d'une part, les retenues de 5 p. 100 et du premier douzième, d'autre part, des subventions égales à la charge de l'Etat, sont effectués au nom de ces agents par chaque administration intéressée à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, en vue de la constitution d'une rente viagère à l'âge de soixante ans, dans les conditions prévues par les lois du 20 juillet 1886 et du 27 mars 1914.

« Au moment de leur admission dans l'administration, les intéressés indiquent s'ils entendent effectuer leurs versements personnels à capital aliéné ou à capital réservé. Ils souscrivent et remettent en même temps une déclaration faisant con-

naître leur état civil. S'ils sont mariés, la moitié des retenues effectuées sur le traitement est versée à leur nom, l'autre moitié au nom de la femme. S'ils sont célibataires, veufs ou divorcés, ils s'engagent à aviser l'administration, en cas de mariage ultérieur, de leur changement d'état civil, le partage des versements n'ayant lieu qu'à dater de la notification du mariage à la caisse nationale des retraites. Il cesse, en outre, en cas de divorce ou de séparation de corps ou de biens.

« Les versements de l'Etat sont toujours effectués à capital aliéné, au profit exclusif de l'agent. Les rentes provenant des sommes représentant cette part contributive sont incessibles et insaisissables. Ceux desdits agents qui, nommés antérieurement à la présente loi, auraient déjà été soumis à des retenues au titre de pension civile, pourront néanmoins, s'ils en font la demande expresse, dans le délai de six mois, au ministre dont ils relèvent, demeurer soumis aux dispositions de la loi du 9 juin 1853. A défaut par eux de produire cette demande, ils seront affiliés d'office à la caisse nationale des retraites, dans les conditions ci-dessus fixées, avec effet du jour de leur rentrée en fonctions. » — (Adopté.)

« Art. 16 (ancien 17). — Par dérogation au premier alinéa de l'article 6 de la loi du 9 juin 1853, lorsque les six dernières années d'exercice d'un fonctionnaire à remises ou salaires variables comprendront une ou plusieurs années de la guerre, la moyenne d'émoluments servant de base à la liquidation de la pension pourra, à la demande du fonctionnaire, être calculée sur les six dernières années autres que les années de guerre.

« Dans les cas prévus par les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 11 de la loi du 9 juin 1853, lorsque les services d'un agent à remises ou salaires auront pris fin au cours de l'une des années de guerre ou au cours de l'année qui suivra la cessation des hostilités, sa pension pourra, sur sa demande, par dérogation à la règle posée aux alinéas 1^{er} et 2 de l'article 12 de la même loi, être liquidée sur les émoluments perçus pendant l'année 1913.

« Les dispositions du présent article sont applicables même aux pensions déjà inscrites au grand-livre de la dette publique, à condition que les intéressés en fassent la demande dans le délai de six mois, à dater de la promulgation de la présente loi. » — (Adopté.)

« Art. 17 (ancien 18). — Dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, les personnes visées aux articles 1^{er} et 2 des lois des 14 mars 1915 et 15 janvier 1916 pourront revenir sur l'option exercée par elles, en vertu desdits articles, ou, si elles n'ont pas usé de la faculté qui leur était offerte, exercer rétroactivement l'option.

« Il en sera ainsi, alors même que la pension serait déjà concédée. Dans ce dernier cas, il sera procédé à une concession nouvelle annulant la première. » — (Adopté.)

« Art. 18 (nouveau). — Les veuves et orphelins des officiers des équipages de la flotte décédés dans les conditions spécifiées par les articles 14 et 15 de la loi du 31 mars 1919, et à une date située entre le 2 août 1914 et la promulgation de la loi du 16 juin 1917, auront droit à une pension calculée soit sur le tarif n° 9 annexé à cette dernière loi, soit, s'ils y ont intérêt, sur le tarif n° 8 et d'après le grade qui aurait été conféré au décédé, si ce dernier avait pu bénéficier des articles 12, 14 et 15 de la loi du 16 juin 1917. » — (Adopté.)

« Art. 19 (nouveau). — Les cinq premiers paragraphes de l'article 74 de la loi du 31 mars 1919 sont applicables aux familles des militaires musulmans ou polygames

originaires des communes de plein exercice du Sénégal dans lesquelles le recrutement s'opère par voie de conscription.

« Un arrêté du ministre des colonies déterminera les pièces à fournir pour établir les preuves du mariage, de la paternité ou de la filiation. » — (Adopté.)

« Art. 20 (ancien 19). — Toute nomination d'un pensionné de l'Etat à un emploi de l'Etat, des départements, communes ou collectivités visées à l'article 37 de la loi du 30 décembre 1913, doit être notifiée dans les quinze jours au ministre des finances par l'autorité qui l'a prononcé. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

13. — SUITE DE LA DISCUSSION DE L'INTERPELLATION DE M. STRAUSS SUR LES HABITATIONS A BON MARCHÉ

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de l'interpellation de M. Paul Strauss sur les intentions du Gouvernement et son programme en matière d'habitations à bon marché.

La parole est à M. Carpentier.

M. Charpentier. Je renonce à intervenir dans le débat qui s'est institué au sein de cette Assemblée sur la crise du logement et des habitations à bon marché.

Les orateurs qui se sont succédé à la tribune ont abordé, avec un talent que je jalouse, la question que je voulais développer. Tout ayant été dit à ce sujet, je renonce à la parole, estimant et considérant comme inutile et inopérante à cette heure toute intervention de ma part. J'ai confiance que le Gouvernement, tenant compte des suggestions qui lui ont été apportées, s'appliquera, sans retard, à résoudre le problème angoissant de la question du logement, à l'heure principalement où, dans les régions du Nord et de l'Est, ce problème revêt le caractère d'une véritable et redoutable crise. (Très bien! très bien!)

M. le président. La parole est à M. Hugues Le Roux.

M. Hugues Le Roux. Messieurs, il a déjà été question dans ce débat de deux catégories de constructions: celles que nous voulons faire sortir de terre, celles qui se lézardent et que nous voulons empêcher de s'effondrer. Je me présente devant vous comme l'avocat d'une troisième catégorie de maisons singulièrement intéressante, celles qui étaient commencées au 1^{er} août 1914 et qui sont restées avec leurs murs levés, sans toit.

M. Henry Chéron. Très bien!

M. Hugues Le Roux. Pour évaluer dans son importance le nombre de ces maisons, nous n'avons qu'à jeter un coup d'œil sur le département de Seine-et-Oise. Vous connaissez l'énergie du mouvement qui, dans les années qui ont précédé la guerre, avait fait jaillir Paris hors de ses fortifications au profit de la Seine et de la Seine-et-Oise, afin de loger tous les travailleurs que la grande ville réclame.

Vous serez certainement stupéfaits d'apprendre que le nombre des maisons qui, dans la grande et dans la petite banlieue, c'est-à-dire dans notre département de Seine-et-Oise, d'une part, et, d'autre part, aux limites de la Seine, se dressent en ce moment-ci, inachevées, inhabitables, monte à 25,000.

Quelle est leur situation en ce moment? Quelle est celle de ceux qui avaient commencé de les élever?

Vous devinez quelle catégorie de propriétaires il s'agit ici. J'ai fait sur eux une

enquête. Oh ! ce ne sont pas des millionnaires, mais des commerçants, pour la plupart Parisiens. Arrivés à l'âge de la retraite, ils ont placé leurs économies dans ces constructions. A l'heure actuelle, ils sont en face de la ruine parce que le prix des matériaux a passé, comme vous le savez, de un à trois. Non seulement, pendant la durée de la guerre, ces propriétaires n'ont pas touché les loyers de leurs maisons inachevées, mais leur argent, enterré dans ces fondations, maintenant que la paix est revenue, demeure improductif.

Cependant, si profonde que soit leur misère, ils sont les moins malheureux. Nous voyons, en effet, à côté d'eux, le groupe de ceux qui avaient emprunté pour construire, selon l'usage, à des sociétés dont le type est, comme vous le savez, celle des sous-entrepreneurs. Ces constructeurs-là ont emprunté de l'argent à 7,5 p. 100, pour une durée de trois à cinq ans. Il leur était versé au fur et à mesure de l'élévation de ces maisons.

Aujourd'hui, il faut rembourser ces avances, payer les intérêts et les intérêts des intérêts.

Dans cette situation émouvante, les citoyens dont je vous parle ont fait un acte qui les honore. Ils ont retenu des leçons d'hier que c'est en s'associant qu'on a chance de conjurer les périls ; ils ont pensé que ce qui était bon pour la guerre, valait pour la paix. Ils ont donc formé une association. Elle s'appelle la « Ligue des propriétaires français des maisons à loyers en construction au 1^{er} août 1914 qui sont restées inachevées du fait de la guerre ». Remercions-les de n'avoir pas désigné tout cela par des initiales. (*Sourires.*)

Ces constructeurs de Seine-et-Oise ne se figent pas dans un égoïsme départemental : leur société s'étend aujourd'hui à la France entière. Ils ont établi leur cahier des charges, ils ont même rédigé un projet de loi. Ils ont l'opinion publique avec eux, car, en ce moment, un grand nombre de journaux accueillent leurs communiqués.

Il me semble, messieurs, que la minute est favorable pour le Sénat d'affirmer son estime à une catégorie de citoyens qui ont été un peu molestés pendant la guerre : les propriétaires.

M. Jénouvrier. C'est certain.

M. Hugues Le Roux. Ils ont fait cet acte d'honneur, cet acte français par excellence : après avoir accumulé leurs petites économies, ils n'ont pas songé à les dissimuler, à ruser avec le fisc, ils étaient leur trésor d'épargne au soleil. Messieurs, aujourd'hui plus que jamais, c'est un acte de foi dans les destinées de la France que de bâtir une maison. (*Très bien ! très bien !*)

M. Hervey. Le Sénat a toujours défendu cette catégorie de propriétaires.

M. Hugues Le Roux. Vous ne voulez pas, messieurs, qu'ils soient abandonnés. Ils sont venus vous trouver, monsieur le ministre, par deux fois et nous sommes heureux de vous remercier ici, sans plus attendre, vous qui aimez les humbles, de la bienveillance avec laquelle vous les avez accueillis. Vous avez écouté leurs doléances et vous vous êtes dit : « Il faut que nous trouvions le remède. »

Je n'apporte pas ici leurs chiffres, vous les avez lus, monsieur le ministre, vous avez estimé que vous n'étiez pas ici en face d'une improvisation mais d'une étude sérieuse et de tous points précise. Vous en avez parlé à votre collègue des finances. Il s'est demandé avec vous, dans une première conversation, s'il ne suffirait pas de remettre à cette catégorie de bons Français leurs impôts pendant un nombre d'an-

née assez considérable pour leur donner la faculté d'achever leurs maisons.

Ils vous ont de nouveau présenté leurs chiffres et il a fallu conclure que cette largesse ne suffirait pas. On a examiné en même temps si, en élevant d'une façon considérable dans l'avenir le prix des loyers, il serait possible de donner satisfaction à des exigences si légitimes. Les propriétaires ont répondu : Il existe une loi qui ne nous permet pas de monter le taux de nos loyers au dessus de ce qui est légitime. Au delà, on nous traite de mercantils. En bâtissant des maisons destinées à accueillir des humbles, nous nous sommes mis dans l'obligation de rester scrupuleusement dans ces limites. Le remède ne vaut pas.

C'est alors, monsieur le ministre, qu'ont été prononcées devant vous ces paroles qui vous ont fait vous cabrer et nous avec vous. On vous a dit : Au point où nous en sommes et étant donné le prix des matériaux de construction, il ne nous reste plus, si on ne nous aide pas, qu'à raser nos maisons et à vendre ces matériaux qui nous ont servi à les construire à des prix qui, certes, n'acquitteront pas notre dette entière mais qui empêcheront du moins que notre ruine complète soit consommée. (*Approbatif.*)

Nous sommes d'accord avec vous, monsieur le ministre : un tel désastre ne peut être envisagé, mais alors que faut-il faire ? Il faut aller au secours de ceux qui méritent d'être secourus. Ils demandent à être traités avec la même faveur que les agriculteurs et que le petit commerce. Ils ont raison. Ils font valoir qu'ils ne sont pas des égoïstes. « Nous rendons au pays — disent-ils encore — un service de toutes les manières. Au point de vue social, ces maisons donneront un abri à d'innombrables familles, à des jeunes gens qui, en ce moment, retardent l'heure d'aller à la mairie parce qu'ils n'ont pas de logis pour les recevoir. (*Très bien ! très bien !*) Elles permettront aux unions déjà nouées de devenir fécondes. Au point de vue fiscal, elles auront cet avantage qu'après leur construction, ces contributions et des impôts seront payés sous toutes les formes. »

Monsieur le ministre, messieurs, les amis que nous avons parmi les alliés et qui sont venus à notre secours fraternellement de toutes les façons pendant la guerre, disaient : « Sans doute, il faut faire naître de nouveaux petits Français, mais d'abord empêchons ceux qui sont déjà nés de mourir. » Ce raisonnement de bon sens s'applique au premier chef à ces maisons sorties de terre et qui ne doivent pas tomber en ruines. Donnons-leur un toit et, demain, elles abriteront de la vie, du travail et de l'espoir. (*Très bien ! très bien ! et vifs applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. François-Saint-Maur.

M. François-Saint-Maur. Je connais les traditions de haute courtoisie du Sénat, mais un nouveau venu parmi vous a toujours besoin de rassurer ses débuts ; je me recommande donc à toute votre bienveillance.

M. de Lamarzelle. Vous êtes un nouveau venu mais non un débutant.

M. François-Saint-Maur. Je n'ai rien à ajouter aux observations qui ont été présentées à propos de l'interpellation d'aujourd'hui. Je ferais perdre un temps précieux au Sénat si j'essayais de répéter moins bien ce qui a été si excellemment dit. Je m'y associe et je passe.

Je veux simplement attirer votre attention sur trois points très strictement limités

et sur lesquels je serais heureux d'avoir quelques précisions.

Ma première observation porte sur les taux maxima des valeurs locatives des habitations à bon marché.

Ces taux, qui avaient été fixés par la loi du 23 décembre 1912, qui ont été relevés par la loi du 24 octobre 1919, sont aujourd'hui absolument insuffisants. Une proposition de loi, qui a été déposée à la Chambre des députés, par M. Lesaché, demande leur relèvement, mais dans une mesure qui est encore absolument disproportionnée avec les nécessités de la construction. Si je prends, par exemple, le chiffre des valeurs applicables à la ville de Nantes — vous m'excuserez de prendre un exemple un peu personnel, mais c'est celui que je connais le mieux — nous constatons que les taux maxima pour la commune de Nantes atteignent 15,600 fr. et, pour les communes de la banlieue immédiate — où, remarquez-le bien, il est absolument désirable que les habitations à bon marché s'élèvent parce qu'elles y trouveront des conditions à la fois plus économiques et plus salubres — nous descendons au chiffre de 12,750 fr. Si la proposition Lesaché était votée à la Chambre, nous ne remonterions qu'au chiffre de 18,000 fr.

M. Brager de La Ville-Moysan. Les constructions coûtent encore plus cher à Rennes, par exemple, qu'à Nantes. Pour construire des habitations à bon marché, à Rennes, il faudrait dépenser 24,000 ou 25,000 fr.

M. François-Saint-Maur. Quand vous aurez entendu mes observations, vous verrez que nous sommes d'accord. Ces valeurs sont aujourd'hui tout à fait insuffisantes, comme vous le dites si bien, mon cher collègue. A Nantes encore, un concours a été institué par une fort importante société de constructions à bon marché qui, depuis 1904, a édifié plus de 250 maisons concours destiné à lui fournir le meilleur type de maison d'habitation à bon marché.

Les projets remis par les architectes sont arrivés à ce chiffre, pour trois pièces et une cuisine : de 27,000 à 30,000 fr., terrain non compris.

M. Brager de La Ville-Moysan. Cela ne m'étonne pas.

M. François-Saint-Maur. Ce chiffre est confirmé par M. Brager de La Ville-Moysan. Il l'était hier par mon collègue de la Gironde, M. Vayssières, pour Bordeaux. Dans ces conditions, nous sommes presque réduits à constater que ce que l'on appelle en France une habitation à bon marché n'est qu'un château en Espagne.

Je me permets donc de signaler la nécessité d'adapter les taux maxima de valeur au coût réel de la construction...

M. Henry Chéron. C'est indispensable.

M. François-Saint-Maur. ...et de suivre la proposition de loi de M. Lesaché de façon que ces taux maxima portent également sur les communes de la banlieue des grandes villes. Il est désireux d'y voir construire beaucoup d'habitations à bon marché pour décongestionner les villes et assurer de meilleures conditions. (*Très bien !*)

Il est certain que les prix que je viens d'indiquer sont presque prohibitifs. Cependant, les bonnes volontés ne se lassent pas. De nouvelles sociétés se constituent, désireuses de ne pas restreindre leur activité en attendant que la construction redevienne possible.

Elles cherchent une solution d'attente. Elles croient l'avoir trouvée — c'est le second point que je me permets de signaler au

Sénat — dans la constitution et l'aménagement de jardins ouvriers.

Le jardin ouvrier a un double avantage : d'abord, il est la base indispensable et la pierre d'attente des habitations à bon marché ; ensuite — c'est une considération qui n'échappera pas au Sénat — c'est le meilleur emploi à donner aux loisirs que la loi sur la journée de huit heures fournit au plus grand nombre des ouvriers.

Dans ces conditions, j'estime, et vous estimerez avec moi, que le développement et la multiplication des jardins ouvriers répond à un besoin pressant, que les sociétés qui s'en occupent méritent d'être encouragées. Elles n'ont pas, pour la plupart, besoin de recevoir de ce chef l'aide pécuniaire de l'Etat ; leurs ressources personnelles suffisent dans presque tous les cas à permettre cet aménagement ; mais il y a des frais très lourds et des taxes fiscales qui les grèvent au moment de leur constitution ou dans leur fonctionnement.

Il faudrait que la loi du 24 octobre 1919, que vous avez votée en laissant en dehors de sa sphère le projet de loi si intéressant déposé par l'honorable M. Strauss, en mai 1919, au sujet des immunités fiscales applicables aux habitations à bon marché et aux jardins ouvriers, fût complétée et que les immunités fiscales de la proposition Strauss leur fussent étendues.

Je demande au Gouvernement d'accueillir cette extension avec faveur. Le sacrifice financier ne sera pas très lourd ; la caisse des dépôts et consignations n'aura à en prendre nul ombrage, et les sociétés y trouveront à la fois un encouragement moral et une aide pécuniaire qui me semblent leur être dus dans la voie très heureuse où elles s'engagent. (*Très bien ! très bien !*)

Enfin, j'ajoute, en troisième lieu et tout simplement, l'expression d'un désir : c'est que soit hâtée la codification, la mise en harmonie de tous les textes afférents aux habitations à bon marché et à la petite propriété, à tout ce qui doit constituer la charte de la petite propriété ouvrière et paysanne (*Très bien !*), cette petite propriété dans laquelle les travailleurs trouveront l'antidote le meilleur à toutes les intoxications dont ils sont menacés. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements.*)

Cette législation, le ministre de l'agriculture le reconnaissait l'autre jour, elle est peu appliquée et elle est mal connue. Eh bien ! la propagande pour la faire connaître, pour la faire apprécier, sera d'autant plus efficace qu'elle portera sur des textes définitifs, sur des textes mis au point, sur des textes mis en harmonie, s'appuyant les uns sur les autres, s'enchaînant les uns aux autres, depuis le jardin ouvrier et l'habitation à bon marché jusqu'au bien de famille et à la petite propriété rurale.

Voilà les trois points que je tenais à signaler à l'attention du Sénat et à la sollicitude du Gouvernement. Les questions qui font l'objet de l'interpellation d'aujourd'hui nous trouveront, sans doute, unanimes, car il y en a peu de plus importantes et de plus nécessaires. Du point de vue économique, la question du logement à bon marché est l'un des facteurs de la production intensive dont nous avons besoin, puisque la question de la main-d'œuvre en dépend en grande partie. Du point de vue social, elle peut avoir également des répercussions très heureuses et très considérables, en assurant un abri sain, salubre, agréable aux familles laborieuses, et, par là, en donnant à ces familles la possibilité de se développer et de retrouver le sens et le goût d'un foyer pacifique et peuplé d'enfants. (*Vifs applaudissements.*) — *L'orateur, en regagnant sa place, reçoit les félicitations de ses collègues.*

M. le président. La parole est à M. Pottevin.

M. Pottevin. Messieurs, quand ce débat s'est ouvert devant le Sénat, il paraissait ne s'agir que d'une question posée par notre honorable collègue M. Strauss, à propos des conditions de l'application de la loi du 24 octobre 1919.

M. Paul Strauss. Dans ma pensée, mon cher collègue, et les interpellateurs qui ont pris la parole après moi l'ont bien saisi, le programme devait être élargi. Je ne me cantonnais pas, je n'ai pas manqué de le dire, dans le cadre des lois actuelles, mais j'y voyais l'occasion de développer toutes les suggestions et toutes les indications utiles, puisque, le titre même de mon interpellation l'indique, j'interrogeais le Gouvernement « sur ses intentions et sur son programme » en ce qui concerne les habitations à bon marché.

M. Pottevin. C'est donc pour répondre aux intentions de M. Strauss, qui apparaissent, en effet, bien nettement dans son discours, que j'ai cru devoir apporter aujourd'hui au débat ma contribution.

Ce débat vise donc au fond tout le programme de l'habitation salubre en France, et il n'échappera pas à M. le ministre de l'hygiène sociale que c'est la base de toute notre hygiène publique. La question de l'habitation salubre conditionne toutes celles que soulève l'assainissement physique ou moral de n'importe quel pays.

Ainsi posé, le problème doit être examiné dans son ampleur. Il comporte deux parties. En premier lieu, il faut faire le compte de ce qui manque en tant qu'habitations salubres pour que l'ensemble de la population y soit logé sans surpeuplement, dresser un programme de constructions de nature à satisfaire à ces besoins, en établissant les degrés relatifs d'urgence de chacune de ses parties, et en poursuivre méthodiquement l'exécution.

Voilà une première partie, et la plus importante du problème. L'autre consiste à tirer le meilleur parti possible de ce que nous possédons, c'est-à-dire à réaliser l'assainissement des habitations existantes.

Quels sont, au regard de ces questions, les moyens d'action de M. le ministre de l'hygiène sociale ?

Voyons d'abord sa situation en ce qui concerne les immeubles existants.

Elle résulte de la loi du 15 février 1902, complétée par les dispositions intervenues depuis son vote primitif, notamment par la loi votée en 1915 sur l'expropriation pour cause d'insalubrité.

Cette loi n'a pas eu toujours une très bonne presse. M. le ministre en a eu des échos, et je crois qu'une révision est actuellement envisagée.

Je ne partage pas toutes les préventions que j'ai connues, et je suis persuadé que, lorsqu'on en viendra à étudier de très près les modifications qu'on veut lui faire subir, on s'apercevra qu'au fond le texte n'en est pas aussi mauvais qu'on a pu le croire. Si la loi de 1902 n'a pas donné tout ce qu'on a espéré d'elle, à certains moments, c'est qu'elle n'a pas été appliquée : son inapplication est un fait dont on peut rechercher les causes, mais qu'il n'y a pas à discuter.

M. de Las Cases. Très bien !

M. Pottevin. Quelles sont, messieurs, les causes de ce mal ? où devons-nous en chercher le remède ?

Ces causes sont-elles dans le texte même de la loi ? Je ne le crois pas. La loi, en effet, donne à l'autorité municipale, aux commissions sanitaires et aux conseils d'hygiène des pouvoirs largement suffisants, puisque, en présence d'un immeuble insa-

lubre, ils peuvent aller jusqu'à l'interdiction d'habiter, ce qui est évidemment le maximum de ce qu'on peut faire.

Les formalités administratives sont longues et compliquées, et, sans doute, de ce côté, y aurait-il lieu d'alléger le texte. Mais, les municipalités, et à leur défaut les préfets qui ont qualité pour se substituer à elles ont toute liberté d'action. Pourquoi n'en a-t-on pas usé ?

A mon sens, cela tient à deux raisons : l'une, d'ordre administratif, l'autre, d'un ordre plus profond.

La raison d'ordre administratif est que toutes les bonnes volontés, qui existent en très grand nombre dans les conseils d'hygiène, dans les commissions sanitaires de circonscription et dans les municipalités, sont restées, jusqu'ici, en l'absence de toute direction centrale, complètement livrées à elles-mêmes. Le mal est déjà réparé en partie par la création du ministère de l'hygiène sociale ; il aura pour mission de donner les directives qui guideront les volontés prêtes à l'action, il saura promouvoir celles qui seraient un peu lentes, et, au besoin, dans les cas extrêmes, pourra se substituer aux défaillants.

M. le ministre de l'hygiène sociale ne rencontrera, j'en suis sûr, aucune difficulté, à la condition qu'on lui donne ce qui lui manque dans le présent, c'est-à-dire des agents d'exécution.

M. Hervey. Alors il faudra encore de nouveaux fonctionnaires ?

M. Pottevin. Oui, mon cher collègue, car on ne fait rien sans rien ; et j'ai le très grand regret de vous dire que, sans agents, vous n'exercerez pas d'action. (*Mouvements divers.*) Il me serait, d'ailleurs, facile de vous montrer que, non seulement cela ne vous coûtera rien (*Très bien ! très bien !*), mais encore que, comme il arrive pour toutes les mesures d'hygiène judicieusement appliquées, vous en tirerez d'importants bénéfices, ne fût-ce que par les économies à réaliser sur les dépenses de maladie.

Lorsque la loi de 1902 a été présentée au Parlement, elle comportait la création, dans chaque département, d'un médecin inspecteur d'hygiène.

Ces médecins inspecteurs départementaux existent à l'étranger, notamment en Angleterre.

M. Jénouvrier. Ils ne servent à rien.

M. Pottevin. Je vous entends dire, mon cher collègue, qu'ils ne servent à rien. Cette opinion est-elle défendable pour certains ? Je ne sais ; mais je vous assure que la plupart ont rendu et rendent chaque jour d'éminents services.

Je disais donc que le texte primitif prévoyait l'institution d'inspecteurs départementaux d'hygiène. Pour des raisons d'économie mal entendue, elle ne fut pas retenue ; et la création des inspecteurs départementaux, rendue facultative, fut laissée à l'initiative des conseils généraux. Qu'est-il arrivé ? Bien que seulement facultative, elle s'est imposée à la plupart des départements.

Aujourd'hui, presque tous les départements ont des inspecteurs départementaux d'hygiène. Seulement — et c'est là la différence qui existe entre la réalité présente et ce qui se fût produit si la création eût été réalisée par la loi — les nominations se sont faites dans les départements un peu au hasard des conditions locales. Ici, après concours, on a choisi des hommes compétents et indépendants ; là, pour des raisons dans lesquelles l'hygiène a parfois tenu peu de place, on a choisi autrement, et voilà pourquoi, ici plutôt qu'ailleurs peut-

être, il y a des inspecteurs de qualité très différente. (*Très bien!*)

Il faut remédier à cette situation, et, quand je disais que cela ne coûterait pas grand'chose, c'est qu'en réalité la plupart des fonctionnaires considérés existent, mais ils sont restés jusqu'ici isolés, et sans être en relation avec une administration centrale d'où leur viennent des directives qui les soutienne et en fasse un corps agissant.

Pour qu'ils représentent quelque chose, il faut que nous en fassions au moins l'équivalent de ce qu'est, à l'heure actuelle, le corps des vétérinaires départementaux. (*Sourires approbatifs.*) Je m'excuse, messieurs, d'être obligé, quand il s'agit des mesures à prendre pour protéger la vie humaine, d'emprunter des exemples à ce qui a été fait sur la protection du cheptel.

M. Hervey. Vous avez tout à fait raison, mon cher collègue.

M. Pottevin. Au cours de la dernière législation, j'avais présenté à la Chambre, d'accord avec un certain nombre de mes collègues de la commission d'hygiène qui l'avaient signée, une proposition de loi portant création des inspecteurs départementaux et organisant les services départementaux d'hygiène.

J'avais eu l'intention de reprendre cette proposition devant le Sénat, mais j'y ai renoncé, pour réserver entièrement l'initiative de M. le ministre de l'hygiène sociale.

Lorsque nous aurons ces inspecteurs départementaux, lorsqu'ils seront constitués en un corps recevant d'en haut une impulsion et des directives, la loi de 1902 entrera véritablement dans sa période d'application.

Est-ce à dire que les dispositions relatives à l'assainissement des immeubles insalubres nous donneront tout de suite de très importants résultats? Je ne le crois pas parce que — je le dis en toute sincérité — rarement il est possible de transformer un immeuble insalubre en un immeuble sain.

On n'assainit pas les taudis: on les vide et on les supprime.

Si les maires hésitent si souvent à user des pouvoirs que leur donne la loi de 1902, cela tient à ce que, quand ils se trouvent en présence d'un immeuble réellement insalubre, presque toujours son assainissement, même s'il est réalisable, comporte des travaux dont la valeur atteint celle de l'immeuble lui-même. Les exécutions d'office aux frais du propriétaire équivaldraient à une véritable dépossession.

Si on veut faire quelque chose, on se trouve amené à procéder par voie d'expropriation. Or, même avec les dispositions spéciales que nous avons votées pour les expropriations pour cause d'insalubrité, ce sont encore des opérations extrêmement onéreuses.

Et puis, quand on aura rasé les immeubles insalubres, on n'aura pas pour cela donné des logis sains aux malheureux qui s'y entassaient.

Une des causes de la non-application de la loi de 1902, c'est qu'elle prend le problème de l'habitation à rebours; il faut commencer par bâtir; il faut, dans une ville, ayant fait le compte des habitants logés dans des conditions insalubres, bâtir les maisons salubres capables de les recevoir. Une fois qu'ils auront les maisons, je suis persuadé que les taudis se videront d'eux-mêmes ou, en tout cas, l'autorité n'éprouverait aucune peine à les faire vider. (*Très bien!*)

« Nous ne porterons pas remède au mal dont nous nous plaignons en changeant le texte de la loi de 1902, mais bien en ayant un autre programme en matière d'habitations salubres. (*C'est exact!*)

A cet égard, nous sommes, pour le moment, en France, dans d'assez mauvaises conditions. Nous avons les lois sur les habitations à bon marché, toute cette législation dont on a tant parlé au cours de ce débat, excellente sans aucun doute, mais, sans aucun doute aussi, insuffisante. Pour bien vous faire sentir cette insuffisance, je rappellerai ce que nous a dit à l'une des dernières séances un orateur, M. Quesnel, qui a cité une lettre de M. Laborde-Noguez, de Rouen, dont le dévouement à la cause des habitations à bon marché est bien connu. Voici la conclusion de cette lettre: « Rien ne sera donc fait que si, dans chaque localité, quelques hommes d'initiative se mettent à l'œuvre. Ils n'hésiteront pas quand ils sauront que par eux seulement, puisque la loi a voulu leur intermédiaire, les populations ouvrières qui les entourent recevront le plus complet et le plus décisif de tous les bienfaits, tandis que, sans leur intervention active, elles continueront à en être privées. »

Je ne puis sans regrets me faire à l'idée que les populations ouvrières de nos villes et de nos campagnes n'aient le bienfait des habitations salubres que si elles trouvent près d'elles quelques hommes d'initiative; sinon, non.

M. Hervey. C'est la vie.

M. Pottevin. Lorsqu'elles se sont levées pour aller à l'ultime sacrifice, elles n'ont pas fait tant de conditions. Je voudrais qu'elles fussent assurées que, de toute façon, sous la responsabilité de l'Etat, elles ne risqueront pas d'en être privées.

Et je ne demande pas l'impossible, je ne demande rien qui ne soit réalisé déjà chez nos voisins, en Angleterre.

La loi anglaise de 1909, complétée par les dispositions intervenues depuis, notamment en 1919, et que M. Strauss a rappelées dans la dernière séance, impose aux autorités locales, sous le contrôle autrefois du « local government board », et présentement du ministre de la santé, l'obligation de pourvoir à la construction d'habitations salubres suffisantes pour la population de leur ressort.

La loi ne vise que les habitations pour les classes ouvrières, mais dans les mémorandums du ministre de la santé publique anglais, il est dit que le mot de classe ouvrière (Working class) doit être pris dans un sens très large.

Les autorités locales ont l'obligation d'établir l'état du nombre des maisons qu'il faut construire pour que toute la population trouve à se loger sans surpeuplement, et de préparer les plans en vue de combler le déficit. Ces plans doivent être soumis au ministre de la santé publique, approuvés par lui et exécutés ensuite avec l'aide des fonds publics, soit par le soin des autorités locales, soit par l'intermédiaire d'offices publics, ou d'entreprises privées.

Pour montrer avec quelle activité fonctionne ce régime, je vais donner quelques précisions. Je les dois à l'obligeance de mon ami M. le docteur Buchanan, du ministère anglais de la santé publique.

L'Angleterre et le pays de Galles ont été divisés en 11 sections, à la tête de chacune se trouve un commissaire de l'habitation. Ces commissaires sont assistés d'un personnel technique et administratif et placés sous l'autorité du service central de l'habitation du ministère de la santé publique.

Ce sont ces commissaires, qui, d'accord avec les autorités locales, conseils municipaux et conseils de comtés, procèdent aux enquêtes et préparent les plans.

Tous les huit jours on résume, sur une feuille récapitulative, l'état des projets soumis au ministère et celui des approbations.

La feuille que j'ai sous les yeux se rap-

porte à la semaine du 3 février 1920. J'y vois que, dans cette semaine, on a reçu au ministère des projets pour 9,700 maisons, qu'on a donné l'approbation à des projets pour 11,700 maisons, et que, dans l'ensemble, depuis la mise en application de l'acte de 1917, le nombre des maisons pour la construction desquelles les projets ont été approuvés s'élève à plus de 90,000.

M. Paul Strauss nous a rappelé, à la dernière séance, qu'à la fin de l'année 1919 10,000 maisons étaient déjà construites. Vous le voyez, messieurs, nous ne sommes pas en présence de vues de l'esprit, nous sommes en plein dans la réalité.

Le développement total du programme adopté par le Gouvernement doit correspondre à la construction de 200,000 maisons chaque année, pendant quatre ou cinq ans.

Ces maisons doivent être construites, je vous l'ai dit, soit par les autorités locales, municipalités ou conseils de comtés, soit, au mieux, par des offices publics ou des sociétés d'utilité publique prenant la place des autorités locales, auxquelles l'Etat accorde des avantages importants. Il leur fait des avances jusqu'à concurrence de 75 p. 100 du coût total de l'immeuble; elles sont amortissables en cinquante ans. D'autre part, le ministre de la santé publique leur consent une subvention représentant 50 p. 100 de l'annuité qu'elles ont à payer comme intérêt et amortissement.

M. Hervey. Est-ce que vous pouvez, mon cher collègue, nous indiquer le prix moyen de ces maisons?

M. Pottevin. Je n'ai pas de précisions à cet égard.

M. Ribot. On évalue, je crois, la dépense totale à 10 milliards.

M. Pottevin. Oui, à 10 milliards environ. La subvention de 50 p. 100 de l'annuité a pour but de faire face aux conditions spéciales résultant du prix actuel de la construction, car, si on voulait amortir, dans des conditions de temps raisonnables, des habitations construites au coût du jour, on serait obligé de porter les loyers à des prix qui en excluraient ceux pour qui on les construit.

M. Ermant. Absolument!

M. Pottevin. Aux mémorandums dressés par le ministre de la santé publique sont joints de nombreux plans types qui spécifient qu'il s'agit de construire non pas des maisons à étages et à locataires, mais des maisons individuelles pour une famille. Je me permets d'insister, parce qu'en matière d'hygiène, c'est un point d'importance capitale. Les grandes agglomérations qui s'entassent autour des mines, dans les centres industriels, sont les foyers les plus graves de la tuberculose.

Quand on abordera le problème de l'habitation, on ne pourra pas le séparer de celui de la constitution des agglomérations, en vue d'éviter ces entassements qui sont les pires obstacles à toutes les mesures d'hygiène physique et morale.

Je voudrais, en terminant, poser une question qui s'adresse, non pas à M. le ministre de l'hygiène, mais à M. le ministre des régions libérées.

Quand nous avons voté la loi des dommages de guerre, nous y avons introduit des dispositions desquelles il devait résulter, dans notre pensée, que les régions restaurées le seraient dans des conditions d'hygiène de nature à servir d'exemple au reste du pays.

Or, il existe, au ministère des régions libérées, un comité consultatif d'hygiène, et j'ai sous les yeux le procès-verbal d'une des dernières séances. J'y lis ceci:

« M. le directeur des dommages de guerre

y fait connaître que la situation financière ne permet guère d'espérer une reconstitution améliorée. »

Ainsi, on nous prévient que, bien que nous ayons tout à refaire, ce qu'on nous donnera ne sera pas, pour des raisons d'ordre budgétaire, mieux qu'avant. C'est un peu inquiétant. Sur ce point, je me borne à poser la question. Je pense que l'on nous apportera des précisions de nature à calmer nos appréhensions.

Je termine ces trop longues observations en disant à M. le ministre de l'hygiène sociale, et je suis sûr de traduire la pensée de tous ceux qui, en France, ont, à des degrés divers, charge de l'hygiène publique, qu'il peut compter sur un dévouement sans réserve pour l'accomplissement de la tâche écrasante qu'il a eu le courage d'assumer.

Mais il faut faire vite : l'état d'insalubrité dans lequel vit une partie de la population française ne peut se prolonger sans les plus graves dangers physiques et moraux. Les collègues qui ont pris la parole avant moi l'ont déclaré sous des formes éloquentes.

Mirabeau le père l'avait dit, il y a bien longtemps, dans une formule qui aujourd'hui encore est restée vraie : « Quand on entasse des hommes, c'est comme quand on entasse des pommes : cela fait de la pourriture. » (Vifs applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Ribot.

M. Ribot. Messieurs, avant que M. le ministre monte à la tribune, je voudrais, à mon tour, présenter au Sénat et au Gouvernement quelques brèves observations.

Il n'est pas de question d'un plus grand intérêt national que celle du logement populaire. Tout le monde en a le sentiment ; elle a préoccupé et inquiété depuis longtemps les hommes qui réfléchissent à l'avenir de ce pays.

Des discours admirables et des écrits éloquentes ont été faits ; mais il a fallu attendre les dernières années du dix-neuvième siècle pour faire un effort intéressant et que l'on peut espérer décisif. Des lois excellentes — la première est celle de 1894 — ont amené un résultat certain mais encore insuffisant.

Ce n'est pas que le péril ne fût pas senti. Tout le monde le voyait, et il grandissait d'année en année. Je ne parle pas du péril social. Et cependant c'est un véritable péril de laisser, dans une société civilisée, vivre dans un taudis, dans des conditions qui ne sont pas celles d'un peuple civilisé, des travailleurs qui, par leur bulletin de vote, peuvent devenir les maîtres des destinées du pays. (Très bien ! très bien !)

Je laisse de côté cela pour parler du péril de la race. On a vu de plus en plus avec effroi que celle-ci était menacée dans sa vitalité par deux fléaux : l'alcoolisme et la tuberculose, qui se soutiennent l'un l'autre, qui travaillent l'un pour l'autre. C'est l'alcoolisme qui fait la tuberculose. Et où prend-il naissance ?

C'est dans le taudis infect, où un travailleur qui a peiné toute la journée, ne peut pas venir goûter le repos d'un homme libre au sein de sa famille, et n'a d'autre préoccupation que d'aller au cabaret chercher l'oubli momentané de sa condition misérable. (Vifs applaudissements.)

Ainsi le taudis, on peut le dire, est devenu, dans notre pays, le pourvoyeur de la tuberculose. Nous venons de perdre 1,500,000 de nos soldats, la fleur de notre jeunesse, dans les batailles que nous avons été obligés de soutenir. Voulez-vous faire le compte ? Ah ! il serait singulièrement douloureux d'établir ce que nous enlève, chaque jour, d'enfants, d'adultes, d'adolescents, le fléau de la tuberculose. Et quand les années s'ajoutent aux années, voyez dans quelle période, relativement courte, nous pouvons

enregistrer une perte comparable à celle que la guerre nous a infligée.

La tuberculose a à son passif les mêmes crimes contre la race française. Il faut donc faire un effort.

Ce qui l'a retardé, dans tout le cours du dix-neuvième siècle, c'est que l'on voulait franchir un pas décisif. On répugnait à l'intervention directe de l'Etat dans une question qui, pourtant, touche d'une façon si grave à l'avenir même de la France.

C'est seulement en 1894 que mon ami M. Siegfried a obtenu, pour la première fois — c'est une date dans notre législation — que l'Etat intervint, d'une façon peut-être insuffisante, par des encouragements fiscaux, pour permettre de bâtir des maisons salubres. Cette loi de 1894 a été élargie, transformée en 1906. Mais je ne veux pas faire l'histoire de la législation en ce moment.

Nous avons voulu aller plus loin. Nous nous sommes dit : il ne suffit pas que le travailleur soit logé dans des conditions décentes : il faut faire un progrès de plus, un progrès moral celui-là, mais singulièrement appréciable : « Il faut que tout travailleur, si modeste qu'il soit, puisse avoir le moyen de devenir propriétaire de son foyer, de sa maison. » (Très bien ! très bien ! et applaudissements.) Et ce fut la loi de 1908. Cette loi a permis à tout travailleur qui a fait assez d'économies pour payer un cinquième de sa maison, d'obtenir le prêt à intérêt réduit des quatre autres cinquièmes et de devenir propriétaire, non pas à temps, mais immédiatement de sa maison, de sa chose. Il peut s'installer, y installer sa famille. Et le jour où il entre dans cette maison, c'est presque un homme nouveau qui vient s'asseoir au foyer. Il a un sentiment nouveau, celui de l'homme qui est maître chez lui. Il sait que l'on ne pourra pas le faire sortir de cette maison qu'il a construite et qu'il chérit, de cette maison où il élèvera ses enfants, où il restera, le soir, au milieu de sa famille, et dont il cultivera le jardin de ses mains.

Nous avons eu des témoignages touchants, car cette loi a été tout de suite comprise, bien que la publicité lui ait manqué.

Tous les jours, je reçois des lettres de gens qui demandent où il faut s'adresser pour acheter ou construire une maison. Nous avons dit, à l'époque, que nous voulions créer un crédit foncier pour les humbles.

C'est la vérité : le Crédit foncier ne pouvait prêter à cette poussière de travailleurs. Aussi, avons-nous fait surgir dans tous les départements — ce sera bientôt, j'espère, dans tous les arrondissements — ces sociétés de crédit immobilier qui prêtent aux travailleurs laborieux et économes. Il y en avait soixante la veille de la guerre ; demain il pourra y en avoir toute une légion.

Propriété immédiate, telle est la loi de 1908, loi bienfaisante entre toutes, parce qu'elle a créé quelque chose de nouveau dans ce pays-ci : la possibilité pour le Français, si humble qu'il soit, de devenir propriétaire de son « home », de sa maison, de la maison de sa femme et de ses enfants. (Applaudissements.)

Mais il ne suffit pas de faire des lois, il faut les appliquer. Nous l'avons fait avec beaucoup de dévouement. Nous avons rencontré des gens qui montrent un dévouement admirable. Il suffit d'aller en province et d'y faire une conférence pour voir surgir des bonnes volontés, pour voir s'offrir des administrateurs bénévoles. Mais il faut le temps nécessaire pour que le mouvement se développe. Ce mouvement, il était encore bien timide, bien modeste, bien insuffisant avant la guerre.

Je regardais tout à l'heure, avec mon ami

M. Delatour, des chiffres bien significatifs : on avait, avant la guerre, en vertu de la loi de 1908, prêté 35 millions et, en vertu de la loi de 1906 sur les réserves des fonds des caisses d'épargne, 31 millions.

L'effort se traduisait par 66 millions de prêts. C'était insuffisant. La guerre est venue. Elle a interrompu toutes les constructions et créé, en même temps, un véritable péril en appelant dans les grandes villes toute une population chassée de ses foyers ou attirée par les hauts salaires des ateliers militaires. Si bien qu'à Paris, c'est un péril véritable qui est né de cette population en surnombre, que l'on ne peut plus loger, au point que le juge de paix d'un arrondissement déclarait hier qu'il n'appliquerait plus la loi tant que l'on n'aurait pas construit ou aménagé des logements pour recevoir ceux dont il aurait à prononcer l'expulsion.

C'est une situation infiniment dangereuse, et elle n'existe pas seulement à Paris, mais à Marseille, à Lyon et dans presque toutes les grandes villes.

Je me permets de le dire en passant — oh ! très doucement — devant M. de Selves, qui fut préfet de la Seine, et devant mon ami Strauss — à Paris, la politique municipale n'a pas toujours été très clairvoyante et n'a pas eu toujours des vues suffisamment larges. Je n'ai pas cessé de dire depuis dix ans que Paris ne devait pas s'enfermer dans son enceinte avec cette jalousie (Très bien ! très bien !) qui empêche, par exemple, le métropolitain de sortir des murs. (Nouvelle approbation.)

On nous disait : les ouvriers qui travaillent à Paris, qui y gagnent leur salaire, doivent le dépenser à Paris et non en banlieue.

C'est une vue singulièrement étroite, à laquelle on renonce aujourd'hui. Je n'ai jamais été partisan d'une annexion à la capitale de toutes les communes de banlieue. Je préconise un système beaucoup plus souple, analogue à celui qui existe en Angleterre, donnant à une sorte de conseil général, le conseil de comté, la direction de tout ce qui est d'intérêt général, sans supprimer l'indépendance des anciennes paroisses, qui correspondent à nos communes.

Il faut une législation souple, qui laisse à la commune tout ce qu'il n'est pas indispensable de centraliser. Il ne faut centraliser que les services d'intérêt tout à fait général.

Je ne veux pas bien entendu entrer dans les détails, je ne fais qu'indiquer une orientation.

La politique ne nous a pas aidés, mais il ne s'agit pas de récriminer contre le passé, il faut aller au péril et il est très grand. En Angleterre, on va dépenser 10 milliards de francs pour améliorer le logement des ouvriers. On a raison.

Chez nous, le problème ne se pose pas comme en Angleterre.

Pourquoi, messieurs ? C'est qu'en même temps que nous aurons dans toute la France à bâtir des maisons, nous avons par ailleurs une tâche singulièrement lourde dont nos alliés jusqu'ici ne se sont pas souciés outre mesure de diminuer le poids, trop considérable pour nos épaules. (Applaudissements.)

Il s'agit de reconstituer ces provinces où la barbarie allemande n'a rien laissé subsister. Combien de foyers détruits ! combien d'usines à réédifier ! ce n'est pas 10 milliards qu'il faudra...

M. Hervey. C'est 40 milliards.

M. Ribot. Je ne dirai pas le chiffre, car personne ne le sait, d'autant plus que personne ne peut dire ce que sera demain le prix de la construction. (Très bien ! très bien !)

Il grossit de jour en jour et, plus on jettera d'argent, comme je l'indiquerai tout à l'heure, plus les prix monteront. (*Très bien! très bien!*)

Le problème est infiniment plus difficile, plus grave à résoudre pour nous que pour nos amis de l'autre côté de la Manche.

Mon ami M. Méline a dit qu'il faudrait 7 à 8 milliards pour la France, mais combien faudra-t-il pour les départements dévastés? C'est un problème effrayant qui fait reculer au premier abord. Cependant, il faut l'aborder courageusement, nous ne pouvons pas rester dans la situation où nous sommes et nous mettre surtout vis-à-vis de nos alliés dans cette situation d'infériorité absolue. Je dirai que la question d'argent dont on s'est surtout préoccupé dans ce débat, la question des voies et moyens financiers, est tout à fait secondaire. Je ne veux pas dire, moi, ancien ministre des finances, qu'il ne faille s'en préoccuper, mais elle est de second plan. La question de premier plan, c'est celle de la main-d'œuvre, des matériaux, du coût de la construction, car vous aurez beau jeter l'argent à pleines mains, vous ne ferez pas sortir des maisons de terre si vous n'avez pas des ouvriers pour les bâtir et des matériaux pour les édifier.

Je dirai cependant quelques mots, puis qu'on l'a débattue à cette tribune, de la question des moyens financiers. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec M. le commissaire du Gouvernement — il sait la haute estime que j'ai pour lui et combien j'apprécie non seulement son intelligence, mais son dévouement à la chose publique (*Très bien! très bien!*) — je ne suis pas tout à fait d'accord avec lui quand il vient dire que la caisse des dépôts et consignations est aujourd'hui le banquier de la construction des maisons à bon marché. Elle prête — et M. le commissaire du Gouvernement a l'air presque de regretter qu'on lui ait fait une douce violence — elle prêterait, plutôt, 200 millions pour les sociétés de crédit immobilier, 300 millions pour les constructions autres et c'est tout, elle s'arrêtera là. Elle est bien décidée à ne pas aller plus loin et je ne le lui demanderai pas.

Je vais m'expliquer : cependant, je voudrais répondre un mot tout d'abord aux considérations qui ont été apportées.

L'honorable commissaire du Gouvernement a dit qu'il s'agit ici de deniers privés, des deniers des épargnants qui apportent leur argent aux caisses d'épargne. Ils l'apportent en ce moment-ci à flots, car jamais nous n'avons vu un pareil excédent de dépôts sur les retraits, plus d'un milliard par an; il y a eu d'autres périodes, et même, avant la guerre, on était dans une de ces périodes, où les retraits excédaient les dépôts; alors il faut que la caisse des dépôts et consignations, qui gère le patrimoine des caisses d'épargne, ait toujours des disponibilités facilement réalisables.

En vertu de ce raisonnement, M. le directeur général, commissaire du Gouvernement, pensait que la rente offre plus de facilité que les prêts à des sociétés d'habitations à bon marché.

Je ne suis pas du tout de son avis. Combien de rente avons-nous dans le portefeuille des caisses d'épargne? Au 31 décembre 1918, sur un total de 4 milliards, qui s'est beaucoup augmenté en 1919, il y avait 3,500 millions de rentes sur l'Etat.

Je crois que M. le ministre des finances ferait quelques objections si, pour suffire aux retraits, on jetait sur le marché de la Bourse de gros paquets de rente.

On a institué un fonds de soutien des rentes françaises émises pendant la guerre. Ce n'est pas pour inviter la caisse des dépôts et consignations à en apporter sur le marché. S'il y avait une émotion, un commen-

cement de crise, ce n'est certainement pas de ce côté qu'on trouverait des disponibilités. M. le commissaire du Gouvernement disait très justement : « Pendant la guerre, il nous est rentré plusieurs échéances de prêts que nous avions faits. Ces rentrées ont été les bienvenues. Elles sont arrivées à l'heure opportune. »

Cela est tout à fait vrai. Un administrateur judicieux comme vous l'êtes devrait chercher des placements échelonnés, d'année en année, dont il calculerait lui-même les échéances de façon à avoir tous les ans une rentrée certaine qui pourrait compenser l'excédent des retraits sur les dépôts.

Voilà les réflexions que je voulais soumettre à l'esprit si judicieux de mon honorable ami. Mais je ne tiens pas, pour ma part, à ce que ce soit la caisse des dépôts et consignations qui reste le banquier unique des habitations à bon marché, par la raison bien simple que si nous lui empruntons une seconde tranche de 300 ou de 500 millions, cela nous permettra de passer quelques années, mais cela ne résoudra pas le problème. Il dépasse les ressources de la caisse des dépôts et consignations, je le dis tout simplement.

Il y a une source à laquelle il faut puiser : c'est le réservoir commun, ce sont les disponibilités du public. Je suis sûr que si l'on constituait un office central des habitations à bon marché qui emprunterait à la fois pour exécuter la loi de 1906 pour les sociétés d'habitations à bon marché, pour les sociétés de crédit immobilier et pour les offices au besoin, on trouverait tout l'argent qu'on voudrait. La meilleure preuve que j'en donne, c'est qu'en Angleterre on a réussi récemment un emprunt pour les maisons à bon marché, à 5 1/2 p. 100, alors que pour les obligations de trésorerie, malgré qu'on eût offert 5 3/4, la souscription avait été modeste.

Il y a dans ce pays un tel sentiment du besoin d'élever des maisons salubres, on a dans les sociétés, parce qu'elles ont hypothéqué sur ces maisons ou qu'elles en ont la propriété, une telle confiance, que l'argent affluerait. Je ne suis donc pas inquiet sur la question des voies et moyens financiers.

Mais il y a une question plus grave, car il faut aller au fond des choses.

C'est le prix de revient de la construction en ce moment. Eh bien! si nous voulons aller vite, si nous voulons réédifier en quatre, cinq, six, dix ans, non pas seulement les maisons détruites dans les départements envahis, mais toutes les maisons qu'il faut abattre parce qu'elles sont insalubres, parce que ce sont des taudis, nous nous trouvons, avec les procédés actuels, en présence d'une véritable impossibilité. Déjà dans les provinces libérées, le coût de la construction s'élève à plus de cinq fois le prix d'avant-guerre — entre cinq et six, m'a dit il y a trois jours, le ministre des régions libérées. Et chaque jour la proportion montera parce que, plus vous serez pressés d'avoir des maisons, plus vous serez disposés à jeter de l'argent, et plus s'élèveront les prétentions de ceux qui construisent, depuis l'humble manœuvre jusqu'à l'entrepreneur et à l'architecte lui-même : c'est une mer sans fond, c'est un gouffre.

Il faut que nous trouvions le moyen d'échapper à ces exigences et de construire plus économiquement.

J'y ai réfléchi pour ma part. Je ne prétends pas apporter une solution qui puisse être acceptée sans être examinée à fond, mais enfin il me semble qu'il y aurait une solution. Ce n'est pas de faire venir quatre ou cinq cent mille Allemands pour bâtir dans nos régions libérées.

M. Henry Chéron. Surtout pas cela!

M. Ribot. Nous y trouverions les plus graves objections. Et puis cela augmenterait la crise : il faudrait les nourrir... Et bien d'autres considérations que je n'ai même pas à indiquer.

Ma pensée est que, si nous ne pouvons pas réédifier à la mode française, nos maisons, dans le même style, avec les mêmes matériaux qui nous manquent, il faudrait très résolument nous mettre en face du problème et faire ce qu'on fait dans l'ancienne France et ce qu'on fait très largement aux Etats-Unis et dans les pays du Nord : la maison en bois.

M. Henry Chéron. La maison normande.

M. Ribot. Comme vous voudrez, mon cher collègue. Les Normands ont fait beaucoup de choses dans le monde, ils y ont laissé de grandes traces, je ne demande pas mieux que de les imiter.

Dans l'ancienne France, on a bâti beaucoup de maisons en bois et elles étaient si solides qu'elles ont traversé les siècles. On nous les montre dans les rues de Rouen, où elles font très belle figure...

Un sénateur au centre. Elles y deviennent rares.

M. Henry Chéron. Et dans celles de Lisieux.

M. Ribot. ... dans celles de Lisieux, la patrie de M. Chéron. Et M. Chéron me disait : « Ces maisons sont admirables; quand il y a un incendie, elles refusent de brûler. »

M. Henry Chéron. C'est certain.

M. Ribot. J'en suis moins sûr que vous, mon cher collègue, mais, dans tous les cas, ce sont là des maisons qui défient les ans, qui peuvent durer plusieurs siècles. Quand, chez nous, on parle de maisons en bois, on n'envisage jamais que des maisons provisoires ou semi-provisoires, c'est-à-dire des baraques inconfortables, bientôt insalubres, et, dans tous les cas, d'une durée très courte, condamnées à périr.

M. Paul Doumer, rapporteur général de la commission des finances. Et laides.

M. Ribot. J'ai en vue, au contraire, des maisons durables, des maisons définitives. C'est là une question d'adaptation. Il faut que nous adaptions nos habitudes, notre vue, nos yeux, à ces immeubles nouveaux. Je suis allé plusieurs fois aux Etats-Unis. Je n'ai vu dans les campagnes que des maisons en bois. Tous les cottages de cultivateurs sont en bois. Et ce sont des maisons tout à fait confortables, à doubles cloisons, bien peintes, bien soignées, résistant aux intempéries, défiant les années, des maisons qui valent certainement les immeubles que nous construisons chez nous. Et je ne parle évidemment pas là des maisons qui s'édifient dans les pays du Nord.

Eh bien, messieurs, pouvons-nous nous procurer en abondance ces maisons et que coûteraient-elles? S'il fallait les faire toutes en France, évidemment, la question serait plus que difficile. Mais nous avons des colonies qui ont de grandes forêts, disposent de main-d'œuvre indigène et qui pourraient préparer tous les éléments de ces maisons et nous les envoyer, sauf à avoir, ici, des ouvriers pour les monter, ce qui n'implique pas un grand personnel.

Et puis, nous avons encore un autre moyen. Qu'est-ce que nous demandons en ce moment à l'Allemagne? Qu'est-ce que nous lui demandons pour payer cette dette qu'elle ne pourra jamais acquitter dans son intégralité, car elle dépasse tout ce qu'on

peut imaginer et les ravages que les Allemands ont faits chez nous sont tels qu'ils ne pourront jamais nous payer. Que pouvons-nous leur demander ? Si nous leur demandions de livrer 8,000 à 10,000 maisons par mois dont ils construiraient les éléments, nous-mêmes nous réservant de les monter sans que la main-d'œuvre allemande pénètre chez nous ?

Les Allemands ont, en effet, les forêts, le fer, tous les éléments de cette construction. A quel prix reviendrait-elle ? La main-d'œuvre serait payée en marks et vous voyez, au cours où est le mark aujourd'hui, quel serait le prix de revient d'une maison construite, dans ses éléments essentiels, en Allemagne.

M. Henry Chéron. C'est une très bonne idée.

M. Ribot. Je crois que la question doit être examinée à fond. Mon ami Jonnart m'a fait hier une confiance qu'il me permet d'apporter à cette tribune. Je l'en remercie. Notre collègue voulait édifier, dans une propriété qu'il a près de Saint-Omer, un pavillon contenant cinq pièces, dont une salle à manger. Le devis qu'il a demandé à l'architecte s'élevait à 175,000 fr. sans garantie que le prix ne serait pas dépassé par suite de l'augmentation possible de la main-d'œuvre. M. Jonnart a reculé, et je le comprends. Alors, il a eu l'idée de faire construire une maison en bois. Ce bois viendra de nos colonies, du Gabon. M. Jonnart nous dit qu'il est très satisfait des conditions dans lesquelles cette maison sera édifiée : elle sera tout à fait confortable, solide, habitable, et elle coûtera 48,000 francs, auxquels, naturellement, il faut ajouter le prix du transport et les frais de montage que notre collègue évalue à 3,000 francs. Il aura une maison en bois, au lieu d'une maison en briques, et sa dépense sera de 21,000 fr., au lieu de 175,000 fr.

Je vous demande d'y réfléchir. Il est difficile d'entrevoir une autre solution.

Une question de transport se pose, assurément il faut faire venir ces matériaux. Les éléments d'une maison tiennent peut-être dans deux wagons. Si vous contruisiez une flotte pour les apporter, si vous doubliez les lignes de chemins de fer qui aboutissent aux ports, vos frais d'établissement seraient presque négligeables en face de l'économie énorme que vous auriez réalisée.

Je pose les données essentielles du problème : il ne m'appartient pas de le résoudre à la tribune ; je le confie à l'attention de M. le ministre de l'hygiène et de la prévoyance sociales.

On ne peut pas se contenter de formules, ni d'éloquence. Il faut aboutir, il faut construire, comme en Angleterre, et plus qu'en Angleterre, puisque nous avons à réparer tous les dommages qui nous ont été causés par l'invasion. Nous devons édifier plusieurs centaines de milliers de maisons par an, et même, si l'on peut, plus d'un million. Pour cela il faut abaisser le prix de revient. Si nous trouvons le moyen de bâtir sans passer par les exigences qu'on nous impose, nous verrons se reproduire ce qui se passe en ce moment, pour un autre objet, dans les rues de Paris : certaines prétentions s'adouciront et s'abaisseront.

M. Eugène Lintilhac. Comme pour les taxis.

M. Ribot. Il faut reprendre la maîtrise du marché.

Telle est la faible contribution que j'apporte à cette tribune. Chacun de nous doit travailler à cette tâche : il n'y a en a pas de plus digne du Parlement ; il n'y en a pas non plus qui intéresse plus directement

l'avenir tout entier de notre pays. (*Vifs applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Berthelot.

M. André Berthelot. Messieurs, j'ai été appelé à cette tribune par l'observation que M. Ribot a faite quand il a mis en cause la responsabilité de la ville de Paris à l'occasion des habitations ouvrières et des habitations à bon marché. M. Ribot, reproduisant une allégation souvent dirigée contre la municipalité parisienne, l'accusait de vouloir enfermer les habitants de Paris et les gens qui travaillent à Paris dans l'enceinte de la capitale et d'avoir manifesté cette mauvaise volonté, notamment en s'opposant à l'extension du chemin de fer métropolitain de Paris hors des limites de l'enceinte de Paris. C'est une question que je connais bien, parce que j'ai été le promoteur du chemin de fer métropolitain de Paris et que, d'une façon assez imprévue, j'ai été, quelques années plus tard, appelé à en assumer la haute direction. Qui a limité ainsi l'étendue du réseau métropolitain de Paris ? Est-ce la volonté du conseil municipal de Paris et dans quelle mesure ? M. de Selves, qui était, à ce moment, le maire administratif de la ville de Paris, le sait très bien.

M. de Selves. Nous y avons travaillé ensemble ; je ne l'ai pas oublié.

M. André Berthelot. C'est beaucoup moins la volonté, l'initiative des élus de Paris que le droit, que les obligations — je dirai d'un mot qui exprime très complètement ma pensée — les servitudes légales. La ville de Paris l'eût-elle voulu qu'elle aurait été parfaitement impuissante, en 1896, 1897 et 1898, à obtenir une concession de chemin de fer municipal dépassant son enceinte. Il a déjà été extrêmement difficile d'avoir une concession limitée à cette enceinte.

M. Paul Strauss. Nous en avons le souvenir commun.

M. André Berthelot. Il y a d'ailleurs à cela une raison péremptoire, qui tient à l'ensemble de notre législation : ce chemin de fer a été construit aux frais de la municipalité parisienne ; le conseil d'Etat, au moment où a été présenté le projet et au moment où ont été présentés les projets d'extensions successives, a, comme c'était son devoir, en l'état de notre législation, examiné à l'aide de quelles ressources la ville de Paris pouvait faire face à la dépense qu'elle envisageait et ces ressources étaient évidemment limitées par notre législation aux recettes prévues sur le territoire municipal.

D'ailleurs, en dehors même de cette considération, il suffit d'envisager la situation de fait pour être certain que, non pas en 1896, où un scepticisme a existé au sujet du succès de l'entreprise, mais même dans les années suivantes, il aurait été impossible de trouver, en s'écartant de l'enceinte parisienne où la population est très dense, un trafic suffisant pour permettre de payer l'intérêt des capitaux considérables à engager dans l'entreprise de construction. Il est donc parfaitement injuste de mettre en cause, à ce sujet, la municipalité parisienne, et je tiens à protester à cette occasion.

M. Charles Deloncle. Très bien !

M. André Berthelot. J'y tiens d'autant plus que la question qui est posée à cette occasion c'est l'ensemble de notre législation administrative ; c'est cette tutelle administrative qui pèse sur les grandes villes, et spécialement sur Paris, que, à l'heure actuelle encore, on a laissé en dehors du droit commun.

M. Ribot a envisagé, et il n'est pas le seul,

un grand nombre d'élus de Paris l'ont également fait à différentes reprises, l'éventualité où serait créé un organisme plus souple que les organismes prévus par le système français, quelque chose d'analogue au conseil de comté de Londres qui, sans se substituer aux organismes actuels municipal et départemental de la Seine, viendrait y superposer une organisation plus étendue et plus souple. Mais est-ce par hasard aux élus départementaux de la Seine, aux élus des communes de la Seine qu'il appartient de prendre une telle initiative ? Est-ce qu'un seul de vous se fait illusion sur le sort qu'aurait une proposition de ce genre si elle n'émanait pas du Gouvernement ? N'avons-nous pas devant nous des hommes qui, soit comme membres du Gouvernement, soit comme présidents du Conseil ou autrement, ont exercé une action dirigeante dans les conseils du Gouvernement ? Quelle initiative ont-ils prise ? Lesquels d'entre eux sont venus proposer de restituer à la municipalité parisienne quelque chose de cette autonomie qu'elle réclamait ?

M. Charles Deloncle. Très bien !

M. André Berthelot. Qui d'entre eux est venu présenter des projets qui permettent à ces organes de créer légalement des moyens de transports en commun, dépassant l'enceinte où ils étaient enfermés, non pas par leur volonté ou l'étroitesse de l'esprit de leurs électeurs, mais par les termes rigoureux de lois désuètes, mais toujours en vigueur ? (*Très bien !*) Mais n'est-ce pas le procès de la politique administrative du Gouvernement que vient d'instituer, ou tout au moins d'esquisser ici M. Ribot, en formulant un reproche qu'il paraissait adresser uniquement à la municipalité parisienne ?

M. Ribot. Non, mais rien n'était plus facile à résoudre que cette question. Il n'était même pas nécessaire de faire une loi nouvelle.

M. Paul Strauss. La loi du 19 avril 1919 sur le déclassement de l'enceinte fortifiée, votée sur l'initiative du conseil municipal de Paris, a marqué le point de départ d'une évolution nouvelle dans la législation urbaine. Cette assemblée s'était, d'ailleurs, toujours efforcée, en cette matière, d'être un précurseur ; elle est déjà entrée dans la voie indiquée par M. Ribot et dès le vote de la loi sur l'extension, l'embellissement et l'aménagement des villes, elle en a fait l'application avec toute la méthode et la célérité possibles. La meilleure preuve en est dans le concours ouvert actuellement sur lequel un jury doit se prononcer prochainement.

M. Hervey. Combien de temps a duré la gestation ? Vingt-cinq ans environ.

M. Paul Strauss. La ville de Paris est mineure, ne l'oubliez pas, elle ne peut rien sans l'assentiment du pouvoir central.

M. André Berthelot. Nous sommes d'accord sur un point : c'est qu'il est parfaitement vain de récriminer sur le passé. Ce qui nous intéresse aujourd'hui, c'est l'avenir et la préparation de l'avenir.

A l'heure actuelle, dans les termes de notre législation, un programme d'extension des villes, jusqu'à une certaine distance de leur centre, par conséquent sur plusieurs territoires communaux et peut-être départementaux soulèverait des questions qui ne sont pas résolues ; ce serait un précédent nouveau et dérogoratoire à l'ensemble de notre législation que la concession d'un chemin de fer de ce genre à une municipalité.

M. Bienvenu Martin. On fait bien, dans

les départements, des chemins de fer inter-départementaux !

M. André Berthelot. On peut faire, dans les départements, des chemins de fer inter-départementaux ; mais il s'agit maintenant de savoir qui prendra la responsabilité financière de la construction d'un pareil moyen de transport, dans quelles conditions elle pourrait être établie. Il s'agit de savoir si, en présence d'une opération qui serait du plus haut intérêt général, mais qui serait indiscutablement déficitaire, vous trouverez actuellement, auprès des conseils du Gouvernement, l'avis favorable qui est indispensable pour poursuivre une entreprise d'intérêt public de ce genre.

Il se peut que vous manifestiez à ce sujet des espoirs, mais il est certain que vous avez le bénéfice, l'expérience constante du passé. C'est sur ce point que je voulais retenir votre attention, car cela seul me paraît intéressant.

Il importe aujourd'hui de voir dans quelles conditions peut être, dans l'avenir, préparé ce programme d'extension considérable des habitations à bon marché dans la périphérie des villes. Ce programme est inséparable de celui de la création de moyens de transport rapides et à bon marché.

Actuellement, il me paraît impossible qu'un pareil programme puisse être envisagé sans la création d'un organisme nouveau dont, d'ailleurs, nous pourrions trouver le prototype dans ce qu'on a fait pour les régions libérées. Ce que vous disiez tout à l'heure l'honorable M. Pottevin du chiffre auquel les Anglais évaluent la dépense à faire en un petit nombre d'années pour résoudre ce problème d'habitations à bon marché suffirait à vous indiquer qu'on ne peut s'en tenir aux lois actuellement en vigueur, qui constituent un encouragement préceux à l'initiative privée, mais qui ne portent que sur des chiffres incomparablement plus faibles que ceux envisagés par nos voisins et que ceux que nous avons le devoir d'envisager, si nous avons l'intention de résoudre sérieusement cette question de l'habitation ouvrière à bon marché. Ce sont des chiffres de tout autre ordre de grandeur qu'il faut aborder, et c'est une législation nouvelle, la création d'organismes nouveaux, qu'il est nécessaire d'envisager.

Ce que je retiens de l'observation de M. Ribot, c'est ce principe qui me paraît tout à fait exact : qu'il est impossible d'envisager un programme suffisamment considérable, un programme satisfaisant de création d'habitations à bon marché pour la population des grandes villes, qu'il s'agisse de Paris, de Lyon, de Marseille et peut-être même de Nantes, sans créer des moyens de transport rapide qui, traversant la banlieue immédiate des villes où, dès à présent, les habitations sont trop pressées et les terrains trop coûteux pour qu'un programme d'ensemble puisse s'y développer dans des conditions satisfaisantes, atteignant, au-delà des terrains qui, à l'heure qu'il est, ont encore, dans leur immense majorité, le caractère de terrains ruraux agricoles.

Il est nécessaire d'atteindre ces régions, dès lors, je le répète, de créer des moyens de transport rapide et qui pénètrent jusqu'à 8 et 10 kilomètres de l'enceinte actuelle des grandes villes. Cela ne peut être fait que par des chemins de fer électriques, lesquels, dans les conditions techniques actuelles, permettent, par la brièveté des arrêts et par une rapidité de transport qui peut aisément atteindre et dépasser une vitesse commerciale de 40 kilomètres à l'heure, de placer à un quart d'heure des villes des terrains situés à des distances de 10 kilomètres de ces villes.

C'est la création de ces chemins de fer électriques que M. Ribot regrettait de n'avoir pas vus s'étendre à la périphérie des villes, et c'est précisément son observation qui m'a appelé à cette tribune.

Je disais qu'avec la législation actuellement en vigueur cette création serait à peu près impossible. Je crois que nous serons tous d'accord ensemble et avec le Gouvernement à l'effet d'apporter à la réglementation actuelle les modifications nécessaires pour rendre possible cette création.

J'arrive, messieurs, à la dernière observation sur laquelle je voulais attirer l'attention du Sénat.

Je crois qu'étant donné que la création de ces nouveaux quartiers ouvriers n'est possible que par la création simultanée de moyens de transports rapides destinés à les mettre en communication avec les centres de travail qui se trouvent dans la périphérie ou dans le centre des villes, les deux opérations doivent être envisagées ensemble et solidement, que le chemin de fer doit être incorporé à l'opération foncière, qu'il ne faut pas hésiter, pour cette catégorie de nouveaux chemins de fer, à les construire dans les conditions où nous construisons actuellement les routes et les canaux, c'est-à-dire à fonds perdu et sans les grever d'autre chose que de leurs frais d'exploitation. Autrement, étant données les dépenses envisagées, à l'heure actuelle, pour les constructions de chemins de fer, vous grèveriez les prix de transport de chiffres tels, pour l'intérêt à servir sur-le-champ et l'amortissement des capitaux à investir dans la construction de ces moyens de transport, que, par là-même, vous surchargeriez le prix du loyer des travailleurs que vous auriez voulu éloigner des villes, puisque vous auriez simultanément créé le moyen de transport et le péage qui en rendrait l'usage presque impossible aux travailleurs ou à tous les gens à salaires faibles ou moyens.

Telles sont les observations que je tenais à présenter au Sénat — je n'avais, d'ailleurs, pas la moindre intention d'intervenir dans ce débat — à l'occasion du reproche que nous a très courtoisement, mais assez catégoriquement, adressé M. Ribot.

M. Ribot. Je le regrette ; mais je voudrais bien qu'on n'attendit pas encore un demi-siècle pour réformer la législation.

M. André Berthelot. Vous avez certainement eu dans le passé, et vous avez actuellement encore, monsieur Ribot, plus d'autorité que je ne puis en avoir moi-même pour obtenir ces modifications législatives que je crois indispensables comme vous.

Dans tous les cas, je ne voudrais pas descendre de cette tribune, après être venu apporter ici, en mon nom et au nom de mes collègues du département de la Seine, cette courtoise protestation, sans vous remercier de m'avoir fourni l'occasion d'esquisser ici ce qui est notre programme commun pour la solution d'une des questions les plus graves qui retiennent, à l'heure présente, notre attention. (*Vifs applaudissements.*)

M. Gourju. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Gourju.

M. Gourju. Messieurs, à l'appui des observations que vient de présenter, avec l'autorité toute particulière qui s'attache à son nom, notre honorable collègue M. Berthelot, je voudrais vous en soumettre une qui est extrêmement simple et qui me semble tout à fait topique.

L'honorable M. Ribot, en effet, a adressé à la ville de Paris un reproche que, malgré sa forme bienveillante, je considère comme quelque peu injuste en raison de l'état actuel de la législation.

M. Ribot. Mais non !

M. Gourju. La situation, en effet, va vous apparaître contradictoire au plus au point quand je vous aurai rappelé tout simplement que la loi du 10 août 1871 autorise, en termes explicites, les conseils généraux à créer entre eux des commissions inter-départementales pour donner satisfaction aux intérêts qui sont communs à plusieurs départements, tandis que la loi du 5 avril 1884 interdit formellement aux communes de créer des commissions intermunicipales. Si bien qu'il est permis au conseil général de la Seine de s'entendre avec celui de Seine-et-Oise pour créer un chemin de fer d'intérêt commun ou un tramway entre Paris et Pontoise, mais qu'il est interdit au conseil municipal de Paris de s'entendre avec celui de Neuilly pour en faire un qui leur soit commun sur le seul territoire du département de la Seine.

Il ne semble pas que ce soit chose impossible ni même compliquée de modifier la législation de telle manière que, désormais, les communes puissent faire entre elles ce que les départements font depuis longtemps déjà.

Cette observation, messieurs, me semble apporter fort peu d'autorité, sans doute, mais cependant un peu d'appui aux explications qui vous ont été fournies par M. Berthelot. J'aurai l'occasion d'y revenir dans d'autres circonstances. Je songe, en effet, qu'à chaque instant les administrations locales sont entravées par ces obstacles législatifs desquels elles ne peuvent sortir et où elles se perdent dans des complications aussi insolubles qu'inutiles.

A Lyon même, ces jours derniers, tout le monde le sait, nous avons subi, nous subissons même encore une crise municipale à l'occasion précisément d'une question, non de chemin de fer, mais de tramways, ce qui y ressemble beaucoup. Le conseil général du Rhône a apporté au régime des tramways de la banlieue de Lyon une modification qui peut avoir pour conséquence nécessaire la modification du régime des tramways de la ville. Pour une matière aussi simple, qui aurait dû pouvoir être réglée sans peine par quelque commission intermunicipale, puis sanctionnée définitivement par le préfet du département, il a surgi tout à coup une révolution ou, tout au moins, une évolution dangereuse, qui nous a surpris par sa soudaineté, nous autres Lyonnais, à plus forte raison ceux des membres du conseil municipal qui se trouvaient, comme votre serviteur, momentanément éloignés de la ville.

Il faut, une fois pour toutes, en finir avec ces entraves perpétuelles, avec ces lisières dans lesquelles étouffent les communes. Il faut qu'elles trouvent plus de liberté dans la loi et qu'à tout le moins les préfets des départements soient autorisés à faire ce pourquoi il est encore absolument nécessaire de recourir à l'administration centrale pour la prolongation indéfinie des moindres affaires et pour le plus grand préjudice des intérêts locaux. (*Très bien ! très bien !*)

M. Grosjean. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Grosjean.

M. Grosjean. Messieurs, je ne suis pas de ceux qui pensent qu'on doit refuser plus de souplesse à la loi pour les départements qui veulent construire des chemins de fer ou des tramways. Mais la loi actuelle permet de doter les communes des organismes nécessaires pour la construction de ces chemins de fer et de ces tramways. Je crois donc que nous avons, dès à présent, avant même de modifier les lois existantes, le moyen de procéder à ces constructions

et à l'aménagement des moyens de transport. Si les communes ne peuvent pas s'entendre pour les organiser, le département peut prendre la concession; il lui suffit de la demander, et l'importance des subventions communales pourrait l'y décider. Avec la loi actuelle, cela est permis. Telle est l'observation que j'avais à présenter. (*Applaudissements.*)

M. Ranson. Cela n'est pas, en tout cas, permis pour la ville de Paris et pour le département de la Seine. (*Très bien!*)

M. Charles Deloncle. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Deloncle.

M. Charles Deloncle. Messieurs, à la suite du discours si remarquable de notre éminent collègue M. Ribot, qui a parlé de Paris et de sa banlieue, et qui a fait ressortir la nécessité de créer dans notre banlieue le plus possible d'habitations ouvrières, je voudrais poser une question à M. le ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociale.

M. le ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun d'appeler par une circulaire toute l'attention des départements et des communes importantes sur la loi que nous avons votée en octobre dernier, et qui autorise les communes à acheter des terrains en vue de permettre aux travailleurs de créer soit de petites exploitations rurales, soit des habitations de famille?

A l'heure actuelle, dans la banlieue de Paris, si j'en crois plusieurs maires de nos communes suburbaines, une spéculation éhontée se produit. Des terrains qui, avant la guerre, valaient 2 fr. ou 3 fr. le mètre, se vendent 35 et 40 fr. Comment pourriez-vous, si vous attendiez, si les communes, les départements et l'Etat ne prenaient pas dès à présent les mesures nécessaires, créer, dans quelques années, pour la population de Paris et, d'une façon générale, pour celles des grandes villes, des habitations ouvrières dans les banlieues des cités en question? Des mesures s'imposent d'urgence.

M. Paul Fleury. Lesquelles?

M. Charles Deloncle. Lesquelles? Permettre, tout au moins, aux départements et aux communes, de connaître les lois que nous votons et pour lesquelles il n'est pas fait la large publicité qu'elles devraient recevoir lorsqu'elles ont un but social aussi important, on le rappelait il y a quelques jours à cette tribune; cela a été dit en termes excellents par M. Ribot et d'autres orateurs au cours de ce débat: les lois sociales bienfaites sont mal connues. Lorsqu'il s'agit de faire appel à l'emprunt, lorsqu'il s'agit de la mobilisation, par exemple, les affiches sont répandues à profusion et même elles sont ornées de vignettes qui attirent l'attention de tous. Mais est-ce que nos préfets sont aussi bien informés des lois sociales comme celles concernant les habitations à bon marché, les sociétés immobilières, les facilités pour le travailleur d'accéder à la propriété? Est-ce que le public connaît ces lois? Celle dont je parle a un double but: d'abord, de permettre aux communes et aux départements de multiplier les habitations, les biens de famille, les petites exploitations rurales et l'accession des plus humbles à la propriété: ensuite, d'empêcher des équipes de lotisseurs de terrains, des bandes de spéculateurs, de faire les opérations qu'ils pratiquent en ce moment. Plus nous attendrons, plus les opérations dont je parle se développeront d'une manière scandaleuse, éhontée et préjudiciable à la cause que le Parlement — le débat actuel le prouve —

entend servir avec tant de raison. (*Très bien! très bien! et applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'hygiène sociale.

M. Jules-Louis Breton, ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales. Messieurs, l'interpellation développée avec tant d'éloquence par M. Paul Strauss a soulevé, d'une façon complète, toute la question de la crise des logements que nous traversons à l'heure actuelle. Vous avez pu voir, par le développement considérable qu'a pris cette interpellation, par la variété des arguments apportés à cette tribune, combien le problème est grave et complexe à tous les points de vue.

Faut-il s'étonner de la redoutable acuité prise par cette crise?

Nullement, à mon avis, car, après ces longues années de guerre, il serait vraiment surprenant qu'il n'en fût pas ainsi, puisque, pendant plus de quatre ans, toute espèce de construction a été complètement suspendue, et qu'un nombre infini de maisons ont été détruites par les projectiles. Dans ces conditions, il serait vraiment surprenant que nous ne souffrions pas d'une crise du logement, intensifiée, surtout si nous songeons que cette crise existait déjà avant la guerre.

Il ne faut pas espérer pouvoir réparer en quelques mois le mal que nous ont fait ces longues années de guerre. Certainement, cette effroyable épreuve que nous avons traversée doit, pour être réparée, en ce qui concerne l'habitation, comme d'ailleurs en ce qui concerne toutes les autres questions, demander de longues années de travail continu.

Si nos grandes villes, et tout particulièrement Paris, sont engorgées, au point que vous savez, cela tient à plusieurs causes, essentielles et profondes. D'abord, l'arrêt complet que je vous rappelais tout à l'heure de toutes les constructions commencées au début de la guerre; puis, l'exode des réfugiés, venus de nos régions dévastées dans nos grands centres; l'afflux des étrangers; et, enfin, le maintien dans nos villes d'originaires des communes rurales, déracinés, en grand nombre, de leurs campagnes par les besoins de la défense nationale. En ce qui concerne cette dernière question, j'ai adressé aux préfets, dès le 26 février dernier, une circulaire dont l'esprit répond, je crois, au sentiment unanime du Sénat. Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, je vais vous en donner lecture. La voici:

« Le ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales à M. le préfet de... »

« Paris, le 26 février 1920.

« La crise du logement à Paris et dans les grandes villes ne tient pas seulement à l'arrêt des constructions depuis la mobilisation, à la présence des réfugiés des régions envahies, aux appels faits pendant la période de guerre à la main-d'œuvre étrangère; elle provient aussi du fait que de nombreux démobilisés y sont restés au lieu de regagner aussitôt après leur libération les campagnes, les bourgs et les petites villes où ils étaient établis auparavant. C'est ainsi qu'alors que depuis le mois d'août 1914 la population de la France s'est trouvée considérablement réduite non-seulement par les pertes cruelles du front, mais aussi par suite des mauvaises conditions hygiéniques inhérentes à un état de guerre prolongé, celle de la ville de Paris notamment s'est trouvée fortement accrue.

« Beaucoup de démobilisés sont déracinés du pays d'origine par une guerre de près de cinq années. Quelques-uns avaient perdu pendant ce temps les liens de famille qui les y eussent rappelés. Ils sont demeurés dans les grandes villes et sur-

tout à Paris, non seulement en raison de la demande de main-d'œuvre qui s'y faisait sentir pendant l'armistice, mais aussi en raison de cet attrait regrettable qu'exercent les grandes villes sur les travailleurs ruraux et provinciaux.

« Ces concentrations de population notamment à Paris n'exercent pas une influence fâcheuse que sur la crise du logement. Elles ont aussi d'autres répercussions graves. La production agricole et le fonctionnement des petites industries locales en souffrent. L'entassement des travailleurs dans les logements étroits et insuffisants des quartiers ouvriers des cités populeuses compromet la santé de ceux qui y sont confinés. Il exerce une influence déplorable sur le relèvement de la natalité et la conservation de la vie des enfants du premier âge.

« C'est non seulement dans l'intérêt général du pays, mais tout autant dans l'intérêt bien entendu des travailleurs eux-mêmes qu'il importe de provoquer le retour vers leurs conditions de vie antérieures de ceux dont les villages et les maisons n'ont pas été détruits au cours des opérations militaires. (*Très bien!*) Ceux-ci doivent s'efforcer de ne pas considérer uniquement le chiffre élevé des salaires des grandes villes, mais d'envisager aussi l'ensemble des conditions de vie dans lesquelles ils s'y trouvent placés. Un retour vers la terre, qui offre en ce moment des salaires fort sérieux et permet aussi la réalisation de gains importants dans la culture ménagère directe, ne contribuera pas seulement à développer la production agricole qui, par la réduction des importations, est la condition même du relèvement financier du pays. Il n'aura pas seulement pour effet de permettre à la vie économique du pays de reprendre vigoureusement jusque dans les plus petites cellules de l'organisme national. Il replacera le travailleur dans des conditions plus favorables à son hygiène, à la constitution par lui d'une famille, à la croissance de ses enfants. L'absorption des travailleurs par les grandes villes est en effet un péril pour la race française.

« Il importe donc de faciliter aux démobilisés d'origine rurale et provinciale l'effort moral et matériel qu'il leur faut faire pour rompre avec de nouvelles habitudes de vie et se replacer dans leurs conditions antérieures de travail. Afin de faciliter ce reclassement rural et provincial, il faut leur faire connaître quelles sont les communes agricoles et les petites villes où ils trouveraient des maisonnettes, de préférence avec jardin (*Très bien!*), ou même de simples logements vacants, et en même temps les conditions dans lesquelles ils pourraient s'employer à proximité, ainsi que les salaires qu'ils seraient assurés de pouvoir y toucher.

« Vous voudrez bien, monsieur le préfet, demander aux maires des communes de votre département des renseignements précis à ce sujet, et me les communiquer afin que mon administration puisse les utiliser en vue de l'atténuation de la crise du logement.

« Le ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales,
« J.-L. BRETON. »

M. Henry Chéron. Ce sont des idées excellentes.

M. le ministre. J'ai tenu, malgré la longueur de cette circulaire, à en donner lecture au Sénat, car je crois qu'elle correspond exactement au sentiment unanime de cette Assemblée.

Pour parer au plus pressé et éviter que la crise des logements ait une trop profonde

répercussion sur la vie sociale, il faut, d'abord, utiliser le mieux possible tous les logements existants et ne pas laisser inoccupés ceux, trop nombreux, qui sont vacants, comme cela se voit en ce moment. C'est pourquoi j'ai récemment déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi tendant à l'organisation, dans toutes les villes de plus de 10,000 habitants, de services municipaux des logements vacants chargés de centraliser les déclarations de vacances, d'ailleurs, dans certains cas, obligatoires d'après la loi du 23 octobre 1919 et de les porter à la connaissance du public.

De plus, il me paraît utile de connaître le nombre de personnes qui disposent de deux ou de plusieurs logements, comme cela se produit fréquemment. Je me propose de saisir, très prochainement, le Parlement d'un projet de loi comportant déclaration obligatoire de ces logements multiples et frappant d'une taxe supplémentaire tout détenteur de locaux restant inoccupés au détriment de l'intérêt général. (*Très bien ! très bien !*)

Ce sont là de petites mesures, je le reconnais très volontiers, et j'arriverai tout à l'heure aux moyens plus efficaces qu'il faut employer. Mais je crois qu'on ne doit reculer devant aucune mesure susceptible d'atténuer ou de porter remède à la situation actuelle. Or, vous savez que bien des personnes disposent sans nécessité de plusieurs logements; je pourrais vous citer à ce sujet toute une série d'exemples typiques.

M. Henry Chéron. Vous voulez dire : plusieurs immeubles ?

M. le ministre. Je parle de locaux loués à titre de logements.

Il y a toute une série de situations particulières dans le détail desquelles je pourrais entrer : on voit, fréquemment, des personnes qui, pour des questions qui n'ont rien à voir, ni avec les nécessités de famille, ni avec les nécessités industrielles ou commerciales, disposent de plusieurs logements. D'après des renseignements qui m'ont été donnés, de nombreux locaux sont ainsi occupés dans Paris. Il serait, par conséquent, intéressant d'en imposer la déclaration et de prendre certaines mesures contre des abus injustifiables.

M. Henry Chéron. Ce sont des locaux avec affectation spéciale. (*Sourires.*)

M. le ministre. Nous pourrions examiner cette affectation lorsque nous nous trouverons devant les déclarations suscitées par la loi que je compte demander au Parlement de voter.

Enfin, je crois nécessaire d'enrayer l'abus des locations en garni. Durant ces derniers temps, de très nombreuses maisons ont été transformées en appartements meublés, ce qui a pour résultat de réduire le nombre de logements vacants et de favoriser la spéculation sur les loyers. Je compte donc déposer un projet de loi tendant à appliquer, en pareil cas, sans aucune distinction, les dispositions légales et réglementaires auxquelles sont soumis les logeurs en garni et les taxes auxquelles ces locations sont assujetties.

On peut, d'autre part, envisager comme mesure immédiate l'utilisation des casernes et de divers bâtiments militaires actuellement inoccupés, qui pourraient recevoir de nombreux sans-logis. J'ai demandé, dans ce but, au ministre de la guerre de me faire connaître tous les locaux militaires disponibles. En même temps, j'ai demandé aux préfets, par une circulaire en date du 3 février, des renseignements précis sur la crise du logement dans leurs départements et sur les locaux administratifs vacants ou susceptibles de le devenir, et pouvant être utilisés

pour remédier, dans une certaine mesure, à cette crise.

En cas d'impérieuse nécessité, on pourrait également envisager, non pas encore la construction des maisons définitives dont parlait M. Ribot et sur laquelle je reviendrai tout à l'heure, mais l'édification de maisons provisoires, de ces baraquements qui ont été employés, dans une large mesure, pendant la guerre, et qu'on pourrait installer sur des terrains appartenant à la ville ou à l'Etat.

M. Henry Chéron. C'est ce qui est arrivé dans certaines villes pour le logement des réfugiés, à Caen par exemple, où l'on a construit pour eux de petits villages dont toutes les maisons étaient en bois.

M. le ministre. Je crois qu'à Paris nous serons, très probablement, forcés d'adopter une solution provisoire de ce genre.

En ce qui concerne Paris, j'ai également demandé instamment aux représentants qualifiés de cette ville d'attendre que la crise du logement soit moins aiguë pour procéder à certaines opérations de voirie, comme, par exemple, le prolongement du boulevard Haussmann, qui auraient pour conséquence immédiate de supprimer un nombre important de logements.

Je me propose, enfin, de déposer dans peu de jours, un projet de loi tendant à interdire la transformation des locaux d'habitation en salles de spectacles ou en dansings, comme cela s'est produit trop souvent ces temps derniers. (*Très bien !*) Nous avons vu se produire, depuis quelque temps, une véritable destruction de logements et d'appartements, pour des utilisations de ce genre qu'on pouvait évidemment reculer sans aucun inconvénient.

Ce même projet comportera une disposition subordonnant toute démolition d'immeubles affectés à des locaux d'habitation à une autorisation donnée par les autorités actuellement compétentes pour délivrer les permis de construire. (*Très bien !*)

Le ministre de l'intérieur me signalait, en effet, récemment, que dans certaines régions, notamment dans celles dont parlait l'autre jour M. Quesnel, en Seine-Inférieure, certains propriétaires n'ayant plus les ressources indispensables pour réparer leurs habitations les détruisaient en vue d'en vendre les matériaux, dont les prix ont atteint, vous le savez, un chiffre considérable à l'heure qu'il est. Dans la crise du logement que nous traversons, il est impossible d'autoriser cette destruction, et nous devons même, dans une certaine mesure, protéger ces logements insalubres qu'il y aurait pourtant un intérêt si considérable à voir remplacer rapidement par des logements plus hygiéniques. L'autre jour, M. Soulié disait, avec raison, que nous en étions réduits à protéger le taudis contre la pioche du démolisseur. Mais il faut, en tout cas, pour ces logements, comme le demandaient MM. Merlin et Quesnel, trouver le moyen de les réparer et de les assainir. Je suis donc absolument d'accord avec eux, en attendant que soient votés les projets actuellement à l'étude pour les habitations à bon marché, pour réserver une partie des prêts à l'assainissement et à la réparation de certains immeubles, surtout de ceux destinés à des familles nombreuses. (*Très bien ! très bien !*)

M. Grosjean. Ce devrait même être une obligation.

M. le ministre. Pour ces logements, M. Merlin me demandait, dans son éloquent discours, de prendre toutes les mesures nécessaires de désinfection et d'hygiène, de songer notamment pour cela à modifier la loi de 1902. Tout à l'heure, M. Pottevin, intervenant à son tour, montrait que l'on n'avait pas tiré tout le parti possible de

cette loi. Je suis tout à fait de son avis. Inutile de vous dire que je m'appliquerai à utiliser le mieux possible cette loi en attendant sa modification nécessaire; elle a d'ailleurs réalisé un très grand progrès au moment où elle a été votée, et elle aurait pu rendre de très grands services si on l'avait appliquée d'une façon plus stricte.

Je suis également en plein accord avec M. Merlin lorsqu'il demande la modification de cette loi de 1902.

Je pourrais même dire que c'est une des premières initiatives que j'ai prises en arrivant au ministère de l'hygiène. Immédiatement, j'ai fait mettre sur le chantier la refonte complète de cette loi de 1902, et déjà un projet provisoire est élaboré en ce sens. J'ai pu obtenir aussi rapidement ce résultat grâce à la très précieuse collaboration que m'ont apportée M. Bernard, professeur d'hygiène à la faculté de médecine, et M. Lacroix, conseiller d'Etat.

Avant de soumettre ce projet au Parlement, j'ai l'intention de demander l'avis de l'Académie de médecine, du conseil supérieur d'hygiène et aussi des deux grandes associations médicales : l'association des médecins de France et l'union des syndicats médicaux.

Je considère, en effet, que, pour l'application efficace de cette législation, la collaboration du monde médical est absolument indispensable. Il est, par suite, utile de consulter les représentants qualifiés des médecins sur les modifications à apporter à ces lois d'hygiène.

J'espère que ces avis me seront rapidement donnés et que je pourrai bientôt apporter devant le Parlement le projet de loi attendu.

Toutes les mesures destinées à conserver, à améliorer et à utiliser le mieux possible les constructions existantes que je vous ai exposées jusqu'ici ne constituent évidemment que des palliatifs ne pouvant apporter qu'une amélioration tout à fait partielle. Il est indispensable d'avoir recours à des remèdes infiniment plus sérieux, plus profonds et plus efficaces. Il faut construire le plus rapidement possible de nouvelles habitations.

M. Henry Chéron. C'est la seule solution.

M. le ministre. Il faut d'abord provoquer l'achèvement rapide des nombreuses maisons qui étaient en construction au moment de la déclaration de guerre. Beaucoup d'entre elles, dont la construction est très avancée, demandent très peu de travaux et de matériaux pour être habitables. Je remercie M. Hugues le Roux d'avoir bien voulu soulever à la tribune — de façon si éloquente — cette question des maisons en construction. J'ai en effet reçu les représentants de l'association des propriétaires de ces maisons. Leur intérêt particulier est des plus respectables, je reconnais volontiers; mais, il y a, avant tout, un intérêt général qui s'impose d'une façon absolue.

Dès le 6 février dernier, j'ai demandé aux préfets des renseignements sur l'état de ces maisons inachevées ainsi que sur l'effort nécessaire pour les terminer. En attendant les résultats de cette enquête, je recherche les différents moyens d'intervenir utilement, soit par un rachat possible de certaines de ces maisons par les communes ou les offices publics d'habitations à bon marché qui pourraient ensuite les terminer rapidement, soit par des prêts à consentir aux propriétaires dans certaines conditions spéciales.

C'est ainsi, comme le suggérait M. Strauss, que je me suis adressé au Crédit foncier de France et au sous-comptoir des entrepreneurs pour leur demander dans quelle mesure ils pourraient consentir ces prêts. Un

Mort doit être fait dans cette voie. Il serait ridicule de songer à des constructions nouvelles, alors qu'on laisserait inachevées des maisons presque terminées, d'autant plus que, comme disait M. Huges Le Roux, certains propriétaires de celles-ci songent sérieusement à les démolir. J'avoue que j'ai été d'abord un peu surpris devant cette affirmation; mais ces propriétaires, qui ont immobilisé des capitaux importants et dont certains sont réduits presque à la misère, peuvent chercher des ressources immédiates dans la vente de matériaux dont ils ne tirent aucun profit. Il est donc indispensable d'arriver, sur ce point, à une solution rapide, et je puis assurer M. Le Roux que je m'efforcerai de la trouver.

Il faut aussi, et surtout, activer la question des habitations à bon marché. J'aborde ici le sujet plus particulièrement traité par M. Strauss au début de son interpellation. Il faut faciliter la construction des maisons à bon marché, tout le monde est d'accord là-dessus. On vous a dit que l'Etat intervient de plusieurs façons. C'est ainsi que la loi du 31 mars 1919 permet, par son article 14, de donner aux communes, aux offices publics et aux sociétés d'habitation à bon marché, des subventions pouvant atteindre le tiers de la valeur des immeubles qui sont réservés aux familles nombreuses. Je dois d'abord répondre, sur ce point, à une observation présentée l'autre jour par M. Flaissières qui nous demandait si c'était la loi ou la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations qui avait introduit cette disposition relative aux familles nombreuses. Il faut distinguer. En ce qui concerne les prêts, c'est bien la commission de surveillance qui, avec raison, à mon avis, a invoqué cette condition des familles nombreuses. Mais c'est, d'autre part, la loi qui, dans le texte voté le 31 mars 1919, réserve, pour la construction de ces maisons, une subvention aux immeubles destinés aux familles nombreuses. Comme le rappelait M. Flaissières au cours de son intervention, on entend, par familles nombreuses, celles qui comprennent au moins quatre enfants de moins de seize ans. Votre collègue faisait remarquer avec beaucoup de raison qu'il ne faudrait pas interpréter la loi de façon absurde et rejeter sur le pavé les familles dont un des enfants arriverait à l'âge de seize ans. Il est certain que cette interprétation serait tout à fait inadmissible. La loi vise, en effet, les familles ayant quatre enfants de moins de seize ans; mais s'il ne s'en présentait pas suffisamment, il serait possible d'admettre des familles ayant quatre enfants plus âgés. En tout état de cause, il est bien évident que des familles habitant ces immeubles ne pourraient, en aucun cas, être jetées sur le pavé lorsque l'un de leurs enfants a atteint l'âge de seize ans. C'est une question de bon sens sur laquelle, évidemment, tout le monde sera d'accord. C'est, au surplus, la solution qui résulte du règlement d'administration publique.

L'année dernière, 15 millions ont été distribués aux communes, aux offices publics et aux sociétés d'habitations à bon marché, à titre de subventions accordées par l'Etat aux constructions destinées aux familles nombreuses. Il est indispensable de prévoir, pour cette année, un effort plus important. Aussi, après accord avec mon collègue M. le ministre des finances, je suis heureux de vous dire que le Gouvernement se propose de vous demander à cet effet un crédit de 30 millions pour 1920.

Quant aux prêts qui peuvent être consentis aux organismes d'habitations à bon marché en vue de la construction de maisons salubres, ils se classent, on vous l'a dit, en deux groupes. D'abord, les prêts aux

sociétés de crédit immobilier effectués sur les fonds de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 10 avril 1908 relative à la petite propriété. Le total des avances pouvant ainsi être consenties par l'Etat, fixé primitivement à 100 millions, a été porté à 200 par la loi du 24 octobre 1919. Ces prêts, effectués sur la désignation d'une commission spéciale instituée par la loi du 10 avril 1908, sont consentis au taux de 2 p. 100, l'Etat supportant la différence entre ce taux et le taux moyen du revenu ressortant des placements effectués par la caisse nationale des retraites pendant l'année précédente. La loi de finances fixe, chaque année, les limites des crédits pouvant être utilisés pour ces avances. La loi de finances de 1920 prévoit à cet effet 80 millions.

D'autre part, l'article 6 de la loi du 12 avril 1906, modifié par l'article 2 de la loi du 29 juin 1916, prévoit, jusqu'à concurrence de 100 millions, des prêts aux sociétés et offices d'habitations à bon marché sur le fonds de réserve des caisses d'épargne et, à défaut, sur les fonds versés par ces caisses d'épargne. La loi du 24 octobre 1919 a porté de 100 à 300 millions le montant des prêts à prélever sur ces fonds. Les prêts sont consentis au taux de 2 p. 100, si les fonds sont employés à l'acquisition ou à la construction de maisons individuelles à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés, au taux de 2,50 p. 100 s'ils sont employés à l'acquisition ou à la construction de maisons à bon marché destinées à la location. Ici encore, l'Etat prend à sa charge la différence entre le taux d'intérêt de 2 ou 2,50 p. 100 et le taux moyen du revenu ressortant de l'ensemble de placement de fonds des caisses d'épargne effectués par la caisse des dépôts et consignations pendant l'année précédente.

M. de Saint-Maur soulevait tout à l'heure à ce propos la question des maxima des valeurs locatives prévus par la loi du 24 octobre 1919. Je suis tout à fait de son avis. Il est indispensable de relever ces maxima, qui ne correspondent plus à l'état de choses actuel.

M. Mauger. On ne peut rien faire sans cela, et la chose est urgente.

M. le ministre. Il est certain que les valeurs locatives ne correspondent plus aujourd'hui dans la réalité aux maxima qui avaient été établis précédemment par la loi.

M. Mauger. Je vous ferai remarquer également la nécessité où l'on se trouve de relever les maxima de la valeur d'immeubles qui doivent être acquis pour les petites propriétés rurales. A la commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre, nous avons étudié, lors de la dernière législature, un projet qui a été voté, du reste, élevant à 20,000 fr. les chiffres maxima du taux des immeubles qui peuvent être acquis dans ces conditions, au lieu de 10,000 fr., étant donné qu'avec cette dernière somme on ne peut rien faire dans l'état actuel des choses.

M. Paul Strauss. Aujourd'hui même, la proposition a été renvoyée à la commission des habitations à bon marché. Elle était devant une autre commission, qui, par un scrupule très louable, ne s'est pas considérée comme légitimement saisie.

J'ajoute que le conseil de perfectionnement de l'office national des mutilés a mis à son ordre du jour les modifications complémentaires qui pourraient être apportées au profit des mutilés et des réformés de la guerre pour leur permettre l'acquisition de la petite propriété rurale. Nous avons le désir de connaître les desiderata de l'office

national pour élaborer la loi nouvelle avec un dossier complet d'informations et la connaissance des vœux des intéressés.

M. Henry Chéron. En ce qui concerne le relèvement des maxima, je me permettrai de demander à M. le ministre, puisque tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il sera impossible de songer à construire tant que ces maxima n'auront pas été relevés, pourquoi le Gouvernement ne nous saisisse pas immédiatement d'un texte?

M. le ministre. J'étudie précisément, en ce moment, le texte dont vous me parlez. Ce sera la loi elle-même ou une commission spéciale qui pourra relever ces maxima. Je promets très volontiers à M. Chéron de saisir très prochainement le Parlement d'une proposition en ce sens...

M. Henry Chéron. Il suffit d'un texte de deux lignes.

M. le ministre. ... et je m'associe très volontiers à la demande que MM. Mauger et Strauss ont adressée à M. Ribot pour le prier de vouloir bien rapporter le plus tôt possible le projet de loi qui a été déposé aujourd'hui.

M. Paul Strauss. La proposition n'a été déposée qu'aujourd'hui. Je dis, pour motiver à l'avance le léger retard auquel il faudra se résoudre, que l'office national des mutilés a émis, par son conseil de perfectionnement, des vœux tendant à compléter les dispositions si généreuses et si justifiées prises ou projetées au profit des victimes de la guerre.

M. Henry Chéron. Je demande, du reste, que les dispositions qui favorisent les familles nombreuses s'appliquent, d'une manière générale, aux mutilés et aux réformés de la guerre. La caisse des dépôts et consignations a déjà accepté ce principe — dans la jurisprudence de sa commission de surveillance — en matière de prêts aux offices publics.

M. Mauger. Je suis très heureux que ma question ait pu soulever ces diverses observations.

M. le ministre. M. Saint-Maur examinait également tout à l'heure la question des jardins ouvriers. Sur ce point, je lui donne mon adhésion complète, et je pense avec lui que c'est dans cette voie qu'il faudra faire un effort aussi important que possible.

Il a parlé, d'autre part, de la codification de différentes lois sur les maisons à bon marché. Je puis lui donner l'assurance que nous ne tarderons pas à saisir le Parlement de cette codification. Dès mon arrivée au ministère de l'hygiène, j'ai demandé à mes services de l'étudier d'urgence. Elle est presque terminée à l'heure présente, et je puis vous promettre que, dans quelques jours, le Parlement en sera saisi.

C'est, messieurs, la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations qui est souveraine pour la distribution des prêts dont je parlais tout à l'heure.

M. Strauss se plaignait l'autre jour que cette commission ne veuille consentir que des avances s'élevant seulement à la moitié du prix des habitations à bon marché et devant être intégralement amorties dans un délai de vingt-cinq ans.

Il n'est pas douteux que cette condition a réduit sensiblement l'importance des prêts qui ont pu être envisagés, et que, sur le crédit de 300 millions qui avait été prévu par le Parlement, une somme relativement peu importante a seule été engagée jusqu'ici.

Toutefois, je crois savoir que la commission de surveillance de la caisse des dé-

pôts et consignations est toute disposée, en ce qui concerne les communes ou les offices publics dont les prêts sont garantis par les communes, à consentir des prêts qui dépassent sensiblement 50 p. 100. Je pense toutefois qu'en tout cas on ne devra pas dépasser 75 p. 100 de la valeur de l'immeuble, car il est nécessaire de laisser aux communes le soin de faire de leur côté un effort intéressant.

M. Henry Chéron. Voulez-vous me permettre une question? Quand un département garantit à la caisse des dépôts et consignations, par des centimes additionnels, le montant du prêt, votre règle de 50 ou 75 p. 100 ne doit-elle pas être abandonnée, car la caisse des dépôts et consignations trouve dans l'impôt même la meilleure garantie qu'elle peut demander?

M. le ministre. Je sais que la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations est assez disposée en ce cas à aller jusqu'à la totalité du prêt lorsque ces conditions se trouvent remplies.

M. Bienvenu Martin. C'est exact.

M. le ministre. Ce serait peut-être aller un peu loin, car il ne faut pas perdre de vue que les fonds dont vous disposez sont limités et qu'il est bon de laisser aux communes ou aux offices le soin de fournir un appoint, afin de stimuler leur initiative et faire naître entre ces établissements une certaine émulation.

Je voudrais, en revanche, que la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations se montre un peu moins irréductible en ce qui concerne la durée d'amortissement des prêts, mais M. Strauss sait comme moi que cette commission est souveraine en la circonstance et en vertu même de la loi. Il faudrait une nouvelle législation pour changer cela. Jusqu'ici elle n'a pas voulu dépasser en aucun cas la durée d'amortissement de vingt-cinq ans. Je ne puis en ce qui me concerne que m'incliner devant ses décisions.

Je puis en tout cas donner l'assurance à M. Strauss que je ferai tout ce qui dépendra de moi pour activer le plus possible la meilleure et la plus rapide utilisation des crédits globaux de 500 millions prévus par le Parlement.

Toutefois, il ne faut pas se dissimuler que, même si ces 500 millions étaient immédiatement mis en œuvre, ils resteraient absolument insuffisants pour mettre un terme à notre redoutable crise du logement.

Pour la résoudre, il faut avoir résolument recours à des conceptions nouvelles plus efficaces et plus hardies, comme celles dont l'Angleterre vient de donner l'exemple, ou celles, si intéressantes, que suggérerait M. Ribot à cette tribune.

L'importance du problème est assez grande pour que nous ne restions pas dans les errements du passé. Nous devons chercher des solutions nouvelles et audacieuses pour résoudre cette grave question.

Or, les suggestions de M. Ribot me paraissent extrêmement intéressantes. Je crois, en effet, que par des mesures de cette nature on pourra arriver, après un certain temps, de longues années peut-être, à résoudre complètement le problème de l'habitation.

Pour l'étudier, je viens de constituer une commission spéciale sous la présidence de M. Loucheur, dont vous connaissez l'esprit d'initiative et de réalisations pratiques.

Cette commission s'est mise immédiatement à l'œuvre avec un ardeur exceptionnelle. En effet, constituée dans les derniers jours de la semaine dernière, elle a déjà tenu trois séances et s'est réunie successivement lundi, mercredi et ce matin même. J'espère qu'elle pourra bientôt m'apporter

des données suffisantes pour saisir le Parlement d'un projet qui entre dans des voies tout à fait nouvelles et qui permette d'envisager une solution rationnelle et totale de cette question si complexe; mais il ne faut pas se faire d'illusion, il ne faut pas perdre de vue que la question est extrêmement grave; je ne puis donc vous laisser entrevoir une solution rapide.

Ce n'est pas en quelques mois qu'on peut espérer conjurer le mal, il faudra pour cela de longues années, quels que soient d'ailleurs les sacrifices financiers consentis; et ces sacrifices, s'ils n'étaient déjà pas limités — et ils le sont, vous le savez, par l'état de nos finances — le seraient forcément, comme le disait également M. Ribot tout à l'heure, par le défaut de matériaux disponibles et par le manque de main-d'œuvre. Le problème, en effet, est beaucoup plus peut-être, comme il le disait avec tant de force, une question de matériaux et de main-d'œuvre qu'un problème purement financier. Même si le budget le permettait, si le Parlement mettait à notre disposition la somme de milliards nécessaires pour parer entièrement à la crise du logement, nous serions dans l'impossibilité de les dépenser. Nous ne pourrions pas mettre en œuvre et réaliser en quelques mois, ni même en plusieurs années, la somme de constructions qui s'impose. C'est pourquoi il faut envisager la question sous tous ses aspects, particulièrement au point de vue des transports, dont parlaient M. Ribot et M. Berthelot. Je crois, avec eux, qu'il faut étendre le plus possible les villes, et développer les moyens de communication. Il y a, à ce point de vue, un très gros effort à faire.

Je tiens à rappeler à M. Berthelot qu'autrefois le Parlement était entré dans cette voie, et qu'une loi votée par les deux Chambres, en 1912, avait prévu l'établissement d'un chemin de fer électrique entre Paris et Saint-Germain. La loi, pour diverses causes, par suite de la guerre surtout, n'est jamais entrée en vigueur, mais elle existe et sa mise en application me paraît s'imposer plus que jamais. Quoi qu'il en soit, il me paraît nécessaire que, sur ce point, les villes, et surtout la ville de Paris, s'entendent avec l'Etat pour apporter une solution rapide à cette grave question. En ce qui me concerne, je suis déjà entré à plusieurs reprises en contact avec les représentants les plus qualifiés de la ville de Paris et je ferai tous mes efforts, en tout ce qui dépendra de moi, pour faciliter leur tâche.

M. le rapporteur général. Monsieur le ministre, permettez-moi de vous suggérer un moyen d'atténuer la crise du logement dans Paris: ce serait de faire déménager toutes les administrations de l'Etat qui se sont installées dans des immeubles particuliers pendant la guerre et qui y restent. (*Très bien! très bien! et applaudissements.*)

M. le ministre. Je répondrai à M. le rapporteur général de la commission des finances que le Gouvernement se préoccupe de cette question. D'ailleurs, vous le savez, le problème des locaux administratifs se trouve posé en ce qui me concerne d'une façon très directe, puisque le nouveau ministère de l'hygiène n'a pas trouvé facilement, lui non plus, à se loger. La solution qui a été provisoirement adoptée est loin d'être bonne. C'est ainsi que j'ai mon cabinet dans un immeuble et mes services répartis dans six ou sept autres endroits. Il en est de même pour de nombreuses administrations, notamment pour le ministère des régions libérées. Une solution d'ensemble s'impose.

C'est pourquoi le Gouvernement s'est préoccupé de la question et a chargé le

ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, dont dépend le service des bâtiments civils, de traiter la question dans son ensemble et de tâcher d'y apporter une solution rapide.

M. le rapporteur général. Pour le moment, il faudrait ne pas créer de services nouveaux et réduire tous les services parasitaires qui se sont créés pendant la guerre et que nous voyons subsister, qu'ils aient ou n'aient pas d'objet. (*Marques d'approbation.*)

M. le ministre. La plupart de ces services ont déjà disparu, je crois. En tout cas, si M. le rapporteur général de la commission des finances voulait bien me signaler quelques exemples, le Gouvernement s'appliquerait à les faire disparaître le plus rapidement possible.

Quoi qu'il en soit, messieurs, je puis vous donner l'assurance formelle que le Gouvernement ne négligera rien pour améliorer la situation par toutes les mesures possibles. Il comprend toute l'importance de ce grand problème de l'habitation, qui est si intimement lié au maintien de l'ordre public et de la paix sociale. (*Vifs applaudissements.*)

M. Paul Strauss. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Strauss.

M. Paul Strauss. Messieurs, le débat qui s'est déroulé dans cette enceinte a été trop brillant et trop complet pour que je veuille soit le prolonger, soit le commenter. Nous considérons, un certain nombre de mes collègues et moi, que ce n'est qu'un prologue, le point de départ d'une action concordante et décisive des pouvoirs publics, à tous les degrés.

Aujourd'hui, nous ne pouvons pas préciser dans un ordre du jour assez compréhensif nos intentions communes, telles qu'elles résultent d'ailleurs des observations échangées et du très substantiel exposé de M. le ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales.

Ce que nous voulons, ce que nous attendons du Gouvernement, ce n'est pas seulement l'application libérale et généreuse des lois existantes; c'est la réalisation d'un vaste programme dans lequel l'Etat n'est pas seule partie prenante et agissante. Il faut faire appel, comme l'a déclaré M. Ribot, comme l'avait dit M. Loucheur à la commission constituée par M. le ministre de l'hygiène, à toutes les initiatives, aux départements et aux communes, au public, aux employeurs qui, certainement, répondront à cet appel, aux associations patronales et ouvrières. Bref, nous devons tailler dans le neuf et inaugurer des méthodes d'actions nouvelles, adaptées aux circonstances et aux besoins.

Nous sommes en face de difficultés que tous nos collègues ont fait ressortir en termes saisissants. Il n'y a pas de phrases, comme le répétait après moi l'honorable M. Ribot, il n'y a pas de démonstrations oratoires à faire. L'opinion publique est éclairée. Elle souffre d'un état de choses particulièrement pénible et qui, pour une large part, est dû à la guerre. Nous ne pouvons pas rester passifs, indifférents et inertes. Par des moyens nombreux, dont les uns seront soumis par le Gouvernement aux Chambres, dont d'autres pourront résulter de l'initiative parlementaire, il faut agir sans retard et résolument, non pas avec la prétention ni avec l'espoir de faire tout en un seul jour, mais avec des préoccupations d'avenir et un plan d'ensemble qui permettent tout d'abord de prendre des mesures provisoires et d'aborder hardiment, audacieusement, l'élaboration et la réalisation d'un programme complet.

Voilà, messieurs, dans quel esprit nous

Taisons appel au Gouvernement, avec la confiance qu'il sera le collaborateur persévérant et dévoué du Parlement, et que l'opinion publique tout entière, dans ses éléments constitutifs, donnant son appui à ceux qui ont dans ce pays une parcelle de responsabilité et d'autorité morale, voudra bien concourir à la solution de ce problème si complexe et si angoissant qu'est la réforme de l'habitation populaire en France.

La crise des logements fait naître en nous les inquiétudes les plus graves. Elle ne nous laisse pas impuissants, elle nous impose de nouveaux devoirs. C'est à les remplir que nous convions ensemble, et le Gouvernement et le Parlement tout entier. *(Très bien ! très bien ! et applaudissements.)*

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je donne connaissance au Sénat de l'ordre du jour qui m'a été remis par MM. Paul Strauss, Ribot, Chéron, Quesnel, Soulié, Merlin, Schrameck, Mauger, Magny, Gallet, Grosjean et Deloncle :

« Le Sénat,

« Confiant dans le Gouvernement pour remédier à la crise du logement urbain et rural,

« Compte sur lui pour réaliser une large politique de prévoyance sanitaire et sociale, par la création d'habitations salubres et à bon marché, notamment pour les familles nombreuses, les mutilés, réformés et veuves de guerre, par l'assainissement des logis et l'accession à la petite propriété, et passe à l'ordre du jour. »

M. le ministre. Naturellement, le Gouvernement accepte l'ordre du jour de M. Strauss et s'engage d'une façon formelle à faire tous ses efforts, non pas par des phrases et des paroles, comme on le disait tout à l'heure, mais par des actes, pour réaliser le programme qui est résumé dans cet ordre du jour.

M. Henry Chéron. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Chéron.

M. Henry Chéron. Je voudrais avoir un renseignement. La loi du 23 décembre 1912 a, comme vous le savez, prévu la constitution dans les départements des offices publics d'habitations à bon marché. Avez-vous maintenant, je ne parle pas des départements qui ont été envahis, mais des autres, un office public dans chaque département ?

M. le ministre. Il y a 33 offices à l'heure actuelle.

M. Henry Chéron. Cela prouve que, dans un grand nombre de départements, MM. les préfets ne se sont pas encore préoccupés de l'application de la loi du 23 décembre 1912. Comment demander à l'initiative privée de faire son devoir, si l'administration ne commence pas par faire le sien ?

M. le ministre. Il y a d'ailleurs une vingtaine d'offices en voie de création, et je compte rappeler cette question aux préfets avant la prochaine session des conseils généraux pour que des offices soient créés le plus tôt possible dans les départements qui n'en ont pas.

M. Henry Chéron. Je compte sur votre activité bien connue, monsieur le ministre, pour faire respecter la loi du 23 décembre 1912 — et les autres.

M. Mauger. Je demande la parole sur l'ordre du jour.

M. le président. La parole est à M. Mauger.

M. Mauger. Je voudrais faire remarquer

à M. le ministre que dans l'ordre du jour on parle de l'organisation des habitations à bon marché, de la petite propriété rurale, et que, dans l'exposé qu'il nous a développé, il a fait remarquer qu'il ne prescrivait des recherches que dans les villes d'au moins 10,000 habitants.

Je crois qu'il conviendrait de faire le recensement un peu partout : la crise du logement ne sévit pas seulement dans les villes ; je connais telle campagne ou telle région peu importante où elle est aussi intense et peut-être plus que dans certains grands centres.

Je demande donc au Gouvernement qu'il ne restreigne pas son activité aux villes de 10,000 habitants ou plus. Si, par le fait de son enquête, il arrivait à démontrer qu'il y a des logements disponibles dans certaines petites villes et même dans les campagnes, de nombreuses personnes habitant les villes se trouvent dans une situation tellement pénible au point de vue de l'habitation et de la cherté de la vie qu'elles n'hésiteraient pas à aller dans les campagnes occuper les logements qui pourraient y être installés.

Je lui demande donc d'étendre son enquête à toutes les localités.

M. le ministre. Lorsque j'ai parlé de la limitation aux localités de 10,000 habitants, j'avais en vue la loi concernant la création de services municipaux de déclaration des logements vacants. Il est certain qu'on ne peut imposer à toutes les petites municipalités d'organiser ces services.

En ce qui concerne l'enquête visée par la circulaire aux préfets, dont je vous ai donné lecture, il s'agit, au contraire, de l'ensemble des communes. J'ai prescrit de la poursuivre, dans les petites villes comme dans les campagnes. J'ai insisté particulièrement sur ce point dans ma circulaire. Par conséquent, je suis pleinement d'accord avec M. Mauger.

M. Mauger. Je demande à M. le ministre, ainsi que le disait notre collègue M. Deloncle, de faire pour la petite propriété rurale ce qui pourra être fait pour les habitations à bon marché, c'est-à-dire d'instituer une propagande suffisante pour que les mutilés, pour lesquels on a fait des sacrifices réels, soient véritablement instruits des avantages qui peuvent leur être accordés. Un grand nombre de mutilés résident en ce moment dans les villes où ils perdent un temps précieux en même temps qu'ils y traînent une vie misérable ; s'ils savaient, sortant de la terre surtout, qu'ils peuvent y retourner avec les avantages qu'on va leur accorder, ils s'empresseraient d'y aller.

Il faut, autant que possible, toucher ceux-là et prier les associations de mutilés de donner à tous les éléments qui les composent tous les renseignements nécessaires pour que ces gens retournent à la terre le plus tôt possible.

M. Henry Chéron. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Chéron.

M. Henry Chéron. Je me borne à dire à M. Mauger, s'agissant des mutilés, qu'au vœu de la loi du 2 janvier 1918 un comité départemental a été constitué, par décret, dans chaque département. Il est doté des ressources nécessaires pour s'administrer et pour agir. On ne manque pas de lui adresser tous les renseignements indispensables pour vulgariser les avantages que les lois ou les initiatives de l'office national ont réservé aux mutilés, aux réformés et aux veuves de guerre. Nous intensifierons cette vulgarisation, car l'œuvre sociale de la République est trop peu connue.

Beaucoup d'intéressés ne savent point en profiter.

M. le ministre. Je répondrai à M. Mauger comme à M. Deloncle que je pense avec eux qu'il est bon de faire connaître les lois existantes pour qu'elles puissent rendre tous les services prévus par le Parlement. Très volontiers, je prendrai les mesures nécessaires pour faire connaître ces lois et, notamment, comme le demande M. Deloncle, celle du 31 octobre 1919, permettant aux départements et aux communes d'acquérir des terrains pour lutter contre la crise des logements.

M. le président. La parole est à M. Grosjean.

M. Grosjean. Je demande à M. le ministre s'il ne pourrait pas réunir, dans un petit code commenté, toutes les lois dont il vient d'être parlé tout à l'heure. Ce serait très simple et le meilleur moyen de les vulgariser. *(Très bien !)*

M. le ministre. J'ai déjà dit que nous préparions un projet codifiant toutes les lois sur les habitations à bon marché. Je compte en saisir le Parlement prochainement. Il ne soulèvera pas de difficulté ; nous avons pris soin de n'y introduire aucune disposition nouvelle ; il se borne à reproduire les dispositions législatives existantes.

M. Grosjean. Je remercie M. le ministre de sa réponse.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'ordre du jour dont j'ai donné lecture. *(Cet ordre du jour est adopté.)*

Voix nombreuses. A vendredi !

M. le président. Le Sénat voudra sans doute renvoyer la suite de son ordre du jour à une autre séance. *(Assentiment.)*

14. — RÉSULTAT DE SCRUTIN

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la commission de répartition des subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie :

Nombre des votants.....	166
Suffrages exprimés.....	166
Majorité absolue.....	84

M. Magny a obtenu 166 voix.

M. Magny ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés est proclamé membre de la commission de répartition des subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie.

Avis en sera donné à M. le ministre de l'intérieur.

15. — AJOURNEMENT DE LA DATE D'UNE INTERPELLATION

M. le président. Je rappelle au Sénat qu'il avait précédemment fixé l'interpellation de M. Albert Peyronnet sur la loi des retraites ouvrières au jeudi 18 mars. M. Peyronnet a demandé à M. le ministre du travail, en raison des circonstances actuelles, de retarder la discussion, étant entendu que le Sénat serait appelé ultérieurement à fixer une date nouvelle pour la discussion de son interpellation.

S'il n'y a pas d'opposition, il en est ainsi décidé.

16. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Quel jour le Sénat entend-il tenir sa prochaine séance ?...

M. Paul Doumer, rapporteur général de la commission des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances.

M. le rapporteur général. Messieurs, nous prions le Sénat de vouloir bien tenir séance jeudi matin pour examiner le projet de loi relatif à l'élévation des tarifs postaux télégraphiques et téléphoniques. Des entretiens que nous avons eus avec un grand nombre de nos collègues, il résulte que les sénateurs préféreraient ne pas siéger samedi ou lundi. (*Très bien ! très bien !*). Etant donné leurs nombreuses obligations ils estiment préférable de tenir séance le matin des jours réservés aux audiences de la cour de justice.

En conséquence nous demandons au Sénat de décider qu'il se réunira extraordinairement jeudi matin, à neuf heures et demie, pour la discussion du projet de loi relatif à l'élévation des tarifs postaux télégraphiques et téléphoniques.

M. Gourju. Il serait bien désirable que nous eussions les conclusions du rapport de notre collègue M. Doumer, avec le texte modifié du projet afin que nous ne délibérions pas dans le vide.

M. le rapporteur général. L'imprimerie nous tient, hélas !

J'avais espéré, jusqu'ici, pouvoir faire imprimer mon rapport en temps utile, mais ce n'est pas possible ! Il doit paraître au *Journal officiel* de lundi matin.

M. le président. Je consulte le Sénat sur la proposition de M. le rapporteur général de tenir une séance jeudi matin, à neuf heures et demie, avec l'ordre du jour suivant :

Tirage au sort des bureaux ;

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au relèvement des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

M. Paul Strauss. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Strauss.

M. Paul Strauss. D'accord avec M. Ribot et avec un certain nombre de nos collègues, nous demandons au Sénat de vouloir bien porter de neuf à dix-huit le nombre des membres de la commission des habitations à bon marché.

Cette commission a été complétée aujourd'hui même.

Dans l'un des bureaux, le vœu a été émis que le nombre des membres de cette commission fût augmenté de neuf. (*Très bien !*)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la proposition de M. Strauss, tendant à porter de neuf à dix-huit les membres de la commission relative aux habitations à bon marché.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-huit heures et demie.)

*Le Chef du service
de la sténographie du Sénat,
E. GUÉNIN.*

*sées des Vosges (lignes de Saint-Dié à Saales et de Saint-Maurice à Wesserling),
par M. Georges Reynald, sénateur.*

Messieurs, lorsque, à la suite d'une guerre malheureuse, l'Alsace fut séparée de la France, les seules voies ferrées la reliant au reste du pays étaient celles de Nancy-Strasbourg et de Belfort-Mulhouse. Ce sont encore les deux seules qui existent ; encore cette dernière a-t-elle souffert des destructions qui en rendent le parcours moins facile.

Depuis longtemps pourtant l'insuffisance de ces moyens de communication était apparue. Dès 1860, des projets de percée des Vosges s'étaient manifestés, repris en 1861 et en 1870. Un décret portant la date du 3 août 1870 a déclaré d'utilité publique un chemin de fer reliant Remiremont à la ligne de Colmar à Mulhouse. Il n'a pu dépendre de la France d'en opérer l'exécution et le projet est demeuré lettre-morte. En 1909 la question a été reprise sur la base d'accords internationaux à conclure entre la France et l'Allemagne ; mais aucune réalisation n'a été obtenue.

Il ne saurait en être de même aujourd'hui. La France et l'Alsace sont réunies. La joie profonde que tous les Français ressentent de cette réunion doit se traduire par des actes. Il faut assurer de la façon la plus large la reprise de nos relations avec nos frères d'Alsace dans tous les domaines, il faut notamment faciliter les rapports industriels et commerciaux qui doivent créer de nouveaux courants économiques et attester la communauté d'intérêts désormais indissolubles.

Il est donc nécessaire de multiplier les points de contact. Le 30 septembre 1918, avant même l'armistice, a été institué un comité d'études en vue de la traversée des Vosges dont les propositions ont été soumises au comité supérieur des travaux publics. Il ne les a point toutes retenues, mais a donné son approbation immédiate aux deux raccordements Saint-Maurice-Wesserling et Saint-Dié-Saales. A la suite de cet avis, la mise à l'enquête d'utilité publique a été autorisée et les avant-projets des deux lignes établis.

La ligne projetée entre Saint-Maurice et Wesserling reliera la ligne de Remiremont à Bussang à celle de Kruth à Mulhouse ; elle desservira les régions de la Haute-Alsace et les mettra en communication plus directe avec la région lorraine ainsi qu'avec le nord et le nord-est de la France. Pour donner une précision, la distance entre Nancy et Mulhouse en sera réduite de 50 kilomètres.

La longueur du tracé est de 14 kilomètres et comporte un souterrain de 8 kilomètres 280 mètres. La ligne sera établie à double voie et le maximum de déclivité est fixé à 10 millimètres. Les travaux seront complétés par le doublement de la voie entre Wesserling et Mulhouse avec certaines rectifications nécessaires entre Wesserling et Thann.

La seconde ligne qui reliera, Saint-Dié et Saales, sera le trait d'union entre les lignes de Lunéville à Epinal et de Molsheim à Saales.

Sa longueur sera de 24 kilomètres, deux souterrains sont prévus, l'un de 170, l'autre de 190 mètres, plus un viaduc de 80 mètres de hauteur ; la déclivité maximum est portée à 15 millimètres et la voie est unique. Mais le conseil supérieur des travaux publics a nettement indiqué dans son avis qu'en prévision de l'intérêt que présentera dans l'avenir une double voie, il convient d'acquiescer dès à présent des terrains pour deux voies et d'établir tous les ouvrages en conséquence. L'électrification de ces lignes devrait être également envisagée à raison

des ressources d'énergie que renferment ces régions montagneuses.

Quelle est la dépense évaluée pour la construction des deux lignes ? Calculée au taux d'avant guerre, elle s'élève à 53,500,000 francs, répartis dans la proportion que voici :

Ligne de Saint-Maurice à Wesserling, 36,500,000 fr. ;

Ligne de Saint-Dié à Saales, 17 millions de francs.

Les prix actuels n'ont pas atteint une fixité qui permette des évaluations précises ; mais on peut affirmer que le prix des constructions ne sera pas inférieur à 150 millions de francs.

L'enquête à laquelle il a été procédé en vue de la déclaration d'utilité publique n'a donné lieu qu'à quelques observations de détail comme il s'en produit à propos de toute ligne projetée. Elles n'ont trait qu'à quelques points du tracé et à la détermination de l'emplacement des gares. Il pourra en être tenu compte lors de l'établissement des projets définitifs, mais elles n'influent en rien l'utilité des deux lignes.

Nous ne pouvons que souscrire à la réalisation d'une œuvre qui consacre le retour à la France de la terre alsacienne en reliant les deux versants des Vosges. Le traité de Francfort avait élevé entre nous et nos frères d'Alsace une barrière plus élevée que les sommets des monts vosgiens. Cette barrière est tombée ; il n'est plus de frontière qui nous sépare et il ne dépend plus que de nous de créer vers la vallée de l'Ill de nouveaux accès.

Ceux dont il s'agit dans le présent projet suffisent-ils à résoudre le problème ? Votre commission ne le pense pas. Depuis cinquante ans, l'Alsace a été tenue en dehors du développement de nos voies ferrées et les travaux exécutés sur son territoire pendant cette période ont eu un tout autre objet que de faciliter les relations avec la France. La création de nouvelles lignes s'impose pour un ensemble de motifs où les raisons stratégiques s'ajoutent aux raisons économiques et morales. L'adhésion complète donnée au présent projet de loi s'accompagne donc des réserves nécessaires pour le programme à fixer ultérieurement et à réaliser.

Sous le bénéfice de ces réserves, qui n'incriminent en rien la valeur des deux lignes dont s'agit, votre commission vous propose de bien vouloir approuver le projet de loi portant déclaration d'utilité publique en ce qui les concerne.

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Est déclaré d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement :

1^o D'un chemin de fer à double voie destiné à relier les lignes de Remiremont à Saint-Maurice et de Saint-Maurice à Bussang à la ligne de Kruth à Mulhouse, en empruntant tout ou partie des voies en exploitation entre Remiremont et Bussang ;

2^o D'un chemin de fer à voie unique de Saint-Dié au col de Saales.

Les acquisitions de terrains, les terrassements et les ouvrages d'art importants sur la ligne de Saint-Dié-Saales seront, toutefois, exécutés pour deux voies.

Art. 2. — Le ministre des travaux publics, des transports et de la marine marchande est autorisé à entreprendre les travaux des lignes ci-dessus désignées.

Viendra en déduction des dépenses à faire en vertu de la présente loi, le montant des subventions, soit en terrains, soit en argent, consenties par les départements, les communes et les propriétaires intéressés.

Art. 3. — Les conditions dans lesquelles seront exploitées les deux lignes dont il s'agit feront l'objet d'une loi ultérieure.

RAPPORT fait au nom de la commission d'Alsace et Lorraine chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de deux nouvelles traver-

PROJET DE LOI rectifiant les articles 5, 6 et 10 de la loi du 27 mars 1907, concernant les conseils de prud'hommes, modifiée par la loi du 3 juillet 1919, présentée, au nom de M. Paul Deschanel, Président de la République, par M. Jourdain, ministre du travail, et par M. Lhopiteau, garde des sceaux, ministre de la justice.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, la mise en application des articles 5, 6 et 10 de la loi du 27 mars 1907, concernant les conseils de prud'hommes, modifiée par la loi du 3 juillet 1919, peut, dans la pratique, soulever des difficultés à raison de certaines anomalies qui se sont glissées dans le texte de leurs dispositions.

L'article 5, qui fixe les conditions requises pour l'électorat aux conseils des prud'hommes, dans sa nouvelle teneur, subordonne la qualité d'électeur aux conditions ci-après : 1° d'être inscrit sur les listes électorales ; 2° d'être âgé de vingt-cinq ans révolus, etc. Le texte primitif de la loi du 27 mars 1907 était ainsi rédigé : « A condition : 1° d'être inscrits sur les listes électorales politiques ; 2° d'être âgés de vingt-cinq ans révolus, etc. » La suppression de l'adjectif « politiques » peut prêter à des confusions et laisser croire que les listes électorales envisagées sont les listes spécialement établies en vue des élections même aux conseils de prud'hommes et non les listes électorales politiques.

Cette confusion est d'autant plus à craindre que l'article 5, dans son dernier paragraphe, emploie l'expression de « listes électorales » dans le sens très net de listes des électeurs des conseils de prud'hommes. Il importe donc de rétablir au début de l'article 5 le mot « politiques », car il n'est pas douteux qu'il s'agit bien des listes électorales générales, autrement aucune disposition n'empêcherait des étrangers ou des individus ayant encouru les condamnations prévues aux articles 15 et 16 du décret organique de 1852 de participer aux élections. Le 1° du premier paragraphe de l'article 5 est nécessairement destiné à consacrer, en ce qui concerne les électeurs hommes, des exigences analogues à celle qu'édicté l'alinéa final du même article pour les électeurs femmes.

Ce dernier paragraphe du même article 5 appelle également une rectification. Il vise l'inscription sur les listes électorales spéciales, des femmes françaises « réunissant les conditions d'âge, d'exercice de la profession et de résidence ». La mention de la condition de résidence se justifiait avec la loi du 27 mars 1907, puisque, pour être électeur, cette loi imposait l'obligation de résider depuis un an dans le ressort du conseil. La loi du 3 juillet 1919 a supprimé cette obligation et requiert seulement que la profession soit exercée dans le ressort du conseil. En conséquence, les mots « et de résidence », désormais sans objet, sont à supprimer. La référence aux « conditions d'exercice de la profession » suffit pour assurer le respect de la disposition de l'article 5, aux termes de laquelle les électeurs doivent exercer depuis trois ans, apprentissage compris, une profession dénommée dans le décret d'institution du conseil et exercer cette profession dans le ressort du conseil depuis un an.

A l'article 6, doit disparaître, pour l'éligibilité, la condition « d'être inscrit sur les listes électorales politiques ». En effet, cette partie du texte est contraire aux intentions du législateur. En sa forme actuelle, elle ne tendrait à rien moins qu'à écarter de l'éligibilité les femmes auxquelles aucun droit politique n'est jusqu'ici reconnu. Or, la loi du 15 novembre 1908 leur a expressément

conféré l'éligibilité aux conseils de prud'hommes, et le Parlement n'a eu à aucun moment l'intention de la leur retirer.

Mais sa suppression radicale aurait pour effet, dans certains cas, d'admettre à l'éligibilité des personnes ne présentant pas la qualité de Françaises et ayant encouru des condamnations prévues aux articles 15 et 16 du décret du 2 février 1852. Cette hypothèse pourrait se réaliser notamment en ce qui concerne les anciens électeurs visés au 2° de l'article 6, desquels on exige seulement qu'ils aient rempli pendant cinq ans au moins les conditions requises pour être inscrit sur les listes électorales spéciales. Il convient donc de limiter la portée de ce 2° en spécifiant que les personnes qu'il vise sont françaises et n'ont encouru aucune des condamnations prévues aux articles 15 et 16 du décret organique du 2 février 1852.

L'article 10 nouveau dispose que l'inscription des électeurs sur les listes électorales spéciales est opérée par « le maire, assisté d'un électeur ouvrier, d'un électeur employé ou d'un électeur patron désigné par le conseil municipal ».

Ce texte permettrait donc au maire de procéder, avec la collaboration d'un seul électeur, à la préparation des listes, alors que l'ancien texte prévoyait la collaboration d'un représentant de chacun des éléments dont peut se composer le conseil : élément ouvrier, élément employé et élément patronal. Il visait, en effet, le « maire de chaque commune du ressort, assisté d'un électeur ouvrier, d'un électeur employé et d'un électeur patron désignés par le conseil municipal ».

Rien n'autorise à penser que le législateur a eu l'intention d'innover en la matière ou de porter atteinte aux idées directrices de la législation qui s'applique à maintenir la plus stricte égalité entre les divers éléments du conseil. C'est, à n'en pas douter, par suite d'une simple erreur que la conjonction « et » s'est trouvée dans le texte soumis à la Chambre et au Sénat remplacée par la conjonction « ou » et il convient de rectifier le texte sur ce point.

Le présent projet de loi a pour objet d'apporter au texte voté par le Sénat et par la Chambre des députés les modifications exposées ci-dessus.

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Le premier paragraphe de l'article 5 de la loi du 27 mars 1907, modifiée par la loi du 3 juillet 1919, est modifié comme suit :

« Art. 5. — A condition : 1° d'être inscrits sur les listes électorales politiques ; 2° d'être âgés de vingt-cinq ans révolus au plus tard le dernier jour du délai imparti pour l'inscription des électeurs par le maire ; 3° d'exercer depuis trois ans, apprentissage compris, une profession dénommée dans le décret d'institution du conseil et d'exercer cette profession dans le ressort du conseil depuis un an. »

L'alinéa dernier du même article est modifié comme suit :

« Sont inscrites également sur les listes électorales, suivant la distinction ci-dessus, les femmes possédant la qualité de Française, réunissant les conditions d'âge, d'exercice de la profession et n'ayant encouru aucune des condamnations prévues aux articles 15 et 16 du décret organique du 2 février 1852. »

Art. 2. — L'article 6 de la loi du 27 mars 1907, modifiée par la loi du 3 juillet 1919, est modifié comme suit :

« Art. 6. — Sont éligibles, à condition de résider depuis trois ans dans le ressort du conseil, d'être âgés de trente ans et de savoir lire et écrire : 1° les personnes inscrites sur les listes électorales spéciales ou

remplissant les conditions requises pour y être inscrites ; 2° les personnes ayant rempli ces conditions pendant cinq ans au moins dans le ressort, pourvu qu'elles soient de nationalité française et qu'elles n'aient encouru aucune des condamnations prévues aux articles 15 et 16 du décret organique de 1852. »

Art. 3. — Le premier paragraphe de l'article 10 de la loi de 1907, modifiée par la loi du 3 juillet 1919, est modifié comme suit :

« Art. 10. — Chaque année, dans les vingt jours, non compris les jours fériés autres que les dimanches, qui suivent la revision des listes électorales politiques, le maire de chaque commune du ressort, assisté d'un électeur ouvrier, d'un électeur employé et d'un électeur patron désignés par le conseil municipal, inscrit sur des tableaux différents : le nom, la profession et le domicile des électeurs ouvriers, employés et patrons. »

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

3137. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 9 mars 1920, par M. Louis Soulié, sénateur, demandant à M. le ministre des travaux publics s'il ne serait pas possible d'attribuer aux familles nombreuses une carte unique valable sur tous les réseaux.

3138. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 9 mars 1920, par M. Louis Soulié, sénateur, demandant à M. le ministre des finances si les petits retraités de l'Etat, qui ont constitué leur retraite eux-mêmes à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, seront compris dans les augmentations prévues pour les retraites civiles.

3139. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 9 mars 1920, par M. Bouveri, sénateur, demandant à M. le ministre des pensions si une veuve d'avant la guerre, dont les deux fils sont morts pour la France, peut recevoir des avances sur la pension qui lui est due, quoiqu'elle ait moins de cinquante-cinq ans.

3140. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 9 mars 1920, par M. Brager de La Ville Moysan, sénateur, demandant à M. le ministre de l'agriculture si, dans l'état actuel de nos connaissances scientifiques et agronomiques, le manganèse, la magnésie ou leurs composés, peuvent être considérés comme engrais ou fertilisants, et, dans l'affirmative, comment les produits manganésiens ou manganésés peuvent être offerts à la culture ou mis en vente.

3141. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 11 mars 1920, par M. Rouston, sénateur, demandant à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il compte prendre pour empêcher la spéculation sur le sulfate de cuivre, indispensable à la viticulture, qui existerait en stock dans les usines de produits chimiques, alors que les revendeurs prétendent en manquer.

3142. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 11 mars 1920, par **M. Busières**, sénateur, demandant à **M. le ministre des finances** si les maîtres ouvriers des corps de troupes doivent être considérés comme des commerçants au regard de la loi du 31 juillet 1917 et assujettis, de ce fait, à l'impôt cédulaire sur les bénéfices commerciaux institués par ladite loi (patentes).

3143. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 12 mars 1920, par **M. Guillois**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** si un maître adjoint, chargé de classe dans l'enseignement privé, appartenant à la classe 1920 et se trouvant en exercice depuis le 1^{er} octobre 1919, a droit au bénéfice du sursis d'appel prévu par la loi sur l'incorporation de la classe 1920.

3144. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 12 mars 1920, par **M. Guillois**, sénateur, demandant à **M. le ministre de l'intérieur** si l'établissement des tables annuelles du *Journal officiel* ne pourrait pas être fait de manière à parvenir aux abonnés, au plus tard, le 31 mars de l'année qui suit celle de la publication des documents qu'elles concernent.

3145. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 12 mars 1920, par **M. Delorcelle**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** si la circulaire 28103 C. E., du 13 octobre 1919, obligeant les officiers nommés pendant la guerre à suivre des cours de perfectionnement, s'applique aux officiers comptables qui participent déjà à des conférences théoriques et à des travaux pratiques, leur départ actuel retardant la liquidation des comptes de guerre.

3146. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 12 mars 1920, par **M. Roy**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** que les attachés d'intendance de 2^e classe, nommés à titre temporaire, au titre du ravitaillement, soient autorisés, même s'ils ne remplissent pas les conditions de l'instruction ministérielle du 2 février 1919, à prendre part aux concours institués en vue du recrutement des attachés de 2^e classe de complément.

3147. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 12 mars 1920, par **M. Roy**, sénateur, demandant à **M. le ministre de l'instruction publique** que les élèves-maîtresses, qui possédaient le 1^{er} janvier 1919 le C. A. P. et le stage réglementaire pour être titularisées, soient rangées, au 1^{er} janvier 1920, dans la classe à laquelle elles peuvent légitimement prétendre, c'est-à-dire en 5^e classe.

3148. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 12 mars 1920, par **M. Joseph Loubet**, sénateur, demandant à **M. le ministre de l'instruction publique** pourquoi les majorations accordées aux instituteurs, pour services militaires, sont cumulatives si elles ont été obtenues avant leur première promotion, et donnent, lorsqu'elles dépassent onze mois, une ancienneté de classe d'un an, alors que, lorsqu'elles sont postérieures à leur première promotion, ces mêmes majorations ne sont plus cumulatives et ne donnent ainsi aucun avantage au point de vue avancement.

3149. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 12 mars 1920, par **M. Joseph Loubet**, sénateur, demandant à **M. le ministre de l'instruction publique** à quelle catégorie de maîtres s'appliquent les dispositions du décret du 20 juillet 1918, qui spécifie que, dans le cas où des fonctionnaires des classes antérieures à 1914 n'ont pas encore bénéficié de la majorité qui leur était accordée par la loi du 30 mars 1903, rappel doit leur en être fait sans délai.

3150. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 12 mars 1920, par **M. Machet**, sénateur, demandant à **M. le ministre des finances** quelles mesures il compte prendre à l'égard des veuves de fonctionnaires, et, à ce titre, titulaires d'une pension, pour leur rendre le bénéfice de cette pension, dont le paiement est suspendu par suite du relèvement de leur traitement à une somme supérieure à 6,000 fr.

3151. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 12 mars 1920, par **M. Imbart de la Tour**, sénateur, demandant à **M. le ministre de l'instruction publique** les raisons du retard apporté, depuis la circulaire provisoire de décembre 1919, au relèvement, par décret, des taux des heures supplémentaires dans les collèges et cours secondaires de jeunes filles et à l'assimilation normale de ces taux avec les taux applicables dans les collèges de garçons depuis la loi du 6 octobre 1919.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

2962. — **M. Joseph Loubet**, sénateur, demande à **M. le ministre des finances** quelles mesures il compte prendre pour que les porteurs de titres étrangers, notamment les fonds turcs, roumains, bulgares, mexicains, reçoivent le plus rapidement possible le montant des coupons échus depuis le 1^{er} août 1914. (Question du 27 janvier 1920.)

Réponse. — Bulgarie : Le délégué des porteurs français d'emprunts bulgares a repris son poste auprès de la dette publique bulgare. Il examine actuellement les conditions dans lesquelles le gouvernement bulgare pourra faire face au paiement des coupons échus.

Turquie : Les représentants des porteurs alliés ont également repris leurs fonctions à la dette publique ottomane. Le paiement des coupons arriérés est subordonné à la liquidation des opérations effectuées par la dette publique ottomane pendant la guerre, liquidation qui dépend elle-même des stipulations à inscrire dans le traité de paix avec la Turquie.

Roumanie : Le service des coupons roumains a été assuré jusqu'à l'échéance d'avril 1918 incluse, en dernier lieu à l'aide de fonds que l'Etat français a fournis, sur sa demande, à la Roumanie, qui venait de se joindre à nous dans la guerre contre les empires centraux.

Le Gouvernement français, dans ses négociations avec le gouvernement roumain, ne perdra pas de vue les intérêts des porteurs français.

Mexique : Le comité international pour la protection des porteurs de valeurs mexicaines, constitué en 1919, va entamer des négociations avec le Mexique en vue de la reprise du paiement des intérêts de la dette extérieure mexicaine.

2974. — **M. de Las Cases**, sénateur, demande à **M. le ministre de la guerre** si un infirmier militaire, affecté pendant 1914, 1915 et 1916 à l'H. O. E. de Dunkerque, puis, en 1917, à une ambulance du secteur 164, puis au train sanitaire 11 du secteur 60, n'a pas droit à la prime de 20 fr. qui lui est contestée parce qu'on lui objecte que les mois passés à Dunkerque et dans le train sanitaire, qui faisaient pourtant partie de la zone des armées, ne peuvent être comptés pour l'attribution de cette prime. (Question du 28 janvier 1920.)

Réponse. — Les infirmiers militaires ne peuvent prétendre aux primes mensuelles sur le taux de 20 fr. que pour les mois de présence effective, entre le 2 août 1914 et le 11 novembre 1918, dans les formations de division ou de corps d'armée (art. 4 de l'instruction du 27 mars 1919).

2993. — **M. J. Loubet**, sénateur, demande à **M. le ministre de la guerre** si le pécule est dû à la veuve de tout militaire décédé en captivité. (Question du 4 février 1920.)

Réponse. — Réponse négative : le droit au pécule est subordonné aux causes du décès du militaire, telles qu'elles sont définies par le

rectificatif du 3 novembre 1919 à l'instruction n° 1 du 9 février 1919. (B. O. du ministère de la guerre, page 3270.)

2995. — **M. de Rougé**, sénateur, demande à **M. le ministre de la guerre** si les militaires exemptés sous le régime de la loi de 1905 et n'ayant fait aucun service actif, mais ayant repris du service armé après la mobilisation, sont considérés comme n'étant plus tenus à servir effectivement dans l'armée active à la date du 2 août 1914 et, par conséquent, ont droit aux primes mensuelles de démobilisation à dater du jour de leur incorporation (art. 3 de l'instruction ministérielle du 27 mars 1919).

Réponse. — L'article 4 de la loi du 20 février 1917 a précisé que les exemptés et réformés antérieurement à la mobilisation et appartenant aux classes 1896 à 1914 incluse, reconnus aptes au service armé ou au service auxiliaire, suivraient le sort de leur classe aux dates fixées par le ministre de la guerre. En conséquence, ils ont droit aux primes mensuelles soit à partir de leur incorporation pour les militaires des classes antérieures à la classe 1911, soit à partir de la date de passage dans la réserve pour les militaires des classes 1911 et 1912.

3006. — **M. Louis Serre**, sénateur, demande à **M. le ministre des finances** pourquoi les banques populaires actuellement en fonction n'ont pas touché encore la subvention de l'Etat destinée à consentir des prêts aux démobilisés, petits commerçants ou petits industriels. (Question du 5 février 1920.)

Réponse. — Les conditions d'application de la loi du 24 octobre 1919 ont été déterminées par un décret du 3 mars 1920, portant règlement d'administration publique, qui a été publié au *Journal officiel* du 5 mars. Un commentaire pratique et détaillé de la loi et du décret a été en même temps publié par le ministère du commerce et largement répandu. Les banques populaires y trouveront toutes indications utiles pour établir leurs demandes d'avances, sans intérêt, prévues par la loi, et ces demandes seront examinées dans le plus bref délai.

3009. — **M. Gaudin de Villaine**, sénateur, demande à **M. le ministre de la marine** pourquoi les officiers mariniers des services auxiliaires ne seraient pas autorisés, sur leur demande, à prendre, comme autrefois, leur repas en famille aux heures réglementaires et à percevoir l'indemnité prévue par les règlements en vigueur, et ceci en conformité avec ce qui se fait dans beaucoup de services, et, jusqu'ici à la défense fixe. (Question du 5 février 1920.)

Réponse. — Le régime de faveur appliqué autrefois à la défense fixe de Cherbourg, qui permettait aux officiers mariniers de prendre leur repas en famille, ayant donné lieu à des abus et le service nécessaire de surveillance en souffrant en raison de l'insuffisance du nombre de gradés présents à certaines heures de la journée, il n'a pas été possible d'étendre son application à tout le personnel des services auxiliaires qui ont englobé le service de la défense fixe.

3064. — **M. Simonet**, sénateur, demande à **M. le ministre de l'instruction publique** s'il n'estime pas que la circulaire du 25 novembre 1919, qui prescrit de ne point accorder de dispense de stage supérieure à six mois aux élèves-maîtres des écoles normales primaires démobilisés, devrait être rapportée spécialement en ce qui concerne les élèves-maîtres sortis des écoles normales en 1914 et 1915 qui n'ont été démobilisés qu'à la fin de 1919. (Question du 18 février 1920.)

Réponse. — Par une décision récente, il a été prescrit que les maîtres, anciens combattants des classes antérieures à 1918, seraient autorisés à se présenter à l'examen du certificat d'aptitude pédagogique à la session de 1920, à condition de justifier de dix-huit mois de stage au 31 décembre prochain.

3066. — M. Perdrix, sénateur, demande à M. le ministre des finances quelles mesures il prendra pour pourvoir les banquiers de province, et notamment ceux de la Drôme, de certificats destinés aux souscripteurs du prochain emprunt national, dont ils ne possèdent qu'un nombre très insuffisant, ce qui pourrait nuire au succès de l'emprunt. (*Question du 19 février 1920.*)

Réponse. — Les approvisionnements de certificats provisoires sont constitués aussi largement que le permettent les moyens de production et aucune mesure n'est négligée pour les accroître.

3075. — M. Milan, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pour quelles raisons il a suspendu les cessions amiables de chevaux aux agriculteurs et pourquoi les promesses de cessions faites conformément à la circulaire ministérielle du 27 décembre 1919 ne sont pas tenues par son administration. (*Question du 23 février 1920.*)

Réponse. — Les chevaux et mulets de l'armée prêtés à des particuliers ne doivent pas leur être retirés. Seule la cession amiable que les détenteurs avaient la faculté de solliciter à l'expiration du prêt est momentanément interdite pour des raisons d'ordre militaire. Les cultivateurs sont, par contre, autorisés à conserver pour une durée indéterminée les animaux dont ils sont détenteurs.

3082. — M. Charles Chabert, sénateur, demande à M. le ministre du commerce et du ravitaillement pourquoi les fabricants de pâtes alimentaires en général, et ceux de la Drôme en particulier, ne peuvent plus recevoir par chemin de fer les blés durs et les semoules qui leur sont indispensables, menaçant ainsi d'arrêter leur fabrication et de condamner leurs nombreux ouvriers au chômage, tandis qu'ils constatent, sur nos voies ferrées, des transports réguliers des blés durs pour la Suisse, lesquels sont réexpédiés chez nous sous forme de matières fabriquées et vendues ensuite au prix fort. (*Question du 25 février 1920.*)

Réponse. — La situation de nos stocks en céréales ne permet pas d'alimenter, comme il serait désirable, les fabriques de pâtes alimentaires. Des mesures ont été envisagées cependant pour améliorer les conditions de travail faites à ces usines par suite de cette crise. Une importante répartition de farines américaines sera ainsi consentie sous peu aux intéressés pour éviter le chômage qui les menace. Les services du ravitaillement ne sauraient, en tout état de cause, faire valoir aucun droit sur les wagons de céréales exotiques qui, achetés au pays d'origine par le gouvernement fédéral suisse, sont autorisés, en conformité d'accords spéciaux, à emprunter nos voies ferrées pour parvenir à destination. La consommation française en pâtes alimentaires se trouve par ailleurs garantie de tout danger de surenchère étrangère, grâce aux prix maxima fixés par les services du ravitaillement et qui s'appliquent aussi bien aux produits de fabrication étrangère qu'aux produits de fabrication française.

3083. — M. Bouveri, sénateur, demande à M. le ministre de l'instruction publique s'il ne serait pas possible, pour un candidat aux arts et métiers, qui a été retenu pendant quatre ans dans les régions envahies, de sa douzième à sa seizième année, de reculer la limite d'âge du concours d'un temps égal à celui de l'interruption forcée de ses études du fait de la guerre, ou de la moitié au moins de ce temps si des difficultés se présentent en ce qui concerne le service militaire. (*Question du 26 février 1920.*)

Réponse. — La limite d'âge des candidats aux écoles nationales d'arts et métiers ayant été portée de dix-huit à dix-neuf ans, il en résulte qu'un jeune homme demeuré en pays envahi jusqu'à seize ans se trouvait encore, à la signature de l'armistice, dans les conditions requises pour prendre part trois fois au concours d'admission aux établissements susvisés.

D'ailleurs, pour les candidats des régions libérées qui remplissaient, pendant l'occupati-

tion, les conditions prévues par le règlement, la limite d'âge est prorogée d'un nombre d'années suffisant pour permettre aux intéressés de se présenter trois fois au concours normal, à moins qu'ils ne préfèrent prendre part au concours spécial qui sera organisé, au mois de juillet prochain avec un programme restreint en faveur des candidats qui, du fait de leur mobilisation se sont trouvés dans l'impossibilité de concourir.

3091. — M. de Monzie, sénateur, demande à M. le ministre des affaires étrangères quelle attitude le Gouvernement compte prendre à l'égard de la république du Nord-Caucase et s'il entend différer davantage sa reconnaissance par la France. (*Question du 27 février 1920.*)

Réponse. — La république de l'union des peuples circassiens et du Daghestan s'est, depuis un an, trouvée le plus souvent en état de guerre avec le général Denikine. Il ne saurait être question pour le Gouvernement de la République de prendre parti dans cette querelle aussi longtemps qu'il n'aura pas reçu sur la situation locale des informations précises que M. de Martel, récemment parti pour le Caucase en qualité de commissaire de la République, a été chargé d'aller recueillir sur place.

3093. — M. Roustan, sénateur, demande à M. le ministre du commerce si les négociants français qui ont acheté des wagons-réservoirs construits en Allemagne peuvent obtenir des permis d'importation. (*Question du 28 février 1920.*)

Réponse. — La délivrance d'autorisations pour l'importation de marchandises ou de matériel allemands dépend du département des finances (direction générale des douanes), auquel a été rattaché, par le décret du 4 janvier 1920, le service des importations et des exportations chargé de l'application de la réglementation existant en cette matière.

D'après les renseignements possédés par le département du commerce, il peut être accordé des autorisations de l'espèce pour des wagons-réservoirs d'origine allemande, à condition que les demandes soient préalablement présentées au ministère des travaux publics (service des transports) et qu'elles fassent l'objet d'un avis favorable, de la part de ce service, au point de vue technique.

3094. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question écrite, posée le 1^{er} mars 1920, par M. Paul Pé- lisse, sénateur.

3095. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question écrite posée, le 1^{er} mars 1920, par M. Lafferre, sénateur.

3103. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question écrite posée, le 2 mars 1920, par M. Louis David, sénateur.

3104. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question écrite posée, le 2 mars 1920, par M. le marquis de Kérouartz, sénateur.

3105. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question écrite posée, le 2 mars 1920, par M. Vallier, sénateur.

3119. — M. Paul Pé- lisse, sénateur, demande à M. le ministre des travaux publics quelle décision il compte prendre en ce qui concerne les agents des ponts et chaussées des départements où le service est fusionné, relativement à l'application de la circulaire du 17 janvier 1920, qui interdit de payer les indemnités (avances sur traitement, indemnité exceptionnelle et de famille), mandatées sur le Trésor jusqu'au 31 décembre 1919, ce qui oblige ces agents à vivre sur leur salaire brut, les crédits départementaux nécessaires ne pouvant être votés avant plusieurs mois. (*Question du 5 mars 1920.*)

Réponse. — M. le ministre des finances, afin de ne pas priver les personnels de l'Etat payés sur les fonds départementaux des ressources que ces agents avaient escomptées, a autorisé le paiement à leur profit, sur les fonds du Trésor, jusqu'au 31 mars prochain, des suppléments de traitement résultant de la loi du 6 octobre 1919.

Cette solution, qui donne satisfaction aux vœux légitimes des agents des ponts et chaussées détachés au service des départements, reste cependant provisoire, et la question doit être reprise, quant au fond, de concert avec le ministre de l'intérieur, en vue d'arriver à un règlement définitif et équitable.

Ordre du jour du jeudi 18 mars.

A neuf heures et demie, séance publique :
Tirage au sort des bureaux.

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au relèvement des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques. (Nos 72 et 73, année 1920. — M. Paul Doumer, rapporteur. — Urgence déclarée.)

Errata

au compte rendu in extenso de la séance du 2 mars (Journal officiel du 3 mars).

Page 215, 1^{re} colonne, 71^e ligne et suivantes.

Au lieu de :

« A l'heure tragique où nous sommes, où nous avons besoin de tant de main-d'œuvre pour l'agriculture, l'industrie et le commerce, si la nation a accepté allègrement de satisfaire aux besoins... »

Lire :

« Au sortir d'une période tragique, à l'heure où nous avons besoin de tant de main-d'œuvre pour l'agriculture, l'industrie et le commerce, si la nation accepte allègrement de satisfaire aux besoins... »

Même page, 2^e colonne, 10^e ligne en commençant par le bas.

Au lieu de :

« Cette précaution n'est pas pour atténuer... »

Lire :

« Cette disposition n'est pas pour atténuer... »

Errata

au compte rendu in extenso de la séance du 8 mars (Journal officiel du 9 mars).

Page 235, 2^e colonne, 48^e ligne.

Au lieu de :

« ...qu'on instituât un régime pour les prêts... »

Lire :
« ... qu'on instituat un régime distinct pour les prêts... »

Même page, même colonne, 69^e ligne,

Au lieu de :

« ... il faut une règle... »,

Lire :

« ... on aurait établi une règle... ».

Page 236, 1^{re} colonne, 3^e ligne en comptant par le bas,

Au lieu de :

« ... à vous intéresser... »,

Lire :

« ... à nous intéresser... ».

Annexe au procès-verbal de la séance du 12 mars 1920.

SCRUTIN (N^o 7)

Sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1919, au ministre des travaux publics, des transports et de la marine marchande, d'un crédit supplémentaire au titre de la 2^e section : « Transports maritimes et marine marchande ».

Nombre des votants.....	225
Majorité absolue.....	113
Pour l'adoption.....	225
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Albert Peyronnet. Alsace (comte d'), prince d'Hénin. Amic. Andrieu. Artaud. Babin-Chevaye. Bachelet. Beaumont. Bérard (Alexandre). Berger (Pierre). Bersez. Besnard (René). Blaignan. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bompard. Bonnelat. Bony-Cisternes. Bouctot. Bourgeois (général). Bouveri. Brager de La Ville-Moisan. Brangier. Brindeau. Buhan. Bussy. Buterlin. Cadilhon. Cannac. Castillard. Catalogne. Cazelles. Charles Chabert. Charpentier. Chastenot (Guillaume). Chautemps (Alphonse). Chauveau. Chênebenoit. Chéron (Henry). Claveille. Codet (Jean). Coignet. Colin (Maurice). Collin. Combes. Cordelet. Courrégelongue. Crémieux (Fernand). Cruppi. Damecour. Daraigniez. Daudé. David (Fernand). Debierre. Debove. Delahaye (Do-

minique). Delahaye (Jules). Deloncle (Charles). Delsor. Denis (Gustave). Desgranges. Donnon. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Drivet. Dron. Duchain. Dudouyt. Duquaire.

Elva (comte d'). Ermant. Estournelles de Constant (d'). Etienne. Eugène Chanal.

Faisans. Farjon. Félix Martin. Fernand Merlin. Fleury (Paul). Fontanillo. Fortin. Foucher. Foulhy. Fourment. François Saint-Maur.

Gabrielli. Gallet. Garnier. Gaudin de Villaine. Gauthier. Gegauff. Gentil. Gérard (Albert). Gerbe. Gomot. Gouge. Gourju. Goy. Gras. Grosdidier. Grosjean. Guillois. Guilloteaux.

Hayez. Helmer. Henri Michel. Henry Béranger. Hervey. Hirschauer (général). Hubert (Lucien). Hugues Le Roux. Humblot. Jeannency. Jénouvrier. Jonnart. Jossot. Jouis.

Keranfec'h (de). Kérouratz (de).

Lamarzelle (de). Landemont (de). Landro-die. Larère. Las Cases (Emmanuel de). Lavrignais (de). Le Barillier. Lebert. Lebrun (Albert). Lemarié. Lémery. Leneveu. Léon Perrier. Le Roux (Paul). Lévy (Raphaël-Georges). Lhopiteau. Limouzain-Laplanche. Loubet (J.). Louis David. Louis Soulié. Lubersac (de).

Machet. Magny. Maranget. Marguerie (marquis de). Marsot. Martell. Mascaraud. Mauger. Mazurier. Méline. Michel (Louis). Milan. Milliard. Milliès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monnier. Monsservin. Montaigu (de). Mony. Monzie (de). Morand. Morel (Jean). Mulac.

Noël. Noulens.

Ordinaire (Maurice).

Pams (Jules). Pasquet. Paul Strauss. Penancier. Perchot. Pérès. Perreau. Peschaud. Philipot. Pichery. Pierrin. Plichon (lieutenant-colonel). Poincaré (Raymond). Poirson. Porteu. Potié. Pottevin.

Quesnel. Quilliard.

Rabier. Ranson. Ratier (Antony). Régnier (Marcel). Réveillaud (Eugène). Reynald. Ribot. Richard. Riotteau. Rougé (de). Rouland. Roy (Henri). Royneau. Ruffier.

Sabaterie. Saint-Quentin (comte de). Savan. Savary. Schrameck. Scheurer. Selves (de). Serre. Steeg (T.). Stuhl (colonel).

Taufflieb (général). Thiéry (Laurent). Tis-sier. Touron. Trouvé. Trystram.

Vallier. Vayssière. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Vilar (Edouard). Villiers. Vinot.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Albert (François). Alfred Brard. Auber. Bérard (Victor). Berthelot. Bienvenu Mar-

tin. Billiet. Boudenoot. Bourgeois (Léon). Brocard. Bussiére.

Carrère. Cauvin. Chalamef. Charles-Dupuy. Chomet. Clémentel. Cosnier. Cuminal. Cuttoli.

Defumade. Dellestable. Delpierre. Diébolt-Weber. Dubost (Antonin). Duplantier. Dupuy (Paul).

Eccard. Enjolras. Eymery.

Fenoux. Flandin (Etienne).

Gauvin. Georges Berthoulat. Guillier.

Héry.

Imbart de la Tour.

Joseph Reynaud.

La Batut (de). Laboulbène. Lafferre. Lederlin. Leglos. Le Hars. Leygue (Honoré). Limon. Lintilhac (Eugène). Lucien Cornet.

Marraud. Martin (Louis). Martinet. Mascianis. Massé (Alfred). Maurice Guesnier. Maurin. Mazière. Michaut. Monfeuillart.

Paul Pelisse. Pédebidou. Perdrix. Peytral (Victor). Philip. Pol-Chevalier. Pomereu (de). Poulle.

Régismanset. Ribière. Rivet (Gustave). Roche. Roland (Léon). Rouby. Rouston.

Sarraut (Maurice). Simonet.

Thuillier-Buridard. Tréveneuc (comte de).

Weiller (Lazare).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Dausset.

Renaudat.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Flaissières.

Menier (Gaston).

Oriot.

Penanros (de). Pichon (Stephen).

René Renoult.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	242
Majorité absolue.....	122
Pour l'adoption.....	242
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.